

The University of Chicago
Libraries





de J. Gigord
ALBERT BESSIÈRES

POUR L'UNITÉ DES FORCES CATHOLIQUES

L'UNION CATHOLIQUE

Préface de M^{gr} GIBIER, évêque de Versailles.

Introduction de M^{gr} GIRAY, évêque de Cahors.

LES LEÇONS D'UN DEMI-SIÈCLE D'HISTOIRE

:: :: :: :: FRANÇAISE :: :: :: ::

LES « UNIONS CATHOLIQUES DIOCÉSAINES »

:: :: :: ET LEUR AVENIR :: :: ::

« L'UNION DES CATHOLIQUES » EN ITALIE

:: :: ALLEMAGNE, AMÉRIQUE, ETC. :: ::

L'ORGANISATION DES FORCES CATHOLIQUES

:: :: ET LES DERNIERS PAPES :: ::

VERS « L'INTERNATIONALE CATHOLIQUE »

J. DE GIGORD, ÉDITEUR, 15, RUE CASSETTE, PARIS.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- L'HEURE DU SANG** (Drame social), préface de M. Georges Goyau, de l'Académie Française, 10^e édition. — Paris, de Gigord..... 3^e »
- AMES NOUVELLES**, 10^e édition, préface de M. René Bazin, de l'Académie Française (*Couronné par l'Académie Française et par le Comité de littérature spiritualiste*). — Paris, de Gigord..... 5 »
- LE TRAIN ROUGE** : 4^e édition. — Paris, Beauchesne, 117, rue de Rennes..... 7 »
- DE L'ART A LA FOI** : 4^e édition. — Paris, G. Beauchesne. 3 »
- LE CHEMIN-DES-DAMES** (Carnet d'un Territorial), 4^e édition. — Paris, Bloud et Gay, 3, rue Garancière..... 4 »
- L'UNIQUE** (Drame social), en collaboration avec R. Plus. — Paris, Lethielleux, 22, rue Cassette..... 4 »
- CAVALIERS DE FRANCE!** (Préface du général Cherfils); 4^e édition. — Librairie Académique Perrin, Paris, 35, quai des Grands-Augustins..... 7 »
- POUR LA JUSTICE SCOLAIRE**; la R. P. S. — *Action Populaire*, "Éditions Spes", 17, rue Soufflot, Paris... 6 »
- CROIRE**, nouvelle édition, préface de M. Georges Goyau, de l'Académie Française. — Paris, Bloud et Gay, 3, rue Garancière..... 6 »

POUR L'UNITÉ DES FORCES CATHOLIQUES

L'UNION CATHOLIQUE

NIL OBSTAT :

E. ROUFFIAC

IMPRIMATUR :

J. DÉLIES

v. g.

Tolosæ, 28 /9 /1923.

Albert BESSIÈRES

4

POUR L'UNITÉ DES FORCES CATHOLIQUES

L'UNION CATHOLIQUE

Préface de M^{gr} GIBIER, évêque de Versailles.

Introduction de M^{gr} GIRAY, évêque de Cahors.

LES LEÇONS D'UN DEMI-SIÈCLE D'HISTOIRE

::: ::: ::: ::: FRANÇAISE ::: ::: ::: :::

LES « UNIONS CATHOLIQUES DIOCÉSAINES »

::: ::: ::: ET LEUR AVENIR ::: ::: :::

« L'UNION DES CATHOLIQUES » EN ITALIE

::: ::: ALLEMAGNE, AMÉRIQUE, ETC. ::: :::

L'ORGANISATION DES FORCES CATHOLIQUES

::: ::: ET LES DERNIERS PAPES ::: :::

VERS « L'INTERNATIONALE CATHOLIQUE »

J. DE GIGORD, ÉDITEUR, 15, RUE CASSETTE, PARIS.

BX 1397

.C3 B5



Copyright by J. de Gigord, 1924

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction, réservés
pour tous pays.

Dir (Pan)

chq

PRÉFACE

Par M^{gr} GIBIER, Évêque de Versailles.

LE CODE DE L'ORGANISATION DIOCÉSAIN

L'organisation diocésaine, telle que nous venons de la résumer dans une récente brochure (1), est une des grandes préoccupations de notre charge épiscopale et, depuis dix-sept ans que nous sommes à Versailles, nous travaillons sans relâche à réaliser cette organisation. Publications, articles, tracts, communiqués, déplacements, congrès, journées, rien n'a été négligé et tout a été fait dans ce but, auquel nous attachons une importance capitale. Cent et cent fois, nous en avons parlé, soit au clergé, soit aux fidèles, et nous regrettons seulement de n'en avoir parlé ni assez souvent ni avec assez de force et de conviction conquérante...

Il est très difficile de modifier et d'améliorer la

(1) Le code d'*Organisation diocésaine*, petite brochure de 120 pages, est en vente, au prix de 1 fr. 50, dans les bureaux de l'Action sociale de Seine-et-Oise, 5 bis, rue d'Anjou, Versailles. Le même sujet est étudié et traité à fond dans notre volume : *Programme d'Organisation et d'Action catholique*, chez Lethielleux, édit., rue Cassette, Paris.

manière de penser et d'agir des honnêtes gens. Nous n'avons ni l'ambition ni l'espoir de les convaincre tous. Pussions-nous du moins les faire réfléchir et suggérer à quelques-uns des pensées salutaires et des déterminations opportunes! Nous accomplissons un devoir de conscience. Que Dieu nous éclaire et nous aide!

I

LA NÉCESSITÉ DE L'ORGANISATION DIOCÉSAINE.

L'autre jour, le 3 novembre 1922, au lendemain de son grand voyage dans l'Amérique du Sud, M^{gr} Baudrillard, s'adressant à la jeunesse de l'Institut catholique de Paris, s'est écrié :

« Nous tous, peuples latins, nous sommes rongés par un mal redoutable qui met en péril les plus beaux dons de notre nature. C'est l'individualisme, un individualisme outrancier et néfaste.

« Si à nos qualités nous joignons, nous, Français, l'esprit de discipline et d'organisation, d'une manière habituelle et non par à-coups, nous serions un super-peuple, une supernation. »

Même dans notre vie catholique française nous sommes les esclaves de la triste mode du *chacun pour soi*, qui nous empêche de nous solidariser avec la corporation religieuse à laquelle nous appartenons; nous sommes les esclaves d'un individualisme invétéré, qui nous exténue depuis plus d'un siècle et qui

anéantit en quelque sorte nos forces religieuses en les réduisant à l'état de dispersion et de poussière.

Quoi donc ? Est-ce que l'Église de France a besoin d'être organisée ? Expliquons-nous : l'organisation fondamentale, canonique et hiérarchique de l'Église de France n'est pas à inventer. Elle existe et elle s'emboîte dans l'organisation générale de l'Église catholique qui se ramène à ceci : *Les fidèles ne font qu'un avec leurs curés ; les curés ne font qu'un avec leurs évêques, les évêques ne font qu'un avec le Pape, qui ne fait qu'un avec Jésus-Christ dont il est le vicaire...*

Il ne s'agit nullement de toucher à cette organisation fondamentale, canonique et hiérarchique, divinement instituée par le Christ. Il s'agit seulement de la rendre efficace en l'adaptant aux besoins nouveaux de la religion en France...

Que l'Église de France ait besoin d'une organisation nouvelle, cela résulte d'abord de la *carence et de la défaillance de l'Etat*. Autrefois l'État respectait, assistait et protégeait la religion. Aujourd'hui l'État se déclare indifférent, quand il ne se montre pas hostile à l'égard de l'Église. Lisons l'article 2 de la loi de Séparation du 9 décembre 1905 : « La République ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte. » Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'État français se désintéresse de la question religieuse.

Comment remédier à cette défaillance de l'État qui s'abstient, qui se dérobe, qui retire son budget, sa collaboration, souvent même sa bienveillance? Une organisation nouvelle est absolument nécessaire pour faire ce que l'État ne fait plus, pour tenir la place que l'État a abandonnée, pour donner à l'Église de France les appuis humains que l'État a cessé de lui donner et dont elle ne saurait se passer.

Que l'Église de France ait besoin d'une organisation nouvelle, cela résulte, en second lieu, de la *rupture de l'unité religieuse*. Autrefois, l'unité religieuse existait partout, dans la famille, dans la profession, dans la cité, dans la nation. La plus petite paroisse était une force organisée et vivante, un mécanisme dont chaque paroissien était un rouage, un seul troupeau sous un seul pasteur. Cet heureux passé est, hélas! depuis longtemps disparu et ce ne sont ni les lamentations ni les malédictions qui le feront revivre...

Que l'Église de France ait besoin d'une organisation nouvelle, cela résulte, enfin, de l'*isolement des Pasteurs*. On s'est accoutumé, en France, à considérer le prêtre comme un homme séparé de ses entours par une cloison artificielle, comme un fonctionnaire chargé simplement de fournir l'exercice du culte à ceux de ses paroissiens qui le réclament. Ce concept de la vie sacerdotale fait véritablement pitié, tant il est médiocre, tant il contredit à fond la

parole du Christ disant à ses apôtres : « *Allez, enseignez toutes les nations...* »

Comment remédier à l'isolement des Pasteurs ? Une organisation nouvelle est absolument nécessaire pour assurer au clergé la collaboration des laïques, tout en sauvegardant les règles immuables de la sainte hiérarchie, c'est-à-dire la subordination des fidèles à la direction de leurs chefs spirituels.

II

LA STRUCTURE DE L'ORGANISATION DIOCÉSAINE.

L'organisation diocésaine est nécessaire. Nous ajoutons qu'elle est possible. Comment la réaliser ? Le plus beau des projets n'est rien sans le dispositif qui le réalisera. Voici donc comment nous concevons la structure de l'organisation diocésaine.

L'Église de France, en ces dernières années, a subi une grande défaite. Elle a tout perdu : sa situation officielle, son budget, ses propriétés, ses écoles, ses congrégations. Or, le mouvement instinctif de toute armée battue est un mouvement de concentration. Nous l'avons déjà dit et la chose n'est pas plus claire, mais aussi claire que le jour. Tout l'avenir de l'Église de France est là, *dans la concentration des forces religieuses* autour des Pasteurs. C'est une question de vie ou de mort. L'Église de France doit se grouper tout entière sur le cœur et dans la main de ses chefs spirituels.

Je dis tout entière, c'est-à-dire les *laïques unis à leur clergé* dans la conservation et le développement de la vie catholique... Soyons unis et organisés autour de l'évêque dans le diocèse, autour du doyen dans le canton, autour du curé dans la paroisse.

L'organisation diocésaine a son centre dans la ville épiscopale. L'évêque a près de lui un conseil ou *Bureau diocésain* composé de prêtres et de laïques qu'il choisit lui-même et avec lesquels il délibère sur les orientations et les impulsions qui sont à donner à tous les cantons et à toutes les paroisses du diocèse.

Les cinq *Commissions* du Bureau diocésain s'occupent respectivement des œuvres de religion et de piété, des œuvres d'enseignement et d'éducation, des œuvres de presse et de propagande, des œuvres de persévérance et de jeunesse, des œuvres charitables et sociales.

Le Bureau diocésain a deux assemblées générales par an et les réunions particulières des Commissions.

L'Évêque et son Bureau diocésain ont plusieurs *organes d'exécution*, parmi lesquels il y a lieu de citer la Direction diocésaine de l'Enseignement libre pour les écoles, la Direction diocésaine des Œuvres de jeunesse et surtout l'Action sociale de Seine-et-Oise pour les œuvres charitables et sociales. Cette dernière Association, déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, fondée le 9 novembre 1912,

a rendu pendant la guerre d'éminents services et continue, après la guerre, de se tenir à la disposition de tous les besoins.

L'organisation religieuse diocésaine, qui a son centre dans la ville épiscopale, rayonne dans le canton sous la direction du doyen, avec le *Comité cantonal* qui délibère et le Secrétariat cantonal qui exécute.

Le Comité cantonal est composé de tous les curés du canton et d'un homme ou deux pris dans chaque paroisse. Il se réunit autant que possible trimestriellement et s'ingénie à lancer ou à organiser les œuvres cantonales, paroissiales ou interparoissiales.

Le Doyen et son Comité cantonal possèdent également un organe d'exécution qui s'appelle chez nous le Secrétariat cantonal, c'est-à-dire un Bureau religieux et social qui ne fait ni politique ni aumône et dont la fonction principale est de rendre des services à tout le canton.

Le Secrétariat cantonal a un siège ouvert à tout le monde, un gérant bénévole ou appointé, un *budget* composé des apports de chaque paroisse et des subventions des œuvres.

Il est le centre qui relie et le moteur qui met en branle toutes les activités bienfaisantes du canton, soit qu'il agisse sur place par ses propres moyens, soit qu'il s'adresse aux Commissions d'exécution du Bureau diocésain, avec lesquelles il se tient en contact permanent.

L'organisation religieuse diocésaine a son centre dans la ville épiscopale et son rayonnement dans le canton. Elle va plus loin et elle s'étend jusque dans la plus humble paroisse, où nous trouvons le curé qui dirige, le *Comité paroissial* ou interparoissial qui délibère et le *Correspondant local* qui exécute...

Aidé de son Comité paroissial, le Curé groupe dans sa paroisse les différentes catégories qui s'appellent le groupement des hommes, le groupement des femmes chrétiennes, le groupement des jeunes filles, le groupement des jeunes gens et il rattache ces groupements locaux à la Fédération cantonale et à la Fédération diocésaine.

Aidé de son Comité paroissial, le Curé groupe dans sa paroisse non seulement les catégories, mais les professions et les intérêts : syndicats, mutualités, achats en commun, caisses de crédit, associations scolaires, sections de combattants, cercles de fermières, etc., et tous ces groupements particuliers, il les affine par le canton et par le diocèse aux grandes *organisations nationales* qui, en s'incorporant les associations isolées, leur communiquent la vie de l'ensemble et la force du tout...

Voilà tout. C'est simple, c'est logique, c'est pratique. Sur le papier, ce plan général peut paraître compliqué; en réalité, il s'applique assez facilement et, grâce à l'impulsion du zèle et du dévouement, tout marche comme de soi-même, avec une vitesse sans cesse accélérée et un rendement de cent pour un.

D'ailleurs, l'organisation diocésaine prend tout son développement et toute son ampleur au fur et à mesure qu'elle s'affirme et se manifeste. Il vaut mieux produire la vie que d'en décrire les lois. Ce ne sont pas les alchimistes, mais les réalisateurs qui mènent le monde : dans les journées diocésaines, dans les congrès cantonaux ou intercantonaux, dans les journées cantonales, dans les manifestations paroissiales ou interparoissiales, du centre aux extrémités, les forces religieuses se rencontrent et se tiennent, se concentrent et s'augmentent en s'exerçant...

III

LE RENDEMENT DE L'ORGANISATION DIOCÉSAINE.

L'organisation diocésaine est nécessaire et possible. Il nous reste à dire qu'elle est féconde. Après avoir étudié sa nécessité et sa structure, constatons son rendement.

L'organisation diocésaine est en même temps religieuse, bienfaisante et apologétique, et *ce triple caractère explique son rendement certain.*

L'organisation diocésaine est *religieuse*, essentiellement religieuse. Donc, elle reste étrangère à toute politique stérile et divisante. La religion est à tous, la religion est pour tous. Le catholicisme est trop large pour pouvoir entrer dans un parti, toujours

variable et plus ou moins étroit; il est assez ample pour embrasser *tous les partis de liberté, d'ordre et de justice*. L'organisation diocésaine n'est inféodée à aucun parti, ne s'occupe pas de la forme du pouvoir, ne se mêle jamais aux agitations électorales...

Parce qu'elle est religieuse dans ses principes, l'organisation diocésaine est *bienfaisante* dans son action. Jésus-Christ a passé en faisant le bien. Sa divine religion s'ingénie à faire la même chose. C'est dans l'ordre. Les prêtres, ministres de Jésus-Christ, et les catholiques, disciples de Jésus-Christ, s'unissent et s'organisent pour marcher plus sûrement et plus efficacement sur les traces de leur divin Maître. Qui pourrait y trouver à redire?...

L'organisation diocésaine est essentiellement religieuse, chrétienne, évangélique et bienfaisante. Elle n'est pas seulement la manifestation, mais encore la démonstration de notre foi.

Éminemment adaptée à la nature humaine et à la mentalité de notre temps et de notre pays, elle est par excellence *apologétique* dans ses résultats.

Notre organisation diocésaine est faite surtout de services rendus. C'est la méthode conquérante qui réussit toujours et partout. Recueillons ces quelques paroles du *Catholique d'action* :

« La meilleure manière de combattre quelqu'un, c'est de lui faire du bien... Tu voudrais tes mains

pleines de tonnerres... moi, je les voudrais pleines d'attraits... Si tu veux défendre la foi catholique, défends-la surtout à force de bonnes œuvres. Si tu supportes que l'impie ait plus de zèle que toi pour les intérêts matériels, on se méfiera de toi quand tu viendras à parler des intérêts de l'âme... »

En résumé, le meilleur moyen d'évangéliser les hommes, c'est de leur porter le trésor de la religion enveloppé dans les œuvres de charité, de justice et de prévoyance, enveloppé dans des services rendus.

Ce moyen, qui a toujours réussi, est particulièrement adapté à la mentalité actuelle. Si nous voulons que notre organisation diocésaine soit moins discutée et plus opérante, présentons-la sous l'aspect séducteur de nos *services rendus*, plutôt que sous l'angle aigu de nos *droits revendiqués*. Tandis que la plupart de nos contemporains résistent aux attirances de la vérité, ils ne sont presque jamais insensibles aux attirances de la bonté...

Pour plaider une cause et la gagner, l'éloquence des faits et des chiffres, l'éloquence du dossier doit s'ajouter à l'éloquence purement verbale. La cause religieuse, la cause catholique ne manque pas d'orateurs et d'écrivains qui la défendent merveilleusement par la parole et par la plume. Il faut autre chose. Il faut un dossier. Quel est-il ? Ce sont nos services rendus. Il est probable, disons mieux, il est certain que l'Église de France n'aurait pas besoin de beaucoup parler et qu'elle s'imposerait immé-

diatement à la confiance de tous le jour où, dans chaque diocèse, l'organisation religieuse donnerait tout son rendement charitable et social. Ce ne sont pas là des théories. Ce sont des faits.

L'organisation diocésaine a *un passé qui montre son rendement réalisé*. Depuis plus de dix ans, nous la voyons fonctionner sous nos yeux. Que de services n'a-t-elle pas rendus, soit avant, soit pendant, soit après la guerre?...

Dès les années qui précédèrent la guerre, de 1908 à 1914, notre organisation diocésaine donnait des signes de vie que nous n'avons point oubliés : conférences dans tous les coins du diocèse, groupements paroissiaux partout multipliés et imposants; journées et congrès dans bon nombre de cantons, initiatives heureuses et fécondes prises par quelques-uns de nos Secrétariats cantonaux, en particulier par ceux de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye, de Mantes, d'Écouen, de Luzarches, de Chevreuse et surtout de Corbeil...

Puis vint la guerre avec ses angoisses, ses ruines et ses années calamiteuses. Les dévouements individuels étaient insuffisants; seule, l'organisation diocésaine, en concentrant des énergies dispersées, put suffire au soulagement de tant de détresses. Dans chaque paroisse ou à peu près, le correspondant local, et, dans chaque canton ou à peu près, le secrétaire cantonal se tient en contact permanent avec l'Action sociale de Seine-et-Oise qui développe ses

services et qui étend son influence à la mesure des circonstances et de tous les besoins.

Ce sont les envois aux combattants et aux prisonniers par expéditions collectives ou colis individuels.

C'est la correspondance avec les soldats du front ou en captivité qui leur apporte tout à la fois le réconfort et la consolation et relève leur courage avec leur moral.

Ce sont les démarches faites en vue de rechercher les traces des disparus dont le mystère des derniers jours brise tant de cœurs.

C'est l'aide aux pauvres femmes, en particulier aux familles nombreuses, par le placement et le travail à domicile.

Ce sont les consultations juridiques et médicales qui diriment les cas embarrassants, soutiennent les pauvres santés et sauvent la vie des tout petits.

C'est la relève de l'or et la participation aux emprunts pour la défense nationale.

Ce sont les conférences patriotiques faites partout pour prêcher la patience, soutenir les populations et préparer la victoire finale.

C'est la répartition de secours aux orphelins de la guerre, les marrainages américains, les allocations aux veuves et aux ascendants, l'assistance en argent et en nature aux réfugiés du nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Somme, de la Marne, de la Belgique.

Ce sont les renseignements sans nombre et les

constitutions de dossiers de secours immédiat, de pension, d'allocation, etc.

Ce sont les sacs de graines potagères envoyés soit sur le front, soit dans le camp retranché de Paris.

C'est le développement et la création d'établissements, d'orphelinats, d'internats professionnels, pour les orphelins, les enfants abandonnés, les apprentis...

Si incomplètes que soient ces indications, elles nous révèlent suffisamment les millions qui ont été dépensés, les services qui ont été rendus, les soulagements d'ordre matériel et spirituel qui ont été procurés par l'organisation diocésaine, du plus humble hameau à la ville épiscopale, pendant la période tragique de la grande guerre...

Notre organisation est antérieure à la guerre et elle lui survit. Elle fonctionne même avec plus de fécondité que jamais, car elle a fait ses preuves et elle a conquis la confiance de tous, même des *pouvoirs publics*. Elle a pris sa place dans l'Assistance publique, dans les Comités départementaux des mutilés et des veuves de guerre, des Pupilles de la nation, de l'enseignement technique, etc... Nous n'en faisons pas étalage, mais nous en sommes heureux et nous tenons à remercier les Administrations d'avoir bien voulu faire appel à notre modeste concours et à notre dévouement aussi loyal qu'absolu.

Aujourd'hui donc, avec son autorité agrandie et incontestée, notre organisation diocésaine continue

de vivre et d'agir. Elle rend des services d'ordre religieux et d'ordre profane...

Elle a un *avenir qui fait pressentir son rendement possible*. Le jour viendra-t-il où elle épanouira toute sa virtualité en ce diocèse et dans tous nos diocèses de France? Pourquoi pas?...

A ses soldats de l'armée d'Italie, Bonaparte disait : « Il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire. » Ainsi se doit dire l'apôtre. A l'œuvre par l'organisation du diocèse! Ne regardons pas en arrière le travail fait et bien fait; regardons en avant le travail à faire et à mieux faire! Et comme a dit René Bazin : « N'ayez pas peur des échecs, le premier est nécessaire, car il exerce la volonté. Le second peut être utile. Si vous vous relevez du troisième, vous êtes un homme, vous êtes comme le raisin, qui n'est jamais si bon que s'il mûrit sur les cailloux. »

Et puis, souhaitons que l'organisation diocésaine se réalise *dans tous les diocèses de France!* Dans une forêt il y a l'arbre sur lequel est construit le nid, et, pour sauver le nid, il faut protéger l'arbre et surveiller la forêt. Le nid, c'est la paroisse; l'arbre c'est le diocèse, et la forêt c'est l'Église de France... Pourquoi, sous la souveraine autorité et l'efficace direction de l'épiscopat français, ne verrions-nous pas apparaître une puissante et bienfaisante *fédération catholique et nationale*, composée de quatre-

vingt-six bureaux diocésains et dans laquelle, du sommet à la base, tout se tiendrait et agirait ensemble, depuis l'évêque, chef et maître dans son diocèse, jusqu'à l'humble et dévoué laïque, correspondant local dans le dernier des hameaux, et tout cela au-dessus et en dehors de toute politique, rien que dans l'intérêt de la religion et des âmes et pour le bien de tous ?

En vérité, avec une telle organisation, il y aurait, sans trop tarder, en France, du nouveau dans l'ordre du salut religieux, moral et social, dans l'ordre du perfectionnement des âmes, de la famille, de la profession, de la cité tout entière.

Dans les années qui suivirent nos défaites de 1870, un jour que le jeune président de la Ligue des patriotes, Déroulède, insistait pour associer à l'une de ses entreprises le vieux Renan, sceptique et désabusé, Renan lui dit : « Jeune homme, la France se meurt. Ne troublez pas son agonie. »

Renan est mort en doutant de la vitalité française. Il a cru que les nouvelles générations vivraient de l'ombre d'une ombre et mourraient d'inanition morale. Il s'est heureusement trompé. La France veut vivre et voici qu'au soleil de la victoire, malgré les nuages inévitables qui passent et repassent dans le ciel, renaissent du beau et fertile sol de France les œuvres indispensables au relèvement du pays et garantes de son avenir. Il importe que les catholiques soient à la tête de ce mouvement de résurrec-

tion et de vie : *Curent bonis operibus praeesse qui credunt Deo*. Il importe que les catholiques soient organisés. L'organisation diocésaine, qui est l'*œuvre des œuvres*, doit donc être en tête de nos projets comme de nos réalisations. Faisons-lui donner tout son rendement possible. Il y va de la Restauration de la patrie par la Restauration de la religion ! (1)

† CHARLES,
Evêque de Versailles.

(1) *L'organisation des forces catholiques* est une question importante, mais combien délicate surtout en ce qui concerne le contact entre la Religion et la Politique !

L'exposé de mes idées sur ce sujet brûlant se trouve très nettement tracé dans deux de mes volumes :

- 1^o *Agir sur notre peuple*, pp. 116 à 145. Lethiellæux, Paris ;
- 2^o *Patrie*, chez Téqui, Paris, pp. 312 à 381.

(Versailles, 2 janvier 1924).



ÉVÊCHÉ
DE
CAHORS

INTRODUCTION

Par M^{gr} GIRAY, Évêque de Cahors.

L'UNION CATHOLIQUE

Cahors, le 29 septembre 1923, en la fête
de saint Michel, Archange.

CHER ET VÉNÉRÉ PÈRE,

Vous m'avez communiqué le manuscrit de l'ouvrage que vous allez publier sur l'*Union catholique*, et vous me demandez quelques lignes d'introduction; c'est me donner par là une nouvelle preuve de confiance : je la trouve même excessive et quelque peu embarrassante. Mais, c'est évidemment à titre de Quercinois que vous faites cette démarche auprès de votre évêque; et, par ailleurs, vous avez tant et si bien travaillé, dans votre diocèse d'origine, à cette œuvre primordiale, si chère à votre cœur d'apôtre et à mon âme de pasteur, que je vous dois un témoignage public de ma reconnaissance ou plutôt de notre unanime reconnaissance cadurcienne : le voici sous la forme d'une adhésion très sympathique aux idées directrices et aux méthodes expérimentales de votre plan fédéral, car votre livre, qui se présente de lui-même, n'a besoin d'aucune lettre liminaire et, moins encore, d'aucune recomman-

dation, pour s'imposer à l'attention des esprits avisés et réfléchis, vraiment soucieux des graves intérêts de la Religion, de l'Église et de la France.

Il me suffira, pour répondre à votre désir, de « dire simplement ce que nous avons tenté dans le Quercy », à l'effet de promouvoir, chez nous aussi et très modestement, cette organisation diocésaine des forces catholiques. Mais, que pourrais-je ici raconter que vous ne sachiez déjà vous-même? N'avez-vous pas été mon collaborateur dans la réalisation progressive de ce vaste projet? Plusieurs fois à Roc-Amadour et à Cahors, pendant la mission du Carême dernier, vous êtes intervenu efficacement pour encourager ce mouvement, pour l'accélérer dans la ville épiscopale et le faire aboutir enfin, pour le propager ensuite dans le Quercy. Les résultats ainsi obtenus sont très satisfaisants; ils seront durables et saintement contagieux : il n'y a qu'à marcher dans la voie qui s'ouvre et que nous avons frayée, côte à côte, vous comme pionnier, et moi comme guide, sinon comme promoteur.

De fait, je dois reconnaître que, dans l'espèce, l'initiative n'appartient pas à l'évêque actuel, mais à son vénéré prédécesseur, devenu notre métropolitain. C'est bien M^{gr} Cézérac qui a lancé l'idée première en 1913, lors de son Congrès eucharistique diocésain tenu à Roc-Amadour.

Donc, le 8 juin de cette année-là, une conférence fut donnée, sous la présidence de M^{gr} l'évêque de Cahors, entouré de ses deux collègues de Tulle et

de Clermont, par M. le comte d'Antin de Vaillac, qui traita magnifiquement de l'*Union catholique* pour en déterminer la notion exacte, avec l'esprit qui l'anime, les buts qu'elle se propose et les moyens qu'elle emploie pour réussir.

Vous, mon Père, qui déclarez, dès le début de votre travail, qu'il sera « avant tout documentaire », vous liriez sûrement avec intérêt cet exposé lumineux et très suggestif. Je ne puis que le résumer à grands traits. Comme vous, l'orateur commence par proclamer bien haut — afin de prévenir ou de dissiper toute équivoque malveillante que « l'*Union catholique* ne fait pas de politique et se tient au-dessus de tous les partis »; puis, une fois ce premier point éclairci, il rappelle, sans y insister, — car on ne démontre pas l'évidence — le devoir urgent des catholiques de s'organiser et de se défendre. Par là se devine déjà nettement l'*esprit* caractéristique de cette Union placée d'abord sur le terrain religieux et sous la direction de la hiérarchie ecclésiastique, et destinée à grouper entre eux les bons catholiques des paroisses et des cantons, en vue de la Fédération diocésaine et nationale.

Par là aussi apparaît au grand jour l'objectif envisagé pratiquement, et l'on entrevoit, à la lumière des principes et des faits, ce que doit être l'Œuvre elle-même, à l'époque où nous sommes, en France et sous le régime de la loi de Séparation.

Il s'agit donc d'une œuvre confessionnelle avant tout, à plusieurs degrés, bien ordonnée et disciplinée,

où l'activité catholique s'exerce en étroite liaison avec un Comité paroissial à la base; mais, au-dessus, il y a le Comité cantonal, et le Comité central au chef-lieu du département, tandis qu'au sommet — pour servir de guide et de lien — il y a l'évêque avec ses directives autorisées et ses interventions périodiques.

A ce premier but poursuivi graduellement par l'*Union catholique* s'en adjoint un autre complémentaire et coordonnateur : c'est la collaboration effective des laïcs avec les prêtres, non pas certes pour empiéter sur les attributions du clergé et les fonctions du ministère pastoral en s'arrogeant un droit d'ingérence ou de contrôle, non pas dès lors pour conduire les curés ou les juger et les gêner dans l'exercice du zèle, mais pour travailler avec eux de concert, en amis respectueux et déferents, comme auxiliaires dociles et bénévoles, et donc, pour les seconder, les suppléer au besoin ou les secourir, afin de favoriser leur tâche bienfaisante.

Enfin, le troisième but que veut atteindre l'*Union catholique*, c'est d'amener les catholiques à prendre un peu mieux conscience de leur responsabilité à l'endroit des intérêts religieux du pays, pour les y mêler hardiment, pour leur inculquer une mentalité catholique et sociale, pour en faire des soutiens convaincus et de véritables défenseurs de leurs droits, si souvent méconnus et impunément violés, par suite de leurs abstentions et de leurs compromissions.

Le mot de Louis Veuillot à l'un de ses amis qui

n'avait pas le fier courage du grand lutteur reste toujours vrai à notre époque d'aveulissement : « Vous croyez, disait-il, qu'il vous est permis de n'être chrétien que dans la vie privée : c'est l'essence du poison révolutionnaire. »

Les pusillanimes qui raisonnent ou déraisonnent ainsi oublient que l'Église est, par définition, une société spirituelle, « l'assemblée des pasteurs et des fidèles », et que personne n'a le droit de se cantonner dans l'isolement : nous sommes tous les membres de ce corps mystique, nous devons tous adhérer et coopérer à la vie commune de la corporation.

Mais l'éducation du peuple, à ce point de vue, est à reprendre par la base; et il faut, pour instruire les fidèles et les appliquer à la restauration de l'ordre social chrétien, constituer d'abord des élites bien formées, pour avoir ainsi des entraîneurs, susceptibles de devenir des chefs de file et de section, qui soient animés de la flamme apostolique et décidés à faire autour d'eux une discrète propagande, afin de gagner la masse indifférente et d'étendre le règne de Jésus-Christ.

C'est grâce à ces recruteurs et à ces agents de liaison que les groupements catholiques sont possibles et salutaires : alors, ce sont des messes d'hommes avec sermons appropriés aux besoins de l'auditoire; puis ce seront des réunions fréquentes du bureau, des assemblées populaires et régionales, des cercles d'étude, des conférences apologétiques, etc... Les moyens à employer dans le sens éducateur sont mul-

tiples et variables; ils sont souvent conditionnés par les occupations professionnelles ou les nécessités locales, si bien que les modalités de l'*Union catholique* peuvent changer d'un pays à l'autre, comme les programmes ou les règlements adoptés, pourvu que subsiste l'action catholique elle-même avec son organisation diocésaine.

Conclusion : ce qui importe, c'est — dans ce cadre et avec cet esprit — c'est de se grouper entre catholiques pour agir d'un commun accord, avec confiance et persévérance, dans l'espoir certain de réussir et de rendre service à la cause de la religion et de la patrie.

Voilà, mon Père, des consignes qui concordent, ce me semble, d'assez près avec les idées et les méthodes que vous préconisez. Aussi bien, ces fortes paroles furent acclamées par la foule en 1913, et M^{gr} Cézérac les enregistra pour les sanctionner officiellement :

« Un jour viendra, dit-il à ses auditeurs, où je vous demanderai de mettre en pratique les instructions reçues, et je compte sur vous ! Nous ne voulons pas être l'armée des pleureurs et des résignés, nous voulons être l'armée des conquérants. Mais, pour cette action militante, il faut des âmes pénétrées de l'Eucharistie : il faut être des chrétiens en dedans par la vie surnaturelle; il faut aussi, pour régénérer la France, être des chrétiens du dehors par la vie apostolique. »

A cet appel, les meilleurs Quercinois répondirent aussitôt, et d'autres étaient prêts à les suivre quand

l'organisation diocésaine, à peine ébauchée, fut arrêtée et compromise par le drame sanglant qui se prolongea plus de quatre ans...

Nous avons le devoir de reprendre en sous-œuvre le plan primitif pour en essayer l'exécution interrompue par la grande guerre et, Dieu aidant, avec le concours de mon clergé et le vôtre, mon vénéré Père, voici que la « végétation naissante » d'il y a dix ans se reforme sur la terre du Quercy, avec une vigueur nouvelle, mais vous savez que le sol aride des Causses ne produit trop souvent que des rejets éparés et lents à se développer : il nous faut tendre à les rapprocher pour en faire à la longue un faisceau compact et infrangible.

« Lorsqu'un arbre est seul, écrivait l'auteur — bien inspiré ce jour-là — des *Paroles d'un croyant*, il est battu des vents et dépouillé de ses feuilles; et ses branches, au lieu de s'élever, s'abaissent comme si elles cherchaient la terre.

« Lorsqu'une plante est seule, ne trouvant point d'abri contre l'ardeur du soleil, elle languit et se dessèche et meurt.

« Lorsque l'homme est seul, le vent de la puissance le courbe vers la terre, et l'ardeur de la convoitise des grands de ce monde absorbe la sève qui le nourrit.

« Ne soyez donc point comme la plante et comme l'arbre qui sont seuls; mais unissez-vous les uns aux autres et appuyez-vous, et abritez-vous mutuellement.

« Tandis que vous serez tous désunis, et que chacun ne songera qu'à soi, vous n'aurez rien à espérer que souffrance, et malheur, et oppression...

« Donc, si l'on vous demande : Combien êtes-vous ?

Répondez : Nous sommes *un*, car nos frères, c'est nous; et nous, c'est nos frères! »

Telle est l'*Union catholique* entre les membres d'une même famille paroissiale ou diocésaine c'est la concorde fraternelle d'une chrétienté et ce serait un crime ou une folie que de creuser un abîme ou d'ériger un obstacle pour les séparer autant vaudrait, lisons-nous dans la *Revue des Deux Mondes* (15 août 1923, p. 828), « dresser un rempart intellectuel entre deux peuples frères c'est, selon le mot d'un penseur, élever un mur dans une forêt. Les branches des grands arbres se croisent au-dessus, et leurs racines se rejoignent au-dessous » les arbres fraternisent quand même!

Or, continue Lamennais :

« Un homme voyageait dans la montagne, et il arriva en un lieu où un gros rocher, ayant roulé sur le chemin, le remplissait tout entier, et hors du chemin il n'y avait point d'autre issue... L'homme essaya de mouvoir le rocher pour se faire un passage, et tous ses efforts furent vains. Ce que voyant, il s'assit plein de tristesse... Un autre voyageur survint, et lui aussi, après avoir fait inutilement ce qu'avait fait le premier, il s'assit en silence et baissa la tête.. Il en vint plusieurs autres, et aucun ne put mouvoir le rocher... Enfin, l'un d'eux dit aux autres : Mes frères, prions notre Père qui est dans les cieux, peut-être qu'il aura pitié de nous dans cette détresse.

« Et quand ils eurent prié, celui qui avait dit : Prions dit encore : Mes frères, ce qu'aucun de nous n'a pu faire seul, qui sait si nous ne le ferons pas tous ensemble? Et ils se levèrent, et ensemble ils pous

sèrent le rocher, et le rocher céda, et ils poursuivirent leur route en paix... »

Aucun homme ne saurait soulever seul ce rocher, mais Dieu en a mesuré le poids de manière qu'il n'arrête jamais ceux qui voyagent ensemble.

Cet apologue est de nature à corroborer votre thèse, à la fois vivante et vécue, pour l'illustrer par une leçon de choses et la servir par comparaison... Je sais — pour citer après vous S. S. Pie X — que « montrer le bien ne suffit pas, et qu'il faut le réaliser dans la pratique »; je sais encore, comme vous, qu'au dire de la bienheureuse Thérèse de l'Enfant-Jésus, « les inspirations les plus sublimes ne sont rien sans les œuvres »; mais, précisément, à ce point de vue, « il est vrai que d'autres âmes peuvent en retirer beaucoup de profit » pour orienter et coordonner leurs efforts généreux dans le sens de l'*Union catholique*... Telle sera l'efficacité de votre livre, et j'ose lui prédire ou lui promettre ce succès bienfaisant, le seul que vous ayez jamais ambitionné et que vous méritez à tant de titres.

Je bénis donc ce livre, je bénis son auteur qui reste mon cher diocésain, en vous priant, bon et vénéré Père, d'agréer l'assurance de mes sentiments de religieuse gratitude et de cordial dévouement en N.-S. et N.-D.

† JOSEPH,

Evêque de Cahors.



I

POUR L'UNION DES FORCES CATHOLIQUES

L'UNION CATHOLIQUE



PREMIÈRE PARTIE

VUE D'ENSEMBLE

Les vœux de l'Église et l'Union des catholiques.

Les multiples documents que nous citerons plus loin (documents émanés du Saint-Siège, de l'Épiscopat français, italien, américain, espagnol, polonais, etc.) ont attiré l'attention des fidèles sur l'urgente nécessité de donner sa pleine valeur religieuse, sociale et civique à l'Action catholique par un grand effort méthodique d'union.

Les adversaires de la religion et de l'ordre social ont partout donné à leur action une base nationale et internationale. Cela est vrai de la franc-maçonnerie, du socialisme, du communisme... C'est sur ce terrain-là qu'il faut nous organiser à notre tour, ou notre défense sera vouée à l'impuissance (1).

(1) Par exemple nous assistons depuis trois ans à une campagne concertée des grandes organisations laïques en France, en Angleterre, en Pologne, aux États-Unis..., en faveur de l'enseignement public et obligatoire de l'hygiène sexuelle dans les écoles, en faveur de la coéducation. Cette offensive générale ne s'explique complètement que par un mot d'ordre des sociétés secrètes internationales.

Il était tout naturel que l'Épiscopat et les grandes organisa-

L'Église qui, au moyen âge, créa cette grande internationale catholique, la Chrétienté, ne s'est point laissé prendre au dépourvu. Ce n'est point sa faute si à l'intérieur de chaque nation n'existe pas encore la fédération de toutes les forces catholiques, si, au-dessus des frontières des peuples, n'est pas réalisée cette internationale catholique faite de la fédération (pour des buts précis et dans des limites déterminées) de toutes les grandes organisations nationales.

Dans l'ordre international, l'Église a encouragé la création des fédérations internationales (1) des Étudiants, des Jeunesses catholiques, des Ligues féminines catholiques, des Travailleurs chrétiens; elle a béni l'Union internationale d'Études sociales, la Ligue apostolique des Nations, la Ligue internationale catholique dont le congrès s'est déroulé du 10 au 15 août 1923 à Constance (frontière suisse) avec le concours de plusieurs prélats.

Dans l'ordre national, le Saint-Siège n'a cessé de prodiguer ses encouragements, non seulement à des fédérations nationales comme celles des Jeunesses catholiques, des Hommes catholiques, des Femmes catholiques, mais il a approuvé par les actes les plus solennels de plus larges fédérations coordonnant toutes les organisations catholiques

tions catholiques des pays menacés par cette tentative de démolition de la jeunesse fussent amenés à se concerter pour une résistance motivée et générale.

(1) Ou tout au moins des Secrétariats internationaux.

d'un pays : comme le *Volksverein* allemand, le *National catholic Welfare Council* des États-Unis, l'Union populaire italienne. Ici, non seulement le Saint-Siège a approuvé et béni, mais c'est de l'action personnelle et des directives précises de Pie X, de Benoît XV, de Pie XI qu'est née cette vaste union nationale des catholiques italiens.

En France, des efforts furent tentés à plusieurs reprises pour réaliser cette union des catholiques, plus nécessaire peut-être chez nous que partout ailleurs. *Les Congrès catholiques* annuels, le *Comité catholique de défense religieuse* travaillèrent pendant trente ans à cette Union. En 1898 et 1899, Léon XIII, en deux lettres adressées au cardinal Richard, demande à tous les catholiques français de « travailler de concert au bien de la religion et de la patrie », de « coordonner l'action des œuvres et des groupements. » Ceux-ci, tout en conservant l'autonomie dans la sphère d'action qui leur est propre, « doivent se donner la main pour travailler d'un commun accord au bien suprême de la patrie française. »

Des difficultés d'ordre dynastique, des divisions politiques empêchèrent le vœu de Léon XIII de se réaliser.

En 1909, un bref de Pie X encourageait le colonel Keller et le Comité catholique « à réaliser entre tous les gens de bien la concorde qui seule peut faire espérer le salut commun. »

De 1909 à 1914, de nouveaux encouragements vinrent de Rome soutenir l'effort de nos évêques, qui, à peu près dans tous les diocèses de France, organisaient, dans les cadres des Unions catholiques., la coordination des groupements et des œuvres. Une Fédération nationale des Unions catholiques devait être, dans l'esprit de leurs organisateurs, la conclusion de ces travaux d'approche. La guerre emporta toute cette végétation naissante à laquelle le temps n'avait pas permis de se donner cette solide organisation nationale qui l'eût peut-être sauvée de la ruine, comme elle sauva d'autres œuvres plus fortement construites : la Jeunesse catholique, l'Association catholique des chefs de famille, etc...

La guerre terminée, l'Épiscopat français se remit à l'œuvre en utilisant l'expérience des pays qui nous avaient devancés.

Les Unions catholiques diocésaines sortirent de leurs ruines. A l'heure actuelle elles s'essaient à revivre dans presque tous nos diocèses.

Elles se proposent un double objet : 1^o Organiser les *Hommes catholiques* à l'exemple des *Hommes catholiques* des États-Unis et des « *Uomini cattolici* » d'Italie; 2^o fédérer sur la base de la paroisse, du canton, du diocèse, et finalement du pays, toutes les œuvres catholiques, — le groupement des Hommes chrétiens demeurant le centre et la cheville ouvrière de cette fédération.

Pour donner l'impulsion unique et la direction autorisée aux Unions catholiques, la nature des choses et l'exemple des États-Unis suggéraient de se tourner vers l'Assemblée annuelle des cardinaux et archevêques français, sa Commission permanente, son Secrétariat et ses divers Comités.

C'est ce plan que l'Assemblée annuelle tenue à Paris, les 28-29 février 1923, adopta en effet.

« L'Assemblée appelle de ses vœux une organisation des catholiques sur le terrain du dogme, de la morale et du droit, pour une action religieuse, scolaire et sociale sous toutes les formes. Cette organisation, sans se mêler directement aux luttes électorales, s'occupera de former la conscience des catholiques groupés en *Unions catholiques ou paroissiales*. Les *Fédérations diocésaines* seront reliées elles-mêmes en une *Fédération nationale*. La *Commission Permanente* enverra aux évêques son plan d'étude et d'action afin de faciliter le fonctionnement des Unions paroissiales.

« Pour concentrer l'action des catholiques et fournir à la *Fédération nationale des Unions diocésaines* l'occasion de resserrer ses liens, l'Assemblée accepte, en principe, le projet d'une Semaine catholique.

« L'Assemblée décide d'organiser plus fortement sa Commission permanente et de lui adjoindre un *Secrétariat permanent*. La Commission Permanente, à l'image de l'Assemblée des archevêques, laissera entière et l'autorité et l'indépendance des évêques. Elle continuera d'être un organe de préparation et d'exécution des décisions de l'Assemblée (1) ».

(1) Voir le communiqué de M^{gr} Latty à la *Semaine religieuse d'Avignon* (7/1/23) et le communiqué fait à la presse par la

Voilà donc constitués les cadres et le plan de mobilisation de l'armée catholique. Encore une fois on n'innove pas, on n'improvise pas. L'Assemblée adopte un programme et un plan d'action qui ont déjà fait leurs preuves en des pays aussi différents que l'Italie et les États-Unis.

Que reste-t-il à faire? Beaucoup. Il reste à recruter, à discipliner les soldats de la future armée. Il reste à éclairer les milieux catholiques sur la nécessité de la discipline; il reste surtout à créer un mouvement d'opinion favorable au groupement des forces catholiques, à faire tomber peu à peu les défiances par le tableau aussi objectif que possible des résultats obtenus ailleurs; il reste à répondre aux difficultés, à dissiper les appréhensions créées par les insuccès passés, à signaler quelques-uns des écueils contre lesquels vinrent se briser les premiers essais pour qu'on les évite, à noter les réussites pour qu'on s'en inspire.

C'est là tout l'objet de notre travail.

Il sera donc avant tout (mais point uniquement) documentaire.

Aux catholiques désireux d'entrer dans la voie que leur ouvrent les Souverains Pontifes et l'Épiscopat, nous voudrions faciliter leur devoir qui ne

Ve Assemblée des cardinaux et archevêques. Docum. Cathol., 10/3/23, pp. 605-606. Ce communiqué résume le compte rendu *in extenso* des Séances adressé aux évêques et aux Directions des principales œuvres intéressées. Faut-il ajouter que M. Félix Hautfort, directeur de *La Lanterne*, publia, l'un des premiers, de larges extraits du compte rendu?

consiste pas en une soumission passive et résignée, mais en une obéissance confiante, industrielle, en un esprit d'initiative courageuse et réfléchie. « *Être discipliné*, a écrit le maréchal Foch, ce n'est point simplement accepter ou subir une consigne; être discipliné, c'est *agir* dans le sens des ordres reçus, et, pour cela, *trouver dans son esprit*, par la réflexion, la possibilité de réaliser ces ordres. » (*Principes de la guerre*, p. 97). Sans cet esprit d'initiative, sans cette volonté d'aboutir qui n'ignore pas les difficultés mais sait qu'elles ne sont pas invincibles, les meilleurs plans de campagne sont voués à l'échec. Or, un nouvel échec, c'est toujours un peu plus de démoralisation, un peu plus de lassitude pesant sur les âmes.

DEUXIÈME PARTIE

L'Union des Catholiques Italiens et les derniers Souverains Pontifes.

I

Pie X et l'Encyclique *Il fermo proposito* sur l'Action catholique.

Dans son encyclique « *Il fermo proposito* », du 11 juin 1905, adressée aux évêques d'Italie, Pie X définissait fort clairement le *but* de cette grande Union des catholiques italiens, l'*Union populaire* (1) qui allait devenir une réalité grâce au dévouement de l'éminent sociologue Toniolo.

« Vous voyez bien, Vénérables Frères, quel appui apportent à l'Église ces troupes choisies de catho-

(1) Il ne faut pas confondre l'*Union populaire*, organisation proprement catholique, indépendante des partis, et le *Parti populaire* organisé par Don Sturzo. La lettre du cardinal Gasparri, adressée le 2 octobre 1922 aux évêques d'Italie, n'avait point pour but (ainsi que le notait justement l'*Osservatore Romano* du 19 octobre 1922) de jeter un discrédit quelconque sur le Parti populaire issu de l'Union populaire, mais de différencier les deux organismes dont l'un, de par sa nature, dépend de l'autorité ecclésiastique, tandis que l'autre est un de ces « partis politiques » dont le Saint-Siège respecte la liberté.

liques qui se proposent de *réunir ensemble* toutes leurs forces vives *dans le but* de combattre par tous les moyens justes et légaux la civilisation antichrétienne, *réparer*, par tous les moyens, les désordres si graves qui en dérivent; *replacer* Jésus-Christ dans la *famille*, dans l'*école*, dans la *société*; *rétablir* le principe de l'autorité humaine comme représentant celle de Dieu, prendre souverainement à cœur les intérêts du peuple et particulièrement ceux de la classe ouvrière et agricole — s'employer, par conséquent, à *rendre les lois publiques conformes à la justice*, à *corriger ou supprimer* celles qui ne le sont pas; défendre enfin et soutenir avec un esprit vraiment catholique les droits de Dieu en toutes choses et les droits non moins sacrés de l'Église.

« L'ensemble de toutes ces œuvres, dont les principaux soutiens et promoteurs sont les *laïques catholiques*, et dont la conception varie suivant les besoins propres de chaque nation, constitue précisément ce que l'on a coutume de désigner par un terme spécial et assurément très noble : *Action catholique* ou *Action des catholiques*. Elle est toujours venue en aide à l'Église (1) ».

Le but fixé par Pie X à l'*Union populaire* est donc celui-là même que Léon XIII félicitait le *Volksverein* et plus tard la *Jeunesse catholique* de s'être donné : « Restaurer l'ordre social chrétien », par l'effort conjugué de toutes les énergies catholiques.

Tâche difficile, notait Pie X, et pourtant nécessaire.

« Montrer le bien ne suffit pas, poursuit Pie X, il

(1) Voir la traduction du texte italien (publié par l'*Osservatore Romano* du 20 juin 1905) dans les *Questions actuelles*, t. LXXX, pp. 194-206.

faut le réaliser dans la pratique. *Les débuts pourront être humbles; pourvu que l'on commence réellement, la grâce divine les fera croître en peu de temps et prospérer...* Les graves problèmes de la vie sociale d'aujourd'hui exigent une solution prompte et sûre. Il est donc souverainement nécessaire que l'Action catholique saisisse le moment opportun, marche en avant avec courage, propose elle aussi sa solution et la fasse valoir par une propagande ferme, active, intelligente, disciplinée, capable de s'opposer directement à la propagande adverse » (pp. 159-199).

« Pour assurer ce résultat, on a constaté ailleurs la singulière efficacité d'une institution de caractère général, qui, sous le nom d'*Union populaire*, est destinée à réunir les catholiques de *toutes les classes sociales*, mais spécialement les grandes masses du peuple, autour d'un *centre unique* et commun de doctrine, de propagande et d'organisation sociale.

« Elle répond à un besoin également senti *dans presque tous les pays*, la simplicité de sa constitution résulte de la nature même des choses, qui se rencontrent également partout...

« Elle ne trouble ni ne gêne aucune autre institution, mais elle donne plutôt aux autres institutions force et cohésion » (pp. 200-201).

D'ailleurs, l'organisation doit « surgir spontanément des œuvres mêmes; sinon, on aurait des édifices de belle architecture, mais privés de fondement réel, et, partant, tout à fait éphémères. »

« Il sera d'une merveilleuse utilité d'organiser de temps en temps des *Congrès généraux ou particuliers* de catholiques italiens, qui doivent être la solennelle manifestation de la foi catholique et la fête commune de la concorde et de la paix » (p. 203).

Enfin, Pie X examine le problème des relations de l'Union populaire avec l'*autorité ecclésiastique*. Sans entrer dans les détails concrets qui seront réglés par Benoît XV, dans sa lettre du 13 avril 1920, prescrivant que, dans chaque groupe, à côté du Président laïque nommé par les Unionistes se trouve un prêtre « *assistant-ecclésiastique* » nommé par l'Ordinaire, Pie X pose les deux *principes suivants* :

« 1^o Toutes les œuvres qui viennent *directement* en aide au Ministère spirituel et pastoral de l'Église, et qui, par suite, se proposent une fin religieuse visant *directement* le bien des âmes, doivent dans tous leurs détails être subordonnées à l'autorité de l'Église ». C'est le cas des Tiers-Ordres, des Confréries et Congrégations. « 2^o Mais, même les autres œuvres qui sont principalement fondées pour restaurer et promouvoir dans le Christ la *vraie civilisation chrétienne*, et qui constituent l'*Action catholique*, ne peuvent nullement se concevoir indépendantes du Conseil et de la haute direction de l'autorité ecclésiastique, il est bien moins possible encore de les concevoir en opposition plus ou moins ouverte avec cette même autorité » (pp. 203-204) (1).

Néanmoins,

« Il est certain que de telles œuvres, étant donnée leur nature, doivent se mouvoir *avec la liberté* qui leur convient raisonnablement, puisque c'est sur elles-mêmes que retombe la *responsabilité de leur action* surtout dans les affaires temporelles et éco-

(1) Pie X fait ici allusion à la suppression de l'*Opera dei Congressi Cattolici*, prononcée peu de mois auparavant.

nomiques ainsi que dans celles de la *vie publique* administrative ou *politique*, toutes choses étrangères au Ministère purement spirituel... »

En effet :

« Le prêtre, élevé au-dessus des autres hommes pour remplir la mission qu'il tient de Dieu, doit se maintenir également au-dessus de tous les intérêts humains, de tous les conflits, de toutes les classes de la société. Son propre champ d'action est l'Église, où, ambassadeur de Dieu, il prêche la vérité et inculque, avec le respect des droits de Dieu, le respect aux droits de toutes les créatures. En agissant ainsi, il ne s'expose à aucune opposition, il n'apparaît pas homme de parti, soutien des uns, adversaire des autres » (p. 205).

C'est là le rôle que Pie X assignait au prêtre dans les groupes de Jeunesse catholique, par sa lettre du 22 février 1907 à Jean Lerolle, président de l'Association catholique de la Jeunesse française :

« Continuez cette pratique, dont vous vous êtes fait sagement une règle, d'avoir dans chacun de vos groupes un prêtre pieux et instruit, non seulement pour présider aux réunions religieuses, mais pour diriger les études et les réunions doctrinales. De la sorte, il vous sera facile, dans les questions qui touchent de près à la religion, d'éviter les erreurs auxquelles vous seriez exposés. D'ailleurs, l'initiative et la saine liberté ne seront pas entravées par la présence du prêtre; il n'est présent dans vos groupes et dans vos comités que pour y être, selon le cas, le *docteur*, le *conseiller*, le *guide*. » — Il ne sera donc point le président, mais « l'Aumônier-Conseil » de la Jeunesse catholique.

Enfin Pie X précise le rôle des catholiques groupés dans l'Union populaire au point de vue *politique*.

L'Union, comme telle, ne fera pas de politique de parti. Elle fera de la politique chrétienne, elle rappellera à « tous les catholiques le devoir *de se préparer prudemment et sérieusement à la vie politique.* »

Elle formera pour le pays une élite de vrais chefs qui saura « se montrer vraiment catholique, assumant et exerçant les charges publiques avec la ferme et constante résolution de promouvoir... le bien social et économique de la patrie et particulièrement du peuple, suivant les principes de la civilisation nettement chrétienne » (p. 202).

II

Benoît XV et l'organisation de l'Union Populaire.

A la mort de Pie X, l'*Union populaire* en était encore, au point de vue des réalisations, à la période des tâtonnements.

Une des premières préoccupations de Benoît XV fut de lui donner une forte organisation qui pût servir de modèle à l'action catholique des autres pays.

Et d'abord, en face du réseau d'œuvres économiques, sociales et politiques d'inspiration catholique, qui, heureusement multipliées en Italie, mena-

nomiques ainsi que dans celles de la *vie publique* administrative ou *politique*, toutes choses étrangères au Ministère purement spirituel... »

En effet :

« Le prêtre, élevé au-dessus des autres hommes pour remplir la mission qu'il tient de Dieu, doit se maintenir également au-dessus de tous les intérêts humains, de tous les conflits, de toutes les classes de la société. Son propre champ d'action est l'Église, où, ambassadeur de Dieu, il prêche la vérité et inculque, avec le respect des droits de Dieu, le respect aux droits de toutes les créatures. En agissant ainsi, il ne s'expose à aucune opposition, il n'apparaît pas homme de parti, soutien des uns, adversaire des autres » (p. 205).

C'est là le rôle que Pie X assignait au prêtre dans les groupes de Jeunesse catholique, par sa lettre du 22 février 1907 à Jean Lerolle, président de l'Association catholique de la Jeunesse française :

« Continuez cette pratique, dont vous vous êtes fait sagement une règle, d'avoir dans chacun de vos groupes un prêtre pieux et instruit, non seulement pour présider aux réunions religieuses, mais pour diriger les études et les réunions doctrinales. De la sorte, il vous sera facile, dans les questions qui touchent de près à la religion, d'éviter les erreurs auxquelles vous seriez exposés. D'ailleurs, l'initiative et la saine liberté ne seront pas entravées par la présence du prêtre; il n'est présent dans vos groupes et dans vos comités que pour y être, selon le cas, le *docteur*, le *conseiller*, le *guide*. » — Il ne sera donc point le président, mais « l'Aumônier-Conseil » de la Jeunesse catholique.

Enfin Pie X précise le rôle des catholiques groupés dans l'Union populaire au point de vue *politique*.

L'Union, comme telle, ne fera pas de politique de parti. Elle fera de la politique chrétienne, elle rappellera à « tous les catholiques le devoir *de se préparer prudemment et sérieusement à la vie politique.* »

Elle formera pour le pays une élite de vrais chefs qui saura « se montrer vraiment catholique, assumant et exerçant les charges publiques avec la ferme et constante résolution de promouvoir... le bien social et économique de la patrie et particulièrement du peuple, suivant les principes de la civilisation nettement chrétienne » (p. 202).

II

Benoît XV et l'organisation de l'Union Populaire.

A la mort de Pie X, l'*Union populaire* en était encore, au point de vue des réalisations, à la période des tâtonnements.

Une des premières préoccupations de Benoît XV fut de lui donner une forte organisation qui pût servir de modèle à l'action catholique des autres pays.

Et d'abord, en face du réseau d'œuvres économiques, sociales et politiques d'inspiration catholique, qui, heureusement multipliées en Italie, mena-

çaient de jeter quelque discrédit sur une œuvre plus directement religieuse, l'*Union populaire*, Benoît XV rappelle sa nécessité et son but.

Répondant à l'adresse lue par le comte Joseph Della Torre, président de l'*Union populaire*, à l'audience particulière des Comités diocésains réunis à Rome pour leur IV^e Congrès annuel, le 29 avril 1920, Benoît XV disait :

« Nous voudrions qu'on se souvînt toujours que l'*Union populaire* est l'élément *principal* de l'action catholique. D'autres sources actives ont pu jaillir, tout récemment encore sur différents terrains, mais ce ne sont là que des ruisseaux tributaires de ce superbe fleuve. » « Les autres organisations peuvent être une action catholique, celle-ci seule est l'*action catholique*. »

Déjà, le 13 avril 1920, en promulguant les nouveaux statuts de l'U. P., le Pape rappelait le but de ce groupement (1) :

« Établir un centre national de culture, *créer un foyer* de principes lumineux devant se rapporter surtout aux problèmes économiques et sociaux. *Unir les catholiques, faire l'éducation* de la conscience sociale, civique, morale et religieuse du peuple... promouvoir l'organisation et le développement de chacune des formes de l'action catholique. »

(1) On trouvera le texte intégral des Statuts et le Discours de Benoît XV les promulguant dans la *Documentation catholique*, 1920, t. I, pp. 698-701.

Voici d'ailleurs les articles essentiels des nouveaux statuts :

I. — BUT ET NATURE DE L'U. P.

L'U. P. des catholiques italiens, par le caractère général de son programme, embrasse l'action catholique italienne *tout entière*, la suscite et la représente.

Les initiatives particulières sont organisées et coordonnées par des Unions et œuvres nationales *toutes reliées* à l'U. P. qui assure leur *unité* d'orientation et de programme.

L'U. P. a pour but : *la défense et la mise en valeur de l'ordre social et de la civilisation chrétienne* selon les enseignements de l'Église et les directions du Saint-Siège. Ce but elle le réalise :

En *unissant* les catholiques italiens et coordonnant leurs diverses associations en un *faisceau unique* de forces, pour l'accomplissement de ce devoir suprême commun à tous;

En *faisant l'éducation* de la conscience sociale, morale et religieuse du peuple;

En *promouvant* l'organisation et le développement de chacune des forces de l'action catholique.

L'U. P. est constituée par *tous* les membres de *toutes* les Associations catholiques et par *tous* les catholiques qui, n'appartenant à aucun autre groupement, déclarent accepter le programme de l'U. P.

Tout *associé* verse une cotisation annuelle d'une lire; est associé à *vie* celui qui verse 50 *lires* une fois pour toutes; associé bienfaiteur celui qui verse au moins 5 *lires* par an.

Peuvent s'inscrire ecclésiastiques et laïques.

II. — ORGANISATION DE L'U. P. — DIRECTION GÉNÉRALE.

L'U. P. comprend des *Sections diocésaines* et des *Sections paroissiales*.

*Son organisation comprend: 1° *Le Comité directeur général*; 2° *les Comités diocésains*; 3° *les Comités ou conseils paroissiaux*.

L'U. P. a un *président général* nommé tous les trois ans *par le Saint-Siège*. Le *Comité général* et son *président* restent en charge trois ans.

Ce comité se compose comme suit :

Membres de *droit* : le président de la Jeunesse catholique, la présidente et l'assistant-ecclésiastique de l'Union des Femmes catholiques.

Quatre membres *électifs* nommés tous les trois ans par le Congrès des Comités diocésains.

Trois membres *agregés* nommés par les membres de *droit* et les membres *électifs*.

Le *Comité directeur* a la haute charge de donner à l'action catholique italienne une orientation et un programme, d'établir l'unité des œuvres et l'harmonie des efforts après consultation des présidents des diverses Unions ou œuvres spéciales en ce qui les regarde.

Au *siège du Comité directeur* est constitué un *Secrétariat central* chargé d'exécuter les décisions du Comité, de maintenir des rapports constants avec les Unions et œuvres nationales particulières, avec les Comités diocésains et paroissiaux.

Des *Sous-Secrétariats* spécialisés et des Commissions consultatives sont organisés à côté du Secrétariat général.

III. — COMITÉS DIOCÉSAINS.

Les Comités diocésains placés sous la haute dépendance des évêques s'organisent librement selon les habitudes et les besoins locaux. Leurs statuts doivent être approuvés par l'Ordinaire et par le Comité directeur.

En sont membres *de droit* le président diocésain de la Jeunesse catholique, la présidente diocésaine de l'*Union des Femmes catholiques* et le délégué du Comité général nommé par celui-ci pour assurer la liaison avec le bureau central.

Les membres *électifs* sont les représentants des groupes paroissiaux et des diverses œuvres catholiques.

Les *Comités diocésains* ont un *Assistant-ecclésiastique* nommé par l'ordinaire (1).

Ces comités sont renouvelables tous les trois ans. Les *Comités diocésains* ont pour but de réaliser le programme de l'U. P. dans les limites du diocèse.

Ils convoquent chaque année en *assemblée diocésaine* toutes les associations et œuvres catholiques pour une entente toujours plus profonde et une action concordante.

Dans chaque diocèse, le mandataire ou délégué du Comité général nommé par celui-ci, après avoir pris l'avis du Comité diocésain, sera chargé de percevoir les *cotisations* destinées au Comité général, d'assurer la correspondance régulière avec celui-ci.

(1) L'assistant-ecclésiastique de l'Union, comme l'assistant-ecclésiastique des groupes d'Hommes, de Femmes catholiques demeure en charge le même temps que le Comité dont il est l'assistant, c'est-à-dire deux ou trois ans.

IV. — COMITÉS PAROISSIAUX.

Les *Conseils paroissiaux* sont composés des présidents des diverses associations et œuvres de la paroisse. Ils *élisent un président*. Ils ont le curé pour assistant-ecclésiastique.

Là où il n'y a pas d'autres associations paroissiales, le Conseil paroissial est élu directement par les associés de l'U. P. Dans un groupement peu nombreux, il suffirait de nommer un président.

Les *Conseils paroissiaux* de l'U. P. ont pour but :

De *développer* l'U. P.; de rendre vivantes les œuvres d'action catholique, de *coordonner* leur activité.

D'*exécuter* les instructions du Comité diocésain et du Comité général.

De *convoquer* une fois par mois les associés de l'U. P. en réunions de propagande et d'action.

V. — ACTION INTERDIOCÉSAINE ET NATIONALE.

Pour aider les Comités paroissiaux et diocésains, promouvoir les Congrès régionaux et l'*action inter-diocésaine*, le Comité général nommera tous les trois ans, pour chaque région, son *délégué régional*, qui sera son représentant direct (1).

(1) L'*Osservatore Romano* des 26 et 27 avril 1920 fait suivre ces Statuts de l'observation suivante : « Les *délégués régionaux* du Comité directeur général, chargés de représenter directement celui-ci dans les limites de la région, contribueront à imprimer au mouvement plus de souplesse et d'unité. De plus, ces délégués répondent à une nécessité qui, espérons-le, ne sera pas éternelle. Organiser à travers l'Italie des tournées de propagande en faveur de l'U. P. représenterait une *dépense* énorme; à moins de frais, les délégués régionaux peuvent tenir le rôle des propagandistes

Chaque année sera convoqué, à Rome, un Congrès des présidents ou représentants des *Comités diocésains*. Le Comité général y fera son rapport moral sur l'action catholique pendant l'année écoulée et développera ses projets pour l'année suivante. Il présentera le compte rendu *financier*.

Tous les trois ans, le Congrès nommera les quatre membres électifs du Comité directeur et deux contrôleurs du budget (1).

* * *

Telle est cette U. P. italienne comblée d'éloges par les Souverains Pontifes, et qui, en 1914, atteignait le chiffre de 200.000 adhérents.

Elle est, comme nos unions catholiques, à base paroissiale et diocésaine, avec un fort élément centralisateur. Le rôle de l'apostolat laïque y est mis en grand honneur. Si le prêtre est partout présent comme *assistant-ecclésiastique*, il n'est nulle part directeur ni président.

qui font défaut ». Un des vœux du IV^e Congrès des Comités diocésains de l'U. P. que Benoît XV souligna avec le plus d'insistance fut la fondation d'un groupe de *propagandistes*, d'une école de conférenciers chargés de faire rayonner le programme de pensée et d'action de l'U. P. par toute l'Italie.

(1) *Les statuts particuliers des Comités diocésains* et des Comités paroissiaux sont calqués sur les statuts généraux qu'on vient de lire. On en lira le détail dans la « Documentation catholique », *loc. cit.*

III

Pie XI et les nouvelles directives de « l'Action catholique », substituée à « l'Union populaire ».

Les troubles suscités par le parti fasciste puis le triomphe politique qui vint couronner l'audace de son chef Mussolini devaient créer au Parti populaire et même à l'Union populaire de graves difficultés. Les catholiques italiens étaient menacés de connaître à leur tour ces divisions politiques par lesquelles les catholiques français furent si souvent réduits à l'impuissance. Pour éviter autant que possible cet écueil, Pie XI, par la lettre du cardinal secrétaire d'État adressée, le 2 octobre 1922, à l'Épiscopat d'Italie, rappelle que les organisations catholiques n'ont pas à se mêler directement de politique (1).

(1) Voici quelques extraits de cette lettre : « Votre Grandeur n'ignore pas que, dans ces derniers temps, le Saint-Siège a été l'objet d'accusations et d'attaques de la part de la presse libérale, sous prétexte d'accords avec le *Parti populaire*, comme si celui-ci était l'émanation du Saint-Siège ou la représentation officielle des catholiques au Parlement et dans le pays.

« Contre ces insinuations absolument fausses et calomnieuses, le Saint-Siège n'a jamais manqué de protester énergiquement déclarant à diverses reprises que, fidèle au principe de ne pas se laisser engager dans le jeu des compétitions politiques, il était toujours resté, et il entendait rester totalement étranger au *Parti populaire* comme à tout autre parti politique, tout en se réservant d'adopter à son égard, comme vis-à-vis d'autres partis,

Il ne s'agit pourtant pas de renoncer à l'action catholique plus nécessaire que jamais. L'encyclique « *Ubi arcano Dei* » (1), l'allocution « *Gratum nobis* », prononcée au Consistoire secret du 23 mai 1923 (2), insistent sur cette nécessité :

« Chacun voit, dit le Souverain Pontife, l'importance d'une puissante action catholique, non seule-

une attitude de réprobation et de blâme si le Parti populaire venait à se mettre en opposition avec les principes de la religion et de la morale chrétienne.

« Le Saint-Siège ne doute pas que l'attitude des évêques et des curés, dans leur généralité, ait été conforme aux instructions données plusieurs fois à cet égard par les Pontifes romains, en particulier par Léon XIII, aux évêques de Bohême, et par Benoît XV à ceux de Belgique et de Pologne, instructions confirmées par le Saint-Père Pie XI heureusement régnant. Mais comme il s'agit d'une matière délicate et complexe, le Saint-Siège croit opportun d'attirer sur ce point, toujours plus vive et vigilante, l'attention des évêques.

« Assurément, on ne peut contester aux évêques et aux curés le droit d'avoir, *en tant que citoyens privés* leurs opinions personnelles et leurs préférences politiques, pourvu qu'elles soient conformes aux exigences de la conscience droite et aux intérêts religieux. Mais il est pareillement évident qu'ils devront, *en tant qu'évêques et que curés*, se tenir tout à fait en dehors des luttes des partis, au-dessus de toutes compétitions politiques.

« Il est bien vrai que, dans la pratique, il n'est pas toujours facile de marquer avec précision la limite de la distinction qu'on vient d'indiquer; et il ne peut, en conséquence, être facile, dans la variété des cas particuliers, de décider quand une action déterminée regarde seulement la personnalité publique qui émane de la fonction. *En ces cas douteux*, comme aussi en tous ceux où l'action de l'évêque et du curé pourrait nuire aux intérêts religieux des âmes confiées à leurs soins, le zèle éclairé du bon pasteur n'hésitera pas à s'abstenir d'actes de ce genre ».

(1) On peut en lire le texte traduit dans la *Docum. cathol.*, t. IX, col. 67-87.

(2) *Docum. cathol.*, 16 juin 1923, col. 1475-1476.

ment pour la vitalité religieuse et le bien de l'Église, mais encore dans l'intérêt de la civilisation et de la société. C'est pourquoi dans l'Encyclique (*Ubi arcano Dei*), Nous déclarons clairement et avec insistance que l'action catholique relève incontestablement du ministère pastoral (1) ».

Au mois de juin 1923, le *Bollettino ufficiale dell'Azione cattolica* développait les directives de l'encyclique et de l'allocution consistoriale.

Voici les principaux passages de cet article (2) :

L'action catholique s'exerce au bénéfice des personnes considérées tant individuellement que par rapport à la famille et à la société. Ces objectifs se réalisent par *une sérieuse formation de l'individu* en sa conscience et en son intelligence.

Mais l'individu *agit dans la société* parmi un système complexe d'institutions juridiques.

Ces institutions — pour autant qu'elles concernent l'esprit, l'intelligence, les mœurs — nous voulons qu'elles s'inspirent de la doctrine catholique, certains, comme nous le sommes, que cette harmonie entre la pensée catholique et l'activité de l'État tournera à l'avantage de la collectivité même des citoyens.

L'*Action catholique* a donc aussi pour objectif d'*exiger et d'obtenir que l'Etat* donne à ses institutions juridiques une forme qui leur permette d'influer heureusement sur les personnes, qui en fasse non un obstacle mais une aide au développement, dans les individus, d'une forte conscience religieuse, d'un tempérament moral vraiment sain, d'une culture intellectuelle et sociale réellement élevée.

(1) *Ibid.*, col. 1476.

(2) *Les Nouvelles religieuses*, 15 juin 1923, p. 269.

Mais comment l'*Action catholique* peut-elle obtenir de l'État ce qui fait l'objet de ses postulats ?

Nous estimons que, dans le cours ordinaire des choses, l'action catholique doit se manifester dans la vie nationale sous la forme d'un continuel et abondant *ensemencement d'idées*, d'une constante formation des esprits, et des consciences, en *laissant ensuite aux forces politiques*, opérant dans le rayonnement de la pensée catholique, *le soin de réaliser pratiquement nos postulats*.

Nous devons exercer avec insistance ce genre d'influence : il *faut qu'en Italie tout le monde connaisse nos aspirations* : tout le monde, disons-nous : les indifférents ou nos adversaires comme nos coreligionnaires ; tout le monde : les hommes qui sont à la tête de la nation, les hommes de diverses classes sociales ou de divers degrés de culture.

Les sphères gouvernementales, les milieux parlementaires, les cercles scientifiques, littéraires, industriels, commerciaux, sur tous les points de notre Italie, doivent recevoir la bienfaisante influence de nos doctrines, et savoir ce que les catholiques veulent de l'État.

Il faut imprégner de notre programme toute l'opinion publique.

Mais quand les organes de l'État s'apprêtent à des réformes qui peuvent être faites ou avec nous ou contre nous, et quand il y a lieu de croire que l'État tiendra compte de notre pensée, s'il la connaît avec précision, pour orienter dans un sens déterminé ses décisions : l'*Action catholique* a, croyons-nous, dans ce cas, le droit de se mettre *directement en contact avec les pouvoirs* responsables de l'État pour leur soumettre nettement ses desiderata.

Que si nos plus chères aspirations couraient le danger d'être combattues, foulées aux pieds par une

ignorance et une hostilité déclarées du gouvernement, — il reviendrait alors à l'*Action catholique* d'unir en un seul faisceau tous ceux qui se glorifient du nom catholique, et, dans un grand mouvement unanime, de défendre le patrimoine de nos idées.

L'État, en ces cas, doit savoir que l'*Action catholique* représente des idées et des programmes sur lesquels sont d'accord tous les catholiques, que ceux-ci appartiennent à des partis différents ou qu'ils n'appartiennent à aucun parti. Ce que les pouvoirs de l'État remarqueront dans l'*Action catholique*, ce qui les y impressionnera favorablement, et ce qui leur y fera sentir une vraie puissance spirituelle, ce ne sont pas des calculs d'opportunité parlementaire, ce n'est pas un système de forces contrebalançant d'autres forces, c'est une seule grande énergie morale jaillissant de la conscience catholique du pays.

Les directives données par Pie XI à l'Action catholique, forme nouvelle de l'Union populaire, ne viennent pas contredire les directions de Pie X, de Benoît XV, elles les complètent et les précisent :

1^o L'Union doit grouper tous les catholiques, à quelque parti qu'ils appartiennent, pour en faire « une seule grande énergie morale »;

2^o Les Unionistes devront recevoir une formation religieuse et civique sérieuse, être instruits des problèmes « dont dépend le bonheur des individus, des familles, des sociétés, problèmes liés aux immortelles exigences de l'Église catholique »;

3^o Ces exigences, des campagnes actives d'opinion devront les faire connaître au pays. « Il faudra que l'État sache ce que veulent les catholiques »;

4^o Les Unionistes, sans s'occuper directement de politique, seront instruits de leurs devoirs civiques;

5^o Quand l'État préparera des réformes qui intéressent les catholiques, l'Union pourra « se mettre en contact » avec les pouvoirs responsables;

6^o En cas d'agression de l'État, l'Action catholique devra « unir en un seul faisceau », pour la résistance, toutes les forces catholiques.

Une des premières conclusions pratiques de ces directives de Pie XI fut l'organisation de la Fédération italienne des *Hommes catholiques*, « *Uomini cattolici* », destinée à devenir l'élément principal de l'Union populaire (1).

(1) Ou de l'*Action catholique*, terme désormais substitué à celui d'*Union populaire* qui prêtait à confusion par sa similitude avec celui de Parti populaire.

Les nouveaux statuts de l' " Action catholique " italienne.

La Revue *Rome* du 1^{er} octobre 1923 publiait la note suivante : « La Junte centrale (Comité central) de l' « Action catholique » a pu annoncer dans sa dernière réunion la définitive et pleine approbation par le Saint-Siège de ses nouveaux statuts. Ce nouveau code, écrit l'*Osservatore Romano*, est composé de 43 articles sous quatre titres généraux : De l'Action catholique italienne. — De la Junte centrale. — Des organes locaux. — Des relations entre les organisations des manifestations catholiques et des congrès catholiques.

« La vraie nature de l' « Action catholique » est définie par le premier article des Statuts dans lequel on lit : « *L'union des forces catholiques organisées pour l'affirmation, la diffusion et la mise à exécution des principes catholiques dans la vie individuelle, domestique, sociale, constitue l'Action catholique italienne* ».

« Les forces qui constituent cette union puissante sont toutes les organisations qui agissent en Italie selon les enseignements

La revue du Clergé italien (juillet 1923, pp. 410-414) étudiait récemment le rôle respectif du Parti populaire et de cette nouvelle *Action catholique*

de l'Église et les directions du Saint-Siège, groupées, ou mieux fédérées chacune selon sa caractéristique respective.

« Les organes de l' « Action catholique » sont la *Junte centrale*, qui a sous sa dépendance directe les *juntas diocésaines*, et par celles-ci les *conseils paroissiaux*, non moins que les *organisations nationales* avec leurs centres diocésains et paroissiaux respectifs.

« On laisse cependant aux organisations nationales leur *pleine autonomie* pour ce qui regarde leur but spécial.

« Le Souverain Pontife a donné un *Assistant-ecclésiastique général* à l' « Action catholique » ; il est chargé de veiller à ce que l'activité de la junte centrale se développe suivant les directives du Saint-Siège... »

Une *lettre du cardinal Gasparri*, datée du 2 octobre 1923 et adressée à M. l'avocat *Colombo*, *président général* de l'Action catholique italienne, est venue consacrer officiellement la nouvelle organisation. En voici les passages essentiels :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Je me suis empressé, et bien volontiers, de présenter au Saint-Père, comme vous m'en aviez prié, les statuts de l'Action catholique italienne, en les recommandant à son attention et à sa bienveillance. Leur importance, en effet, ne m'a point échappé : ils sont destinés à donner à nos grandes organisations catholiques *cette convergence*, grâce à laquelle elles atteindront facilement et plus sûrement leur but, qui n'est autre que de collaborer à la restauration chrétienne de la société.

« Sa Sainteté, malgré les innombrables soucis de son ministère apostolique, a voulu examiner de près ce document. Et elle a daigné remarquer combien heureusement ses rédacteurs, les membres du Comité général de l'Action catholique, se sont acquittés de leur tâche. Les statuts qu'ils ont proposés *associeront* toutes les œuvres et les fédérations d'action catholique, *mais sans nuire à l'autonomie légitime de chacune d'elles*.

« L'action catholique va se développer plus vigoureusement que jamais. A plusieurs reprises, et dans les actes les plus solennels, le Souverain Pontife a fait connaître ses sentiments à son égard, et quels espoirs il fonde sur elle pour la restauration de la société

qui allait confédérer toutes les grandes œuvres spécifiquement catholiques.

Nous résumons cet article :

Les récentes directives du Saint-Siège sur la « remise

en Jésus-Christ. *C'est un devoir pour tout catholique de se dévouer ou du moins de collaborer à cet apostolat. Mais celui-ci ne peut s'exercer sans tenir compte des organismes reconnus. Il doit s'y adapter dans toute la mesure possible. Autrement, on risque de faire un travail inutile, ou même perturbateur et nuisible.*

« Participation des laïcs à la mission propre de l'Eglise, l'action catholique n'est pas une œuvre politique, mais religieuse; elle n'est pas un organe de direction doctrinale, mais d'exécution pratique. Elle sera donc soumise à la hiérarchie ecclésiastique. C'est pourquoi les statuts de l'Action catholique italienne prévoient des comités paroissiaux, des comités diocésains et un comité central, tous directement dépendants de l'autorité religieuse. Pour remplir leur mission auprès des groupes de leur ressort, ces comités devront naturellement être revêtus d'une réelle autorité. C'est la condition indispensable pour unir les forces catholiques et pour accroître la vigueur et l'efficacité de leur action.

« Le mot d'ordre de l'action catholique ne peut être que celui du Saint-Père lui-même : la Paix du Christ par le Règne du Christ. Dans leur apostolat, par conséquent, les catholiques se souviendront que si les erreurs doivent être combattues, les égarés n'en doivent pas moins être aimés comme des frères. Que notre charité, au moins, les oblige à reconnaître la beauté de la vérité chrétienne. Qu'ils constatent que la profession de catholique impliquant le respect de toute autorité légitime, notre religion est un puissant facteur d'ordre et de paix, une excellente école de vertus morales et civiques, et que, par suite, l'action catholique est à même de contribuer très efficacement à la réalisation et au maintien de la véritable paix, et qu'elle a le droit, dans l'intérêt même de la société civile, d'être reconnue et protégée, et de travailler librement à l'exécution de son programme », etc.

Quelques jours plus tard, le 14 octobre, Pie XI recevait en audience les directeurs de l'Action catholique, le président général Luigi Colombo, l'assistant-ecclésiastique général M^{sr} Pizzardo et leur renouvelait ses encouragements.

en valeur de l'Action catholique » ont fait naître une grande perplexité dans beaucoup d'esprits. Quels seront les rapports des Fédérations catholiques d'hommes, de jeunes gens, de femmes avec les organisations *sociales* et *politiques* dirigées par le *parti populaire*?

Il est inutile de rappeler, dit l'auteur de l'article, Piero Panighi, comment, au cours des dernières années, « le mouvement social et politique avait, peu à peu, absorbé toutes les activités catholiques personnifiées dans le Parti populaire. »

Plusieurs confusions et plusieurs erreurs naquirent de cet enthousiasme. On put confondre l'armée catholique avec un parti politique. Le mouvement syndical et coopératif ne donna pas non plus, au point de vue catholique, tous les résultats qu'on en attendait et parfois en donna de tout contraires à ceux qu'on avait escomptés. La cause de ces déceptions est en ceci : on avait trop oublié ce qui est l'objet premier de la Fédération des Hommes et de la Fédération des Jeunes : la formation religieuse, sociale et civique tant des dirigeants que des dirigés. Les premiers ne se rendaient pas un compte suffisant de leur but qui était « de tout restaurer dans le Christ ». Quant aux dirigés, ils s'habituèrent à ne voir dans les hommes qui se dévouaient au mouvement syndical et coopératif que de simples « *entrepreneurs* ». Aux uns et aux autres manquaient une base d'action et d'appréciation inspirée du chris-

tianisme, cette préparation à l'action qui est l'objet de la Fédération des H. C.

« Dans le Cercle des Hommes se fera la *formation*, tandis que l'action spécifique sera faite par d'autres organisations. »

« *Former la conscience sociale et politique* » des hommes par l'étude des problèmes actuels confrontés avec la doctrine chrétienne tel est le rôle de la Fédération des H. C.

« Ce travail de formation éminemment intellectuel est très complexe et très difficile », mais doit partout précéder l'action politique et sociale. Il ne faut donc pas considérer l'Action catholique à laquelle nous convie le Saint-Père comme une œuvre nouvelle s'opposant à l'Action sociale et politique. Certes, l'Action catholique sert l'Église sans s'asservir à aucune organisation sociale ou politique, mais elle ne doit pas combattre l'union du travail ou le Parti populaire... Au contraire, elle les sert *en leur procurant des ouvriers éprouvés*. C'est là un retour historique curieux. « Dans le feu du combat il advint qu'on relégua à la sacristie la croix » et ceux qui assumaient l'ingrat travail d'en prêcher la doctrine pour « faire flotter seule la bannière de la Ligue »... « Néanmoins, c'est faire œuvre de justice et de charité que de reconnaître le bon travail de nos devanciers... »

Au lieu donc de crier en face d'un échec partiel : « Quel désastre! Tout est fini! » donnons dans nos cercles d'hommes catholiques une « formation religieuse, morale, sociale, inspirée des principes chrétiens ». Ces principes éviteront, dans l'action, les erreurs, les déviations, les insuccès passés et donneront une vigueur nouvelle à nos organisations en

en valeur de l'Action catholique » ont fait naître une grande perplexité dans beaucoup d'esprits. Quels seront les rapports des Fédérations catholiques d'hommes, de jeunes gens, de femmes avec les organisations *sociales* et *politiques* dirigées par le *parti populaire*?

Il est inutile de rappeler, dit l'auteur de l'article, Piero Panighi, comment, au cours des dernières années, « le mouvement social et politique avait, peu à peu, absorbé toutes les activités catholiques personnifiées dans le Parti populaire. »

Plusieurs confusions et plusieurs erreurs naquirent de cet enthousiasme. On put confondre l'armée catholique avec un parti politique. Le mouvement syndical et coopératif ne donna pas non plus, au point de vue catholique, tous les résultats qu'on en attendait et parfois en donna de tout contraires à ceux qu'on avait escomptés. La cause de ces désillusions est en ceci : on avait trop oublié ce qui est l'objet premier de la Fédération des Hommes et de la Fédération des Jeunes : la formation religieuse, sociale et civique tant des dirigeants que des dirigés. Les premiers ne se rendaient pas un compte suffisant de leur but qui était « de tout restaurer dans le Christ ». Quant aux dirigés, ils s'habituèrent à ne voir dans les hommes qui se dévouaient au mouvement syndical et coopératif que de simples « *entrepreneurs* ». Aux uns et aux autres manquaient une base d'action et d'appréciation inspirée du chris-

tianisme, cette préparation à l'action qui est l'objet de la Fédération des H. C.

« Dans le Cercle des Hommes se fera la *formation*, tandis que l'action spécifique sera faite par d'autres organisations. »

« *Former la conscience sociale et politique* » des hommes par l'étude des problèmes actuels confrontés avec la doctrine chrétienne tel est le rôle de la Fédération des H. C.

« Ce travail de formation éminemment intellectuel est très complexe et très difficile », mais doit partout précéder l'action politique et sociale. Il ne faut donc pas considérer l'Action catholique à laquelle nous convie le Saint-Père comme une œuvre nouvelle s'opposant à l'Action sociale et politique. Certes, l'Action catholique sert l'Église sans s'asservir à aucune organisation sociale ou politique, mais elle ne doit pas combattre l'union du travail ou le Parti populaire... Au contraire, elle les sert *en leur procurant des ouvriers éprouvés*. C'est là un retour historique curieux. « Dans le feu du combat il advint qu'on relégua à la sacristie la croix » et ceux qui assumaient l'ingrat travail d'en prêcher la doctrine pour « faire flotter seule la bannière de la Ligue »... « Néanmoins, c'est faire œuvre de justice et de charité que de reconnaître le bon travail de nos devanciers... »

Au lieu donc de crier en face d'un échec partiel : « Quel désastre ! Tout est fini ! » donnons dans nos cercles d'hommes catholiques une « formation religieuse, morale, sociale, inspirée des principes chrétiens ». Ces principes éviteront, dans l'action, les erreurs, les déviations, les insuccès passés et donneront une vigueur nouvelle à nos organisations en

les orientant « vers le retour au règne du Christ dans le monde ».

Dans ce mouvement il appartiendra à la Hiérarchie de diriger les esprits et aux laïques de constituer l'organe d'exécution et de réalisation.

Bref, les directives de Pie XI, sans rien sacrifier de ce qui existe, demandent à l'Union des catholiques de mettre à la base de ses organisations une formation plus profonde, plus spécifiquement catholiques. Celle-ci sera donnée dans les nouveaux groupements de la Fédération nationale des *Hommes catholiques*, dans ses cercles d'études, comme elle est donnée dans les cercles d'études de la Jeunesse catholique dont l'organisation est donnée pour modèle.

A plusieurs reprises déjà l'Union nationale est entrée en contact avec le pouvoir fasciste et, à propos des écoles, des maisons de jeu, de la propagande pornographique, etc., a obtenu satisfaction.

Telle est l'œuvre d'organisation catholique réalisée, en Italie, par les trois derniers Souverains Pontifes.

CONCLUSION. — On s'est habitué, en France, en matière d'organisation, à tourner les regards du côté des races anglo-saxonnes et nous pouvons, de fait, leur emprunter de nombreuses leçons. Nous croyons, néanmoins, que l'Italie nous offre, à ce point de vue, tout ce que nous pouvons désirer.

Et puisque nous sommes, nous aussi, des *latins*, l'expérience italienne nous sera peut-être plus assimilable que toute autre.

C'est à l'école de l'Italie, en étudiant de près, sans parti pris, le magnifique réseau des œuvres catholiques, créées, accrues, mises au point par l'action personnelle des trois derniers Souverains Pontifes avec une « constance toute Romaine », que nous pouvons arriver le plus aisément et avec le moins de risques à créer chez nous une Action catholique vraiment opérante.

Plus encore que des cadres ou des règlements, c'est une mentalité, une conception générale de l'Action catholique qui nous est opportunément offerte par l'Italie... Cette conception, nous pouvons la résumer en ces quelques consignes :

1^o *Sérier* les œuvres et en même temps les *fédérer*... c'est-à-dire respecter l'autonomie de chaque œuvre et, néanmoins, créer entre toutes un lien efficace;

2^o Construire toutes ces œuvres sur un plan *national* Ainsi en a-t-il été décidé par les trois derniers Souverains Pontifes pour les Fédérations d'Hommes catholiques, de Femmes catholiques, de Jeunes gens catholiques, de Jeunes filles catholiques... toutes en pleine prospérité et confédérées dans les cadres de l'Action catholique.

Pour toutes ces œuvres, c'est la paroisse, le diocèse qui sont à la base de l'organisation... qui en constituent la cellule première et nécessaire. Mais, parce que dans un même pays chaque cellule est

solidaire de toutes les autres, l'organisation diocésaine ne prend sa pleine valeur que par la fédération nationale;]

3^o Porter à son maximum de valeur l'action et l'initiative des laïques..., leur donner par une large confiance, en les appelant à prendre leurs responsabilités, conscience de ce « Sacerdoce Royal » de l'Apostolat auquel les convie l'encyclique « *Ubi arcano Dei* ».

C'est en minimisant cette action au lieu de la « valoriser » toujours plus, selon une expression chère aux Italiens, qu'on est parfois arrivé ailleurs, par crainte d'un « laïcisme » salutaire et nécessaire, à assurer la victoire d'un « laïcisme » néfaste qui n'est autre que la négation théorique et pratique de tous les droits de Dieu et de l'Église sur les sociétés humaines;

4^o Donner conscience au peuple chrétien de ses devoirs d'action, lui rappeler sans cesse l'absolue nécessité de cette Action catholique de laquelle Pie XI, dans l'encyclique « *Ubi arcano Dei* », ne craint pas de dire : « Il est hors de doute qu'elle est absolument nécessaire et qu'elle constitue l'un des premiers devoirs du ministère pastoral et de la vie chrétienne. »

Telles sont les directives essentielles qui nous paraissent résumer l'activité de l'Action catholique italienne.

Qu'elles soient efficaces, le Congrès eucharistique

de Gênes vient d'en donner, en septembre 1923, une nouvelle preuve. Ce triomphe national, dont le Congrès de Paris, tenu deux mois plus tôt, ne donne qu'une pâle et lointaine idée, a été en grande partie l'œuvre des grandes fédérations nationales qui avaient par centaines de mille mobilisé leurs troupes : *Action catholique italienne*, avec son président général, le commandeur Louis Colombo; Fédération nationale des *Hommes catholiques*, avec son président général, le commandant Ciriaci; Fédération nationale des *Femmes catholiques*, avec sa présidente, la marquise Patrizi; Fédération nationale de la *Jeunesse féminine*, avec sa présidente générale, M^{lle} Barelli (1); Étudiantes universitaires catholiques; Fédération universitaire catholique; Jeunesse catholique

(1) La Fédération nationale de la Jeunesse féminine italienne (G. F. C. I.) est une des plus récentes et des plus magnifiques créations de l'Action catholique italienne. Elle naquit à Milan en 1918 de l'initiative de Benoît XV lui-même. En 1921, comme le constatait le cardinal Gasparri, la Fédération comptait déjà 230.000 associés et 3.689 cercles en 255 diocèses.

« La G. F. C. I. », avait dit Benoît XV, en nommant la présidente générale M^{lle} Barelli, de Milan. « *est ma plus grande espérance* ». Aussi, avait-il voulu lui-même en fixer les Statuts. Après avoir, à titre d'essai, uni la Jeunesse féminine (dirigée par une simple vice-présidente) à l'Union des Femmes catholiques, Benoît XV, après un an d'expérience, ne voulut plus que la *Jeunesse féminine* fût soumise aux *Femmes catholiques*. Il en fit une section distincte et autonome mais fédéra les deux groupements dans l'Union féminine italienne dont il nomma la présidente générale assistée de deux vice-présidentes, l'une pour la Jeunesse féminine, l'autre pour les Femmes catholiques. Chacune des deux vice-présidentes est secondée par un conseil supérieur. Outre le centre national, chaque groupement a ses centres paroiss-

italienne... C'est autour de ces puissants groupements et par leur action que s'étaient réunis, pour une manifestation de foi sans précédent, près de 500.000 catholiques italiens.

siaux et diocésains avec ses présidents et son prêtre-assistant ou aumônier-conseil nommé par l'Ordinaire.

La Jeunesse féminine catholique a magnifiquement répondu à l'attente de Benoît XV... Cours sociaux, publications de journaux et de revues, Semaines nationales et régionales, campagnes contre la mode païenne, contre le blasphème, campagne pour les vocations sacerdotales, fondation d'une mission en Chine après une collecte de 142.000 francs, fondation d'une chaire à l'Université de Milan par une souscription de 100.000 francs, fondation de l'Institut Benoît XV, etc..., aucune forme de l'Apostolat catholique n'est étrangère à cette magnifique organisation à laquelle la France ne peut rien comparer de semblable. (C. F. les *Nouvelles religieuses*, 15 septembre, 1^{er} octobre 1923.)

TROISIÈME PARTIE

L'Union Catholique et la France.

I

Aux origines de la Dispersion.

La Révolution française fut essentiellement anti-sociale. Elle s'attaqua à la famille par ses lois sur le divorce et le régime successoral, à la profession par la suppression des corporations, aux familles religieuses, à l'Église, par toute une série de lois persécutrices.

Le but était : livrer l'individu sans défense à la tyrannie étatiste.

Nous assistons, aujourd'hui, à de louables efforts des individus et même des pouvoirs publics pour restaurer la famille et la corporation. Le socialisme a créé un grand courant de solidarité professionnelle. Il n'a fait en cela que suivre l'exemple des chrétiens sociaux. Aujourd'hui, tandis que le socialisme évoluant vers le communisme tend à nous ramener aux pires excès de l'individualisme, les catholiques continuent à réorganiser la corporation.

A côté des organisations proprement profession-

nelles, syndicats, coopératives, sociétés de secours mutuel..., ils ont travaillé à restaurer l'ancienne corporation sous un autre aspect : celui de la confraternité. Par l'*Union catholique* orientée d'abord vers les intérêts spirituels, par le syndicat consacré principalement aux intérêts temporels, ils ont voulu, fidèles aux enseignements de Léon XIII, faire tomber les cloisons étanches établies par la Révolution entre la vie religieuse et la vie sociale, entre la vie familiale et la vie professionnelle.

Nous avons vu ainsi se développer chez nous, à côté du syndicalisme catholique, les Unions catholiques professionnelles : Union catholique du personnel des chemins de fer, U. C. des P. T. T., de la France agricole; U. C. des Banques, Bourses et Assurances; U. C. du Commerce, de l'Armement et de la Nouveauté; U. C. des voyageurs de Commerce; U. C. des Ingénieurs, etc.

Ces créations sont, au point de vue national et catholique, d'une grande importance. Elles opposent une digue aux tentatives anti-sociales de la Révolution et font cesser, partiellement, cette « dispersion » catholique qui fut à l'origine de tant de ruines religieuses. Je dis *partiellement*, car ces Unions catholiques professionnelles, si elles étaient conçues comme un terme non comme un acheminement, peuvent présenter plusieurs inconvénients. Si elles font très heureusement disparaître quelques cloisons étanches entre catholiques d'une même pro-

fession ou d'une même classe, ne risquent-elles pas d'en établir ou d'en laisser subsister d'autres entre catholiques de professions distinctes ou même, à l'intérieur d'une même profession, entre employeurs et employés?

Or, ce que les Souverains Pontifes affirment de l'Italie n'est pas moins vrai de la France : Pour résister aux assauts des Sociétés antichrétiennes qui menacent à la fois l'Église et l'ordre social, une seule Union pourra présenter un front victorieux : l'Union de tous les catholiques et d'abord de tous les catholiques d'un même pays, par-dessus les barrières de la profession ou de la caste. Et ce qui est vrai de la défense de la foi ne l'est pas moins de son rayonnement par l'apostolat.

Ces considérations de bon sens ont été trop souvent développées pour qu'il y ait lieu d'y insister. De même qu'elles aboutirent en Allemagne à la fondation de cette grande Union catholique nationale, le *Volksverein*; en Italie, à l'organisation de l'Union populaire; aux États-Unis, à la création du N. C. W. C.; elles suscitèrent en France plusieurs essais d'Union catholique nationale.

II

Quelques tentatives d'organisations nationales des Catholiques français.

Trois noms demeurent surtout attachés à ces essais : ceux de Philibert Vrau, d'Émile Keller (1), et du comte Albert de Mun.

1^o Les *Comités catholiques* et les *Congrès catholiques*. — Les « Comités catholiques » furent fondés à Paris, en 1871, en pleine Commune pour « refaire une France chrétienne » ; transportés à Lille par Philibert Vrau, ils formèrent bientôt, dans les diocèses d'Arras et de Cambrai, des centres d'initiative qui créèrent, soutinrent et développèrent de nombreuses œuvres religieuses et sociales. Pendant quarante ans, leurs *Congrès* annuels réalisèrent entre eux une union fructueuse (2).

M. P. Vrau définissait ainsi les Comités catholiques :

« Les *Comités catholiques* ne sont pas et ne doivent pas être des comités politiques ou électoraux. C'est à côté et en dehors d'eux que cette action doit s'exercer.

« Un *Comité catholique* est un comité d'action et

(1) Voir la vie de *Philibert Vrau*, par M^{sr} Baunard, Paris, Pousielgue, et *Un demi-siècle de défense nationale et religieuse*, *Emile Keller*, par Gustave Gautherot, Paris, Plon, 1922.

(2) La collection des *Congrès catholiques* du Nord et du Pas-de-Calais, de 1873 à 1905, comprend 23 volumes in-8.

« de défense religieuse. Le Comité s'intéresse à toutes les œuvres et ne se confond avec aucune.

« Il est bien entendu que les Œuvres doivent conserver leur autonomie propre. *Ce n'est pas l'absorption que nous voulons, c'est l'union.*

« Nos comités doivent être *laïques*, de telle sorte qu'ils n'engagent pas la responsabilité des évêques, des vicaires-généraux, des archiprêtres, des doyens, des curés.

« Nos Comités doivent fonctionner *avec l'assentiment de l'ordinaire et d'accord avec lui, mais sous leur propre et unique responsabilité.* »

A côté des Congrès des catholiques du Nord et des Congrès régionaux qui, un peu partout, s'organisaient sur l'initiative de Philibert Vrau, l'Assemblée générale annuelle des Comités catholiques présidée par l'Épiscopat constituait de « véritables assises du catholicisme français ». Non contente de ce contact annuel, la Fédération des Comités se créait, à Paris, une *Commission permanente* avec neuf sections d'œuvres.

En 1880, les Comités catholiques sont devenus une vraie puissance et la presse porte les vœux de leurs Assemblées générales dans tout le pays.

Le Comité de défense religieuse fondé lui aussi pendant la guerre, voulant accentuer cet effort d'union, se rattacha au Comité catholique qui prit alors le nom de *Comité catholique de défense religieuse*. Chesnelong et le comte A. de Mun, président de l'œuvre des Cercles, dirigèrent d'abord le Comité, puis M. de Mun fut remplacé, en 1881, par E. Keller.

Au mois d'avril 1881, Chesnelong, reçu en audience par *Léon XIII*, voyait approuver le programme du Comité catholique et le « plan d'union électorale sur le terrain catholique » rédigé par l'Union conservatrice et le *Comité catholique*.

Les élections de 1885 préparées d'après ce programme constituaient un succès. Elles envoyaient à la Chambre 202 conservateurs contre 200 opportunistes et 180 radicaux. C'est alors que M. de Mun voulut former, sous le nom d'*Union catholique*, « un parti catholique social » qui aurait, pratiquement, fait suite à la Ligue royaliste de la contre-révolution. S'unissant à Chesnelong et à Keller, Léon XIII demanda à M. de Mun de renoncer à un projet qui ne pouvait aboutir qu'à dissocier les forces catholiques ou à les confondre avec le parti royaliste (1).

* * *

Le 12 novembre 1890, M^{gr} Lavigerie prononçait le toast d'Alger, invitant, au nom de Léon XIII (2),

(1) M. de Mun constata lui-même son erreur de tactique et, moins d'un an après l'échec de l'*Union*, créait, en 1886, sur une base exclusivement catholique, la Jeunesse catholique dont Léon XIII allait bénir le programme et embrasser le drapeau (1891). Un an plus tôt (1890), Léon XIII encourageait par un bref la fondation du *Volkverein*, dont le programme était celui de la Jeunesse catholique française : « Restaurer par l'union des catholiques l'ordre social chrétien. » Voir dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} nov. 1917, l'article de M. V. Giraud : « A. de Mun ».

(2) « Il est... certain que le pape autorisa, au moins en substance,

les catholiques français au ralliement. Puis, dans une série de lettres très pressantes, le cardinal suppliait E. Keller d'entrer dans les vues du Saint-Père en organisant l'*Union des catholiques* sur le terrain du ralliement. Le 4 janvier 1893, il lui écrivait, de Biskra : « Pour arriver à établir un accord pratique et véritable, il faut un programme accepté de tous. Voici celui que je proposerais pour ma part :

« 1^o *Accepter le gouvernement établi* qui est, en France, celui de la République, *dans la mesure et dans le sens où le Saint-Siège l'accepte lui-même* pour remplir la haute mission dont il est chargé par Dieu pour le bien de la religion et le salut des âmes.

« 2^o Renoncer à toute alliance avec les partis politiques et, en conséquence, à toute opposition à la forme du gouvernement actuel que ces partis veulent renverser;

« 3^o S'unir ensuite exclusivement en oubliant toutes les discordes intérieures, sur le *terrain religieux*, s'organiser de façon à ce que, dans les prochaines élections générales, la majorité soit acquise dans la Chambre aux conservateurs catholiques.

les graves paroles que le cardinal devait prononcer le 12 novembre suivant et qui soulevèrent de si grandes tempêtes...

« Pour expliquer plus à fond les apparentes *divergences* qui subsistent entre les déclarations du pape et celles du cardinal peut-être faut-il, avec M^{sr} Baudrillard, « noter qu'au moment de la conversation de Léon XIII avec M^{sr} Baunard : (*ce n'est pas une mission que je donnai au cardinal Lavigerie, mais une per-mission et un encouragement...*) les affaires du ralliement allaient déjà mal, et que le pape était pris entre le souci de la vérité et celui de décharger le Saint-Siège d'une responsabilité excessive. » (F. Mourret, *Hist. gén. de l'Eglise. — L'Eglise contemporaine*, Bloud et Gay, p. 101.)

« Quant à l'organisation du personnel de l'*Union catholique*, elle devrait encore être fort simple.

« A Paris, un *Conseil central* composé de douze membres choisis parmi les catholiques éprouvés, dont le nom n'a pas été compromis dans les luttes violentes des partis hostiles, et, en particulier dans le Boulangerisme.

« En province, un *Conseil* dans chaque diocèse dont le président serait désigné dans les mêmes conditions. Enfin, au-dessous du Comité diocésain et partout où cela serait possible, un *Comité paroissial* dépendant de lui. La charge de ces divers conseils serait, en temps ordinaire, de réveiller l'esprit catholique, d'en grouper les membres et d'en soutenir les œuvres, et le moment des élections venu... de livrer à tout ce qui est sectaire les batailles décisives en soutenant nos combattants par la presse et en provoquant des contributions de la part des chrétiens.

« Voilà, Monsieur le Comte, ce qui peut vous donner une idée de ce que désire, au fond, le Saint-Siège, comme cela se voit évidemment par les derniers enseignements de Léon XIII, et ce que l'*Union catholique* serait appelée à réaliser sous la direction de son Président général et de son Conseil (de Paris).

« Puisse ce Président être celui que, pour ma part, je désire entre tous les autres (1) ».

E. Keller accepta d'organiser l'Union catholique « exclusivement sur le terrain religieux », mais estima que proscrire les royalistes c'était sortir de ce terrain et faire non pas de l'union mais de la désunion. Le cardinal répliqua :

« Le Saint-Siège demande aux catholiques ce que

(1) *Émile Keller*; pp. 317-318.

leur demande l'Évangile, de rendre à César ce qui appartient à César, en demandant l'acceptation du gouvernement établi. Cette acceptation, Notre-Seigneur la demandait pour le gouvernement de Néron qui allait venir et de tous les persécuteurs qui l'ont suivi pendant 300 ans et qui voulaient, eux aussi, la destruction du catholicisme.

« Il demande aux mêmes catholiques de rendre à Dieu ce qui est à Dieu, en défendant la cause de l'Église, et cela non par des conspirations et par des révoltes, mais par tous les moyens que leur offrent les lois. Ce n'est pas avec des républicains, tels qu'ils sont aujourd'hui, que le Saint-Père, par la voix du cardinal Rampolla, nous demande de conclure un traité quelconque. Il nous demande de nous adresser à la France, au corps électoral, pour obtenir, dans la situation, des modifications telles qu'elles rendent le gouvernement acceptable... (1) »

E. Keller, dans une lettre du 7 février 1891 adressée à Léon XIII, dénonça le péril où on courait, pensait-il, en faisant de l'*Union catholique* projetée un organisme politique.

« Par suite d'un préjugé général en France et très enraciné dans tous les esprits, on n'admettrait pas que le clergé se mêlât, comme en Belgique, d'élections... L'action directe du clergé ne peut donc pas s'exercer sur le terrain électoral, pas plus que dans les luttes quotidiennes de la presse. Mais cette action est souverainement utile, elle est nécessaire dans les œuvres proprement dites, qui ont pour but l'éducation chrétienne de la jeunesse, l'assistance des pauvres, l'amé-

(1) *Ibid.* p. 322.

lioration du sort des ouvriers, etc... Au contraire, en laissant aux laïques leurs convictions de citoyens et la liberté de manœuvrer comme ils l'entendent, sur le terrain parlementaire et électoral, tout est à faire pour augmenter et cimenter l'Union des catholiques sur le terrain *des œuvres d'éducation, de propagande, de charité et de défense sociale* ».

Entrant dans ces vues, le cardinal Richard, archevêque de Paris, manifesta le désir de voir *tous* les catholiques se grouper sur le *seul terrain* de la défense religieuse sans distinction de partis et, le 26 avril 1891, à la XX^{me} *Assemblée générale* des catholiques de France, donna mission à Keller et à Chesnelong de faire cette Union. En mai 1891, l'*Union de la France chrétienne* était constituée sur cette base et approuvée par Léon XIII. Le Comité de direction, présidé par Chesnelong, Keller, A. de Mun, comprenait des royalistes, des républicains catholiques... L'Union des catholiques paraissait chose faite. Quelques mois après, tout changeait. Le 25 janvier 1892, M. A. de Mun publiait dans *Le Monde* un manifeste demandant la formation d'un *Parti catholique constitutionnel* (1).

D'autre part, *Léon XIII*, dans son encyclique du 16 février 1892, « *Au milieu des sollicitudes* » et dans sa lettre aux cardinaux du 3 mai 1892, insistait sur la nécessité « d'accepter, sans arrière-pensée, avec cette loyauté parfaite qui convient

(1) *E. Keller* p. 332, sqq.

au chrétien, le pouvoir civil dans la forme où de fait il existait ». Le 12 mai, à la XXI^{me} Assemblée générale des catholiques de France, Chesnelong donnait lecture des paroles du Pape, et, le lendemain, expédiait une dépêche *dissolvant l'Union de la France chrétienne*, son « terrain de neutralité ne paraissant plus répondre aux désirs exprimés par le Saint-Père ». Sur le désir formel de Léon XIII, Chesnelong et Keller maintenaient néanmoins le *Comité catholique de défense religieuse* avec son assemblée générale annuelle. Mais, en 1897, se réunissait, à Reims, le premier Congrès national catholique (républicain). Le *Comité de défense religieuse* s'abstint d'y paraître (1). La division des catholiques s'accroissant chaque jour davantage aboutit à la catastrophe électorale de 1898 continuant celle de 1893. Voulant redonner malgré tout une direction aux catholiques « décapités et dispersés », E. Keller reprit, sans grand succès, le programme de *l'Union de la France chrétienne pour* « rétablir l'union

(1) E. Keller, p. 344.

« La désagrégation de l'Union se faisait à la fois par la droite et par la gauche. Les dissidents de droite, ou bien reprenaient, comme la *Gazette de France* et l'*Autorité*, leurs attitudes combattives contre le gouvernement républicain, ou bien adhéraient, à la suite de M^{er} Fava, au *Parti catholique*. Les dissidents de gauche grossissaient le groupe de M. Piou à la Chambre, se rangeaient autour de M. Jules Bonjean pour fonder l'*Association catholique française*, autour de M. Gaston David pour constituer la *Ligue populaire pour la revendication des libertés publiques*. Décidément, le programme modéré du cardinal Richard ne donnait pas plus de résultats que l'appel vibrant du cardinal Lavigerie. » (Fernand Mourret, *Ibid.*, p. 107.)

lioration du sort des ouvriers, etc... Au contraire, en laissant aux laïques leurs convictions de citoyens et la liberté de manœuvrer comme ils l'entendent, sur le terrain parlementaire et électoral, tout est à faire pour augmenter et cimenter l'Union des catholiques sur le terrain *des œuvres d'éducation, de propagande, de charité et de défense sociale* ».

Entrant dans ces vues, le cardinal Richard, archevêque de Paris, manifesta le désir de voir *tous* les catholiques se grouper sur le *seul terrain* de la défense religieuse sans distinction de partis et, le 26 avril 1891, à la XX^{me} Assemblée générale des catholiques de France, donna mission à Keller et à Chesnelong de faire cette Union. En mai 1891, l'*Union de la France chrétienne* était constituée sur cette base et approuvée par Léon XIII. Le Comité de direction, présidé par Chesnelong, Keller, A. de Mun, comprenait des royalistes, des républicains catholiques... L'Union des catholiques paraissait chose faite. Quelques mois après, tout changeait. Le 25 janvier 1892, M. A. de Mun publiait dans *Le Monde* un manifeste demandant la formation d'un *Parti catholique constitutionnel* (1).

D'autre part, Léon XIII, dans son encyclique du 16 février 1892, « *Au milieu des sollicitudes* » et dans sa lettre aux cardinaux du 3 mai 1892, insistait sur la nécessité « d'accepter, sans arrière-pensée, avec cette loyauté parfaite qui convient

(1) E. Keller, p. 332, sqq.

au chrétien, le pouvoir civil dans la forme où de fait il existait ». Le 12 mai, à la XXI^{me} Assemblée générale des catholiques de France, Chesnelong donnait lecture des paroles du Pape, et, le lendemain, expédiait une dépêche *dissolvant l'Union de la France chrétienne*, son « terrain de neutralité ne paraissant plus répondre aux désirs exprimés par le Saint-Père ». Sur le désir formel de Léon XIII, Chesnelong et Keller maintenaient néanmoins le *Comité catholique de défense religieuse* avec son assemblée générale annuelle. Mais, en 1897, se réunissait, à Reims, le premier Congrès national catholique (républicain). Le *Comité de défense religieuse* s'abstint d'y paraître (1). La division des catholiques s'accroissant chaque jour davantage aboutit à la catastrophe électorale de 1898 continuant celle de 1893. Voulant redonner malgré tout une direction aux catholiques « décapités et dispersés », E. Keller reprit, sans grand succès, le programme de *l'Union de la France chrétienne pour* « rétablir l'union

(1) E. Keller, p. 344.

« La désagrégation de l'Union se faisait à la fois par la droite et par la gauche. Les dissidents de droite, ou bien reprenaient, comme la *Gazette de France* et l'*Autorité*, leurs attitudes combattives contre le gouvernement républicain, ou bien adhéraient, à la suite de M^{rs} Fava, au *Parti catholique*. Les dissidents de gauche grossissaient le groupe de M. Piou à la Chambre, se rangeaient autour de M. Jules Bonjean pour fonder l'*Association catholique française*, autour de M. Gaston David pour constituer la *Ligue populaire pour la revendication des libertés publiques*. Décidément, le programme modéré du cardinal Richard ne donnait pas plus de résultats que l'appel vibrant du cardinal Lavigerie. » (Fernand Mourret, *Ibid.*, p. 107.)

des catholiques et des honnêtes gens de toute nuance».

Au même temps, Léon XIII, dans une lettre au cardinal Richard, demande à tous les catholiques de « travailler de concert au bien de la Religion et de la Patrie ».

En 1899, le Pape attire de nouveau l'attention du cardinal Richard sur la nécessité de coordonner l'action des *œuvres et des groupements catholiques*. « Ceux-ci, tout en conservant l'autonomie dans la sphère d'action qui leur est propre, doivent *se donner la main* pour travailler d'un commun accord au bien suprême de la patrie française ».

Cependant, « le concours perfide » des ralliés offert par M. de Mun et M. Piou était repoussé par la gauche triomphante.

Léon XIII avait distingué la *Constitution* de la *Législation*, conseillant aux catholiques de se rallier à la première tout en combattant la seconde par l'usage de leurs droits civiques. Les radicaux pour admettre les catholiques dans la famille républicaine exigeaient le ralliement à la *Législation...*, selon une tactique demeurée depuis en vigueur.

En juin 1898, Brisson succédait à M. Méline, l'affaire Dreyfus éclatait, les lois scolaires de persécution se succédaient. En 1901, Waldeck-Rousseau faisait voter la loi sur les Associations. E. Combes inaugurait le régime abject. L'*Action libérale populaire* créée en 1904 sous la direction de M. Piou, et le *Comité catholique* de la rue de Grenelle, présidé par E. Keller, menaient pour la liberté catholique

le même combat. Le moment n'était-il pas enfin venu d'unir, sur le seul terrain de la défense religieuse, les efforts des deux groupements et de reprendre le plan avorté de l'Union des catholiques français?

M. Piou ne le pensa pas. E. Keller, F. Brunetière, Denys Cochin..., qui avaient élaboré ce projet, durent y renoncer et le règne de Léon XIII s'acheva sur ces malheureuses divisions (1).

(1) « C'est un fait que ni Étienne Lamy, ni Albert de Mun, ni M. Jacques Piou n'ont réussi à former, sur le terrain constitutionnel, le grand parti des honnêtes gens que souhaitait Léon XIII pour la pacification religieuse du pays. Et, sans doute, de cette impuissance y a-t-il des causes françaises assignables. Mais, à mon sens, le vice originel de la coalition désirée par Rome gisait en ce que, pratiquement, dans la politique pontificale, l'adhésion à la constitution primait, jusqu'à l'effacer, la reconquête des droits perdus.

« De là le flottement dans les idées, l'estompé des programmes, le lointain des espoirs, la débilité des efforts, la prédominance d'une théorie du moindre mal qui devint, dès l'abord, la loi des élections et la loi des honnêtes gens élus.

« Cette opposition incertaine, loin de contenir les républicains de gauche, les a rendus méprisants et audacieux. Ils ont repoussé ces républicains modérés qui doutaient de leurs droits et de leurs forces. Comme pour éprouver le civisme de ces néophytes, ils ont fabriqué les lois de 1901 et de 1905; et, rassemblant dans le temple de la laïcité toutes leurs idoles, ils ont déclaré que celui qui ne les adorerait pas rompait l'union nationale. Nous en sommes là, même après la guerre...

« Un tel effacement du droit a ses commencements trente ans en arrière. » (P. Dudon, *Le cardinal Mariano Rampolla del Tindaro*. — *Etudes*, 5/11/23, p. 261.)

Ces considérations historiques suggèrent, nous semble-t-il, dans le sujet qui nous occupe, une conclusion (confirmée, d'ailleurs, comme nous l'avons dit, par les Directives répétées de Pie XI à l'Action catholique) : Ce serait gravement compromettre l'avenir

Dès l'avènement de *Pie X*, Émile Keller désira connaître l'accueil que son projet d'Union catholique sur l'unique base de la défense religieuse et sociale rencontrerait à Rome. *Pie X* bénit d'abord le président du *Comité de défense religieuse* et de la *Société générale* d'éducation et d'enseignement, mais garda le silence sur l'*Union des catholiques français*. L'approbation explicite de cette Union ne devait venir, par le bref du 20 janvier 1909, qu'à la veille de la mort de Keller. A l'occasion de la dernière séance du Comité catholique présidée par le vieux lutteur octogénaire, *Pie X* le félicita de travailler « à réaliser entre tous les gens de bien la concorde qui seule peut faire espérer le salut commun ». Mais, le 20 février, E. Keller rendait son âme à Dieu...

2^o *Les Unions catholiques diocésaines avant la guerre*. — *Pie X* appelait donc tous les catholiques français à s'unir, malgré leurs divergences politiques, « sur le terrain de la défense sociale et religieuse ».

Pour répondre à cet appel, les *Unions catholiques diocésaines* se fondent un peu partout dès 1908 (1).

des Unions catholiques et leur action que d'y faire primer l'adhésion à une forme quelconque de gouvernement sur l'affirmation, la défense ou la reconquête des droits des catholiques.

Adopter une telle tactique serait substituer « le flottement dans les idées, l'estompé des programmes » à l'énergie dynamique d'un programme net et impératif qui est celui de la foi catholique et des libertés catholiques.

(1) Au point de vue civique, ces Unions sont paralysées par

On trouvera dans les publications de l'*Action populaire*, en particulier dans son *Guide d'Action religieuse* de 1908 (pp. 128, 516), et dans son *Manuel Pratique d'Action religieuse* de 1913 (pp. 172, 180, 262) un historique détaillé des *Unions diocésaines* et des *Unions paroissiales* constituées de 1908 à 1914, sous l'autorité de la hiérarchie ecclésiastique.

Nous reproduisons ici les parties essentielles de cette étude :

1^o DÉFINITION. — L'Union diocésaine est le groupement et l'organisation des catholiques d'un diocèse, sous la direction de leur évêque, en vue de la défense et de la revendication des droits de l'Église, du développement des pratiques, de la foi et des œuvres religieuses et sociales. (*Manuel pratique*, p. 172).

2^o BUT ET ESPRIT. — L'Union fait donc appel aux

le fait qu'elles sont *liées à la hiérarchie*. On cherche donc en dehors d'elles le moyen d'exercer une « *politique religieuse* » conforme aux directions de Pie X. Des Associations nouvelles se fondent pour cela :

L'Alliance civique des catholiques de la Haute-Garonne;

La Fédération catholique, dans le diocèse de Chambéry;

L'Union catholique de la Dordogne;

L'Union catholique de la Haute-Loire;

L'Union catholique d'Ille-et-Vilaine;

L'Union des catholiques de la Manche, etc., etc.

Leur but est la *défense politique* des intérêts religieux. Elles collaborent avec l'autorité religieuse, mais gardent, au point de vue civique, une autonomie que les Unions diocésaines n'ont pas su conserver.

Malheureusement, elles restent isolées. Un effort est fait au début de 1914 pour une action générale, et un *Comité de l'Union des catholiques* se forme pour « promouvoir et multiplier en France les organisations d'*Unions des catholiques* ». Cette tentative disparut dans le remous de la guerre.

catholiques de toutes classes désireux de collaborer aux œuvres du diocèse et de défendre par une action commune les libertés religieuses. Nul n'est obligé de renoncer à ses opinions politiques; *l'Union est au-dessus de tous les partis*; elle n'est ni monarchiste, ni impérialiste, ni républicaine, elle est catholique.

Nous ne pouvons pas ici examiner dans le détail le but et l'esprit qui ont présidé à l'établissement de *l'Union catholique* dans tous les diocèses où elle existe; presque partout les mêmes, ils se résument dans les quelques lignes qui précèdent.

Ainsi dans les diocèses d'Aire, d'Angoulême, Auch, Annecy, Bourges, Bayeux, Chambéry, Châlons, Cambrai, Meaux, Montauban, Pamiers, Poitiers, Le Puy, Périgueux, Quimper, Reims, Rennes, La Rochelle, Rodez, Saint-Claude, Soissons, Saint-Flour, Toulouse, Tours, Vannes, etc....

Dans le diocèse de *Bourges*, les membres de *l'Union* s'engagent : 1° à promouvoir, à soutenir, à développer toutes les œuvres catholiques paroissiales, diocésaines et générales, canoniquement reconnues comme telles par l'autorité ecclésiastique; 2° à revendiquer en toutes circonstances, par tous les moyens légitimes et au besoin par l'intervention auprès des pouvoirs publics leurs droits de catholiques et toutes les libertés qui en découlent; 3° à imposer aux candidats qui se présentent à leurs suffrages ce programme de revendications; 4° à poursuivre ainsi, par eux-mêmes et par leurs représentants, la réforme de toutes les lois qui portent atteinte à la liberté et aux droits de l'Église catholique, apostolique et romaine (*M. P.* p. 173).

3° COMPOSITION. — *Diocèse d'Aire* (p. 177):

1° A la base de l'organisation se trouve le Comité paroissial, composé d'un petit nombre de catholiques

choisis dans toutes les classes sociales autant que possible. Le curé en est le président de droit et on y nomme un secrétaire-trésorier qui est en même temps le délégué du groupe.

Au second degré, le *Comité cantonal*, présidé par le Doyen, groupe tous les Comités paroissiaux du canton et leur sert d'intermédiaire auprès du Comité de direction. Les curés et les délégués laïques de chaque Comité paroissial constituent le Comité cantonal.

Enfin, au sommet, le *Comité de direction*, sous la présidence de M^{gr} l'Évêque, établit l'union de tous les groupes du diocèse. Les membres du Comité de direction, au nombre de quinze ou vingt ecclésiastiques et laïques, sont nommés par M^{gr} l'Évêque, qui reste libre de les remplacer quand il le juge utile.

Les statuts instituent aussi un *Conseil central* dont font partie : 1^o les membres du Comité de direction; 2^o les doyens; 3^o les délégués laïques élus par les Comités cantonaux, soit un laïque par chaque canton.

Il a pour mission de seconder le Comité de direction. Le moment venu, il décidera de l'adhésion de l'Union aux Fédérations d'Unions similaires.

L'*Assemblée générale* ou le Congrès diocésain réunit tous les membres de l'Union et ceux qui désirent étudier l'œuvre de plus près.

2^o Il est à remarquer que, si les *Comités* sont composés d'un nombre restreint de membres, l'*Union catholique* ne s'est imposée aucune limite pour celui des adhérents, et cela conformément aux indications de Rome.

Dans le *diocèse de Châlons* (M. P., p. 178), l'Union comporte trois éléments :

A la tête, l'Evêque assisté du Conseil diocésain toujours représenté près de lui par sa permanence : le *Bureau diocésain*.

A la base, le *Comité paroissial* et ses adhérents formant l'Union paroissiale.

Au milieu, le *Comité cantonal* servant de lien entre le Bureau diocésain et les Comités paroissiaux.

Comité paroissial. — Dans chaque paroisse, il y a un Comité paroissial composé d'un nombre assez restreint de membres choisis par M. le Curé.

Le curé est de droit président du Comité paroissial, mais le secrétaire et le trésorier sont élus par le Comité.

Le Comité se réunit au moins tous les trois mois.

Comité cantonal. — Il est présidé par le doyen et se compose : 1^o du Comité paroissial du doyenné ; 2^o du président et d'un délégué de chaque Comité paroissial. Il réunit en un *Congrès* les membres des Comités paroissiaux et en une *journée cantonale* les membres de toutes les unions paroissiales du doyenné.

Comité diocésain. — Le Comité diocésain se compose : de M^{gr} l'Évêque, de MM. les Vicaires généraux, de M. le Directeur général des œuvres, du Président et d'un délégué élu de chaque Comité cantonal, des prêtres et de laïques choisis par Monseigneur, enfin des représentants des *trois autres Unions diocésaines*, jeunes gens, femmes chrétiennes, jeunes filles.

Le C. D. se réunit deux fois par an, une fois pour une séance d'études et une autre fois pour le Congrès diocésain auquel sont invités tous les catholiques de l'Union.

Bureau diocésain. — Le B. D. est la *permanence du Comité diocésain*. Il se compose des membres de ce Comité habitant la ville de Châlons... Il comprend deux grandes *sections* qui s'occupent : l'une des œuvres économiques et l'autre des œuvres religieuses et scolaires, chaque section a son directeur qui les réunit tous les mois.

Diocèse de Poitiers (M. P., p. 179). — C'est à peu près la même organisation.

Les membres du *Comité central* et des *Comités paroissiaux* sont nommés pour quatre ans.

Chaque C. P. a un secrétaire chargé de dresser le procès-verbal de la réunion et de correspondre avec le Comité cantonal.

Chaque Comité cantonal a un secrétaire chargé de rédiger le procès-verbal et de correspondre avec le Bureau diocésain.

4^o MEMBRES : *Diocèse d'Aire*. — Les membres de l'Union catholique des Landes sont distingués en quatre classes :

Fondateurs, versant une somme qui ne peut pas être inférieure à 200 francs une fois donnée. Ils reçoivent une *carte violette*.

Bienfaiteurs, versant une somme de 50 francs, une fois donnée et une cotisation annuelle de 10 francs. Ils reçoivent une *carte rose*.

Honoraires, versant une cotisation annuelle de 20 francs. Ils reçoivent une *carte jaune*.

Adhérents, versant une cotisation annuelle de 1 franc. Ils reçoivent une *carte verte*.

Les dames peuvent faire partie de l'Union et des Comités.

Diocèse de Cambrai. — On choisit dans les rangs de l'élite « *des chefs de vingt* » qui seront « les capitaines instructeurs, les officiers de marche et de mobilisation des adhérents.

Diocèse de Pamiers. — Outre les membres *fondeurs, bienfaiteurs, adhérents*, les *femmes* sont invitées à faire partie de l'Union en qualité d'*auxiliaires*, de bienfaitrices ou de fondatrices. Elles forment autant que possible des Comités paroissiaux *distincts* sous

la direction du curé; mais ils sont directement rattachés au Comité diocésain.

5^o STATUTS : *Diocèse de Reims* (p. 185). — En ce qui concerne l'action religieuse, l'Union entend vouloir favoriser, par sa coopération morale et matérielle, les œuvres qu'inspirent la foi et la charité chrétienne. Ces œuvres, tout en conservant leur autonomie propre, sont groupées en cinq sections...

L'Union diocésaine se compose des hommes et des jeunes gens âgés de 18 ans au moins, qui adhèrent aux présents statuts.

Les *dames* et jeunes filles peuvent faire partie de l'*Union* à titre de *membres auxiliaires*.

Le minimum de la cotisation annuelle des adhérents est fixé à 0 fr. 25.

La guerre de 1914 a suspendu l'activité de ces Unions. La plupart se sont dissoutes ou sont « tombées en sommeil ».

Gardons-nous de croire que ces efforts un peu confus aient été vains. Ils ont contribué, malgré « le malheur des temps », malgré les entraves sans nombre que le sectarisme officiel et les moyens d'oppression que le concordat mettait aux mains d'un gouvernement antireligieux, à faire pénétrer peu à peu, dans l'esprit des catholiques, une pensée « d'union nécessaire » qui leur avait été si longtemps étrangère.

Ces *Etats généraux* des catholiques que furent « les Congrès catholiques », et que M. Chesnelong définissait ainsi : « Vous êtes une grande *affirmation*, une *protestation*, une *action*, une *espérance* », auraient

pu, généralisés, aboutir au « front unique » du catholicisme français.

Ils en donnèrent la pensée et le désir. C'est beaucoup. Autre est celui qui sème, autre celui qui moissonne.

L'esprit nouveau issu de la grande guerre, le renouveau catholique incontestable qui se poursuit sous nos yeux depuis vingt ans, nous donnent des raisons d'espérer et de réussir, que les ouvriers de la première heure, les Ph. Vrau, les A. de Mun, les E. Keller, les Chesnelong, les L. Harmel n'eurent pas.

3^o *Les Unions catholiques depuis la guerre.* — Au lendemain de la guerre nous avons vu, à peu près dans tous les diocèses de France, les Unions catholiques s'efforcer de renaître de leurs cendres. Le vœu de les voir s'étendre à tous les diocèses et se fédérer sur un plan national émis par l'Assemblée des cardinaux et archevêques a donné un élan nouveau à ce mouvement. L'exemple de l'Italie, des États-Unis a montré par ailleurs que le plan élaboré par l'Assemblée n'avait rien de chimérique. L'Assemblée, d'ailleurs, n'exprimait qu'un simple vœu et se défendait d'imposer aux diocèses des directives quelconques pour lesquelles elle n'avait pas reçu mission, et, plus encore, de leur dicter une formule unique d'union catholique. Cette formule, comme on le note justement, c'est l'expérience avec ses réussites et ses insuccès qui la dictera.

De fait, la double tendance qui s'était manifestée avant 1914 continue à se faire jour. Ici, l'Union catholique est conçue sur le plan d'une *Confrérie* : l'assistance à la messe des hommes, la communion mensuelle, la participation aux processions constituent son objet essentiel. Étant donné ce but, il est assez naturel que le président de l'Union soit, comme dans plusieurs confréries, le curé de la paroisse.

Ailleurs, l'Union se proposant non seulement le progrès religieux de ses membres, mais encore une action civique et sociale, le rôle de la hiérarchie doit être différent. Tout en réclamant la *direction* du prêtre au point de vue religieux et ses *conseils* dans le domaine de l'activité sociale et civique, l'Union catholique se donne elle-même, par voie de suffrage, son président, ses conseillers ou chefs de section pris parmi les laïques. L'Union adopte en cela, avec le programme de la Jeunesse catholique, ses statuts. Elle se conforme fidèlement aux directives données par Pie X, Benoît XV et Pie XI à l'Union populaire d'Italie et, d'une façon plus générale, à l'Action catholique. Si l'on excepte ces divergences, peut-être plus apparentes que réelles, les statuts d'Union catholique mis à l'étude ou déjà promulgués dans nos divers diocèses reproduisent, à peu de chose près, le même dispositif.

Nous donnons en exemple quelques types de règlements où se manifeste la double tendance signalée.

A). — *Diocèse de Besançon.*

Dans une lettre pastorale du 14 septembre 1921, M^{gr} Humbrecht, archevêque de Besançon, annonçait la création de l'*Union des catholiques* du diocèse de Besançon.

« L'Union des catholiques aura pour but de maintenir les œuvres déjà existantes, d'en créer de nouvelles, de les rendre prospères, de les défendre et d'augmenter la puissance de chacune en coordonnant les efforts de toutes. »

Conditions du succès : l'union dans la prière, l'union dans l'action, l'union sur le terrain commun de la religion et de la patrie.

ORGANISATION DE L' " UNION CATHOLIQUE ".

A la base, l'*Union paroissiale* « qui comprendra tous les catholiques susceptibles de se grouper autour du curé de la paroisse pour l'action religieuse, sociale, patriotique : hommes, femmes, jeunes gens, jeunes filles, enfants. Dans les paroisses où les catholiques sont la minorité, il y aurait avantage à faire entrer dans l'U. C. même les catholiques non pratiquants.

L'U. P. sera présidée par le *Comité paroissial*; « c'est M. le Curé qui en choisira les membres ».

« Dans chaque canton, des représentants des Comités paroissiaux constitueront un *Comité cantonal*... Chaque année celui-ci convoque dans le canton un petit *Congrès* d'action religieuse et sociale. »

Enfin, au sommet, un office central des œuvres ou *bureau diocésain* : qui coordonne les groupements paroissiaux et cantonaux.

Base d'action : elle est dans les œuvres déjà existantes : « toutes ces œuvres devront concourir à la réalisation du plan général de « l'Action catholique » dans les diocèses. »

Dispositif. (Vu les canons 684, 685, 689.)

L'Union des catholiques est fondée dans le diocèse de Besançon. Cette Union est indépendante de tout Parti politique.

L'Union est obligatoire dans toutes les paroisses du diocèse.

Le Comité paroissial sera établi avant le 8 décembre 1921 dans chaque paroisse; le Comité cantonal, avant Noël.

Le registre des délibérations du Comité paroissial sera présenté à chaque *visite canonique*.

B). — *Diocèse de Viviers.*

La semaine religieuse de Viviers du 11 mars 1921 signalait, en l'approuvant fort, « l'initiative des catholiques de la région annonéenne qui ont résolu de se grouper sous le nom d'*Action catholique populaire*. »

Les membres de l'A. C. P. veulent réaliser :

1° Une union qui augmentera la force des hommes de bonnes volontés, trop longtemps éparses; 2° un programme commun; 3° une action persévérante qui puisse, sans quitter le terrain constitutionnel et sans sortir des moyens légaux, servir utilement tous les intérêts de la patrie.

Suit un programme de revendications : protection des familles nombreuses; R. P. S.; répression de la licence des rues; adoption de la R. P. intégrale; rétablissement des relations avec le Vatican; statut légal de l'Église, etc.

C). — *Diocèse de Lille.*

Le 22 octobre 1922 se clôturait le Congrès des catholiques du diocèse de Lille. Dans la matinée fut nommé le *Bureau de l'Union diocésaine* définitivement constituée. Les cinq fédérations de Lille, Roubaix, Tourcoing, Hazebrouck, Dunkerque, sont désormais groupées en un seul faisceau. Dans l'après-midi, en la salle des fêtes du collège Saint-Joseph, M^{gr} Quilliet tira les conclusions du Congrès : développer dans tous les groupements la piété et l'action; établir au plus tôt dans chaque *paroisse*, chaque *décanat*, chaque *arrondissement*, un *Comité d'action catholique*, *comité catholique* pour les hommes, section de Ligue patriotique des Françaises pour les dames, groupe de Jeunesse catholique pour les jeunes gens.

M^{gr} Quilliet résumait ainsi le travail accompli et indiquait ce qui restait à faire :

« Déjà les *Comités paroissiaux* ont pu se rétablir dans une centaine de paroisses sur 340. D'autre part, le Comité diocésain a pu reconstituer ses *trois Commissions* : œuvres de *foi* et de piété, de *presse* et d'*enseignement*, *œuvres sociales et charitables*. »

C'est l'organisation principale qui a été restaurée la première : le *Comité diocésain* s'est remis à l'œuvre : *chaque vendredi* il se réunit pendant deux ou trois heures, sous la direction de l'Évêque ou de son représentant, pour examiner l'ensemble de la situation religieuse.

Les membres de cet organisme fondamental ont essayé de reconstituer partout les *Comités paroissiaux*. Monseigneur remercie M. le chanoine Delsaux d'avoir porté, jusque dans nos moindres villages, le mot d'ordre de l'Évêque.

« Il faut, déclare Sa Grandeur, à l'heure où notre

clergé devient trop peu nombreux, où son immense besogne l'écrase, recruter tous les dévouements que nous pouvons trouver parmi les laïques...

« Je voudrais que cette consigne fût entendue partout, et que, dans un an, il n'y eût plus une seule paroisse ne possédant pas son *Comité catholique* bien vivant. Je désire que ceux-là mêmes qui ne sont pas ici entendent cet appel adressé à leur conscience et à leur zèle.

« Aussi bien, ai-je besoin d'insister sur la nécessité d'une telle organisation quand je vois ceux-là qui ne sont pas des nôtres obtenir, parce qu'ils sont groupés, une influence qu'ils ne devraient pas avoir?

« Quant au labeur de 1923, déclare Sa Grandeur, il consistera surtout à relever les Comités de *décanat* et d'*arrondissement*. Ce travail est indispensable pour que la parole de l'Évêque puisse se répandre dans tout le diocèse, grâce aux divers ordres d'organisation. »

C'est à la conquête des *hommes* que Monseigneur veut convier, en terminant, les congressistes : « Il est urgent de porter notre labeur sur la formation religieuse des hommes, puis de les conduire dans nos réunions où ils se sentiront les coudes et oseront en commun ce qu'ils n'oseraient tenter *isolément*. »

D). — *Diocèse de Lyon.*

La Ligue des Droits des Catholiques :

Au congrès de Lyon (avril 1922), M. le Directeur général des Œuvres, en un rapport magistral que nous résumons, exposait le programme d'Action catholique du diocèse :

L'*Union diocésaine* des catholiques est constituée. Elle a reçu de Son Éminence le nom de *Ligue des Droits des Catholiques*.

Elle comporte trois degrés : 1^o *Ligue paroissiale*,

véritable *fédération* des associations et œuvres de la paroisse représentées au *Bureau* directeur par leur délégué. La L. P. est ouverte aussi à ceux qui n'appartiennent à aucune œuvre spéciale; 2° *La Ligue cantonale* qui est l'union des Ligues paroissiales. A sa tête, un *Comité cantonal*; 3° *Ligue diocésaine* fédérant les L. P. et les L. C. « concentrant entre les mains du cardinal dans une puissante unité toutes les forces vivantes de son diocèse... » Celui-ci, chaque année, donne le *mot d'ordre* pour deux ou trois campagnes à mener avec ensemble. La consigne d'aujourd'hui porte sur le respect du repos dominical, l'œuvre diocésaine du franc de la presse, la lutte pour la moralité publique, la répartition proportionnelle scolaire.

E). — *Diocèse de Versailles.*

Dans son récent volume, *l'Effort catholique dans la France d'aujourd'hui* (Revue des Jeunes, 1922), M. G. Goyau expose le magnifique effort d'organisation tenté et réalisé par M^{gr} Gibier dans le diocèse de Versailles. Parlant de la *Ligue des Droits du Catholique*, M^{gr} Gibier écrit : « Cette forme d'organisation a-t-elle quelque chance de succès? Nous ne le pensons pas. Il ne convient pas d'assigner aux forces religieuses un but permanent négatif sur un terrain étroit de défense et de combat. Les « *services rendus* », ces deux simples mots caractérisent le groupement, l'esprit... de notre organisation religieuse diocésaine. En conséquence, de ce programme, M^{gr} Gibier, en 1907, créait sa mutualité; en 1913, l'Union des Agriculteurs catholiques, et par un acte officiel, en 1912, déclarait que l'organe d'exécution de l'Évêque et du *Bureau diocésain* s'appellerait : *l'Action sociale de Seine-et-Oise*.

L'A. S. s'est occupée des victimes de la guerre, donne des consultations juridiques et médicales,

tient une caisse populaire, groupe les anciens combattants, organise un office de placement, crée des syndicats, des œuvres d'apprentissage, etc.

Au-dessous du Bureau diocésain, dans chaque canton, un *Bureau cantonal*; dans chaque paroisse, un *Bureau paroissial*.

Depuis la guerre, l'A. S. est reconnue officiellement par le Ministre de l'Intérieur, elle est au nombre des œuvres d'assistance que ce Ministre subventionne.

« Le clergé et les catholiques ne doivent pas, écrit M^{sr} Gibier, s'exiler à l'intérieur, bouder et ignorer leur temps » (1).

* * *

4^o *Les leçons d'un demi-siècle d'histoire.* — Depuis quarante ans, qu'est-ce qui a manqué aux catholiques de France?

« Nous avons eu la générosité, le nombre, la culture intellectuelle; nous avons pu compter sur d'incalculables réserves de dévouement, et nous devons ajouter, pour nous, chrétiens, le secours d'En-Haut qui ne fait jamais défaut à qui le demande — et cependant, malgré tout cela, nous sommes les vaincus.

« Quelle est la vraie cause de nos défaites?

« C'est que, dans la lutte générale, nous n'avons pas eu de stratégie. Nous étions une armée sans organisation » (2).

(1) Pie XI adressait, le 15 mai 1923, à M^{sr} Gibier, à l'occasion du 50^e anniversaire de son sacerdoce, une lettre où on lit ces mots : « Nous ne pouvons passer sous silence cette admirable organisation de votre diocèse en *Associations paroissiales et cantonales* si étroitement unies et subordonnées qu'il devient très facile d'orienter l'action de toutes vers un même but ».

(2) Vuillermet, O. P. *La conquête des hommes*, Lethielleux, 1922.

« *Fas est ab hoste doceri.* » Dans une réunion des catholiques

Les groupements, les comités ne manquaient pas. Il y avait des sections, des compagnies, mais pas une armée... (1) ».

« Il eût fallu coordonner tout cela... On ne l'a pas fait, et l'harmonie entre ces éléments divers, nés pour s'entendre, ne s'est pas réalisée. Il ne faut pas rêver d'unité absolue, d'absorption : c'est une chimère. Mais nous pouvions et nous devons faire concourir chacune de ces organisations particulières au bien commun en nous servant des moyens qui leur étaient propres. »

Et c'est là l'œuvre essentielle d'aujourd'hui. La guerre nous apprend la nécessité de la discipline, de l'unité de commandement. Si la génération qui a vu

du *Volksverein* tenue à Berlin, en mars 1904, un député rendait compte des travaux et du succès du *Centre* et faisait appel à une concentration toujours plus grande des forces catholiques : « Regardez au delà des Vosges, disait-il; voyez ce qui se passe en France. Comment se fait-il que là-bas les francs-maçons imposent leur volonté, que les congrégations religieuses soient dissoutes, les religieux proscrits, les sœurs chassées des hôpitaux et des écoles et que les plus graves périls menacent encore la religion? C'est que dans ce pays les catholiques ne sont pas organisés : ils sont les premiers coupables. »

(1) « Des découvertes de Pasteur, une notion fondamentale se dégagait pour tous : nous sommes gouvernés, nourris, tués par le peuple incalculable des infiniment petits... La doctrine pasteurienne constate la *loi du nombre*, elle découvre les sources de la vie et les causes de la mort dans une infinité d'êtres très faibles qui deviennent *tout-puissants* par leur *réunion*, qui triomphent des plus robustes organismes. » (E. de Vogué, *Devant le siècle*, p. 278-280) Et c'est ainsi que l'organisme catholique fut mis à mal en France. Mais ce qui fut, hier, cause de défaite peut devenir, demain, cause de victoire.

et fait la guerre recule devant cette tâche, c'est qu'il faut désespérer de la France.

« Les troupes n'ont jamais fait défaut : seulement on n'a pas su les utiliser.

« Les hommes étaient courageux, ils auraient voulu marcher. Ils ne demandaient qu'une chose, c'est qu'on les conduise au combat. Et ces bonnes volontés n'étaient pas ou presque pas utilisées. » (1).

Ces constatations, nous l'avons dit, ne doivent ni nous rendre injustes pour le passé, ni détruire dans l'âme des catholiques l'espoir de meilleurs succès.

Cet espoir repose en partie sur cette conviction de plus en plus unanime : l'heure est venue de tenter un grand effort d'union catholique.

Cette conviction commence à se faire jour même parmi des Français qui ne partagent pas notre foi mais qui aiment la patrie.

De fait, tous les Français soucieux du salut de la civilisation et de la prospérité nationale devraient saluer, comme un heureux augure, l'organisation d'une catégorie de citoyens défenseurs nés de l'ordre et amis de la grandeur nationale. Ils devraient appe-

(1) Vuillermet, *op. cit.*, 320-329; 330-331.

Cela ne veut pas dire que « le front unique » nous donnera une telle victoire que la paix définitive nous soit par là assurée. L'Église sera toujours attaquée, combattue, c'est son honneur et une des marques auxquelles nous la reconnaissons pour l'Église du Christ. Mais nous n'avons ni le droit de susciter ces persécutions par le manque d'union, ni celui de les faire tourner à la défaite par notre indiscipline.

ler de tous leurs vœux la mobilisation de cette puissance d'ordre, unique, que les catholiques représentent, ne fût-ce qu'au titre d'un nécessaire contrepoids à la mobilisation des puissances de désordre :

« L'Église catholique est une grande école de *discipline morale* et de discipline sociale. Nous sommes arrivés à une époque où, sous peine de décliner et de périr, nous avons besoin par-dessus tout d'ordre et d'autorité, dans la famille, à l'école, à l'usine, dans les administrations publiques. Partout, nous avons besoin d'une réaction énergique contre le grossier matérialisme que nous voyons s'épanouir de tous côtés autour de nous. *Le pays n'a rien à perdre, et tout à gagner à laisser le catholicisme apporter sa large contribution à la restauration de l'autorité et de la discipline dans notre république* ».

Ces paroles ne sont pas d'un catholique. Elles paraissaient naguère dans *La Victoire* sous la plume de M. G. Hervé (1) et il les éclairait par cette considération d'ordre immédiatement pratique :

« Nous sommes un pays appelé à disparaître *faute*

(1) *La Victoire*, 11 octobre 1922. — M. Hervé ajoutait ces paroles de bon sens : « On a peine à croire qu'il se trouvera maintenant, si près de la guerre, une majorité en ce pays pour mettre la main au collet d'hommes et de femmes d'un patriotisme certain, et les conduire à la frontière sous prétexte qu'ils sont une menace pour la société. *Parle-t-on d'expulser ceux qui menacent ouvertement la République d'une révolution violente? Parle-t-on d'expulser ceux qui prennent le mot d'ordre à Moscou?* De quel droit empêcherions-nous, après tout, les catholiques de prier Dieu comme ils l'entendent, *de se grouper* en Congrégations ou en Associations comme n'importe quelles autres catégories de citoyens?... »

« M. Caillaux a le cynisme de demander la reprise de la guerre

d'enfants : il n'y a plus guère que l'*Alsace*, la *Bretagne*, la *Flandre*, c'est-à-dire les *régions catholiques* de France où la natalité soit encore à peu près suffisante; si tous nos départements ressemblaient à l'*Yonne* et au *Var*, qui sont à la fois les premiers de tous les départements pour leur déchristianisation complète, leur républicanisme intégral, et leur effroyable dépopulation, nous serions, avant vingt ans, un peuple fini. Le catholicisme n'aurait-il d'autre mérite que d'enrayer le fléau terrifiant de notre dépopulation, qu'il aurait le droit, dans ce pays, à quelque ménagement de la part de tous les patriotes, fussent-ils les plus impénitents des libres penseurs, comme nous le sommes tous en ce journal (1) ».

Or, il faut que tous les Français, libres penseurs ou non, mais soucieux de mettre au service de la cité les réserves morales du catholicisme, se le disent; les catholiques n'opposeront à l'armée du désordre « une armée de l'ordre » équipée pour une résistance valable, que s'ils arrivent à s'unir, à se fédérer pour la défense de tous ces grands intérêts spirituels qui sont la substance même de la civilisation.

Pour nous, catholiques, d'autres raisons non moins impérieuses nous commandent de faire cesser cette

contre les catholiques — qu'il baptise cléricaux pour les besoins de sa cause, — de demander de nouvelles brimades, de nouvelles persécutions contre eux, au nom de la liberté.

« Au nom de la liberté, nous demandons qu'on laisse la paix aux catholiques. »

(1) Voir sur ce même sujet, à la cinquième partie, l'annexe VII : « L'Union des catholiques et le journal *Le Temps*. »

dispersion de nos forces qui fut à l'origine de nos malheurs et de ceux de la patrie : Quarante ans de guerres intérieures, de luttes fratricides dont la patrie payait l'enjeu,

« La grandeur et la prospérité du pays, sa sécurité, sa garantie contre les invasions possibles, l'intérêt français, pour tout dire d'un mot que je charge ici pieusement de son sens historique, de ses réserves de gloire et de ses possibilités magnifiques, tout cela apparut comme de pauvres petites choses devant ce « grand œuvre » l'exorcisme du péril noir. Tant d'énergies gaspillées, tant de richesses détournées, un si rapide et si profond recul sur l'échelle des valeurs européennes ! (1) »

Oui, songeons à tout cela et encore aux ruines religieuses sans nombre accumulées en notre pays de France et qu'il est inutile de rappeler; songeons à ce mal qui apparaît aux yeux et à un mal plus profond qui rongait la substance même des caractères; la peur installée à demeure en des millions d'âmes de catholiques, la défiance, une timidité chronique, une atmosphère de « défaitisme » (2) qui

(1) Gaëtan Bernoville, *Sur la paix religieuse*, pp. 137-138.

(2) Lettre pastorale de M^{sr} Giray, sur l'U. C. (7 octobre 1922).

« Et cette atmosphère, hélas! ne paraît pas s'être entièrement dissipée. Tandis que, sous la conduite d'un homme condamné par la Haute-Cour et frappé d'incapacité politique, se reconstitue fébrilement un parti que grèvent les plus lourdes responsabilités nationales et qui n'hésite pas, dans sa hâte de retrouver quelque chose de sa puissance passée, à se solidariser avec les pires éléments d'anarchie, on voit des catholiques, des libéraux dissimuler timidement et parfois trahir, par une sorte d'habitude de

paralysait les meilleures initiatives. *Si le manque d'union, de discipline* des catholiques français ne porte pas toute la responsabilité de ces blessures dont la patrie faillit mourir et dont l'Église de France garde encore la marque, dépassons-nous la vérité en affirmant qu'une grande part doit en être imputée à cet émiettement de nos forces?

« Beaucoup de nos catholiques ruraux ont un tempérament de vaincus... », déposent certains prêtres du Quercy, consultés par M^{gr} Giray (1). Et ils en donnent cette raison : « Au point de vue

la défaite, leurs plus justes revendications de patriotes et de catholiques. Voici le *Conseil général* de la Gironde, composé en grande partie de libéraux, qui vote, à l'unanimité, moins une voix, un vœu, « demandant au gouvernement de maintenir intactes toutes les lois de laïcité, d'en assurer l'application intégrale et d'écarter tout vœu ou toute proposition des assemblées délibérantes qui tendraient, sous le spécieux prétexte d'union patriotique, à faire une brèche aux fondements mêmes de la République laïque et démocratique ». Dans le *Jura* on vote à l'unanimité un vœu en faveur de l'école unique... Les catholiques s'abstiennent. Au Congrès de la Bonne Presse, M. Groussau, député du Nord, flétrissait, à juste titre, la plupart de ses collègues catholiques du *Conseil général* du Nord qui venaient de voter un vœu approuvant les lois laïques et réclamant leur application intégrale... (c. f., *La Croix*, 18 octobre 1922). Tous ces faits, et tant d'autres qu'on connaît, ne s'expliquent adéquatément que par cet esprit de « défaitisme » signalé par M^{gr} Giray dans sa Lettre sur l'Union des catholiques et qu'il attribue, à juste titre, à l'absence d'organisation des catholiques de France.

(1) *Lettre pastorale de M^{gr} Giray*, évêque de Cahors, au clergé de son diocèse sur l'Union diocésaine des catholiques du Quercy, *Revue religieuse de Cahors*, 7 octobre 1922. — Cette importante lettre contient l'analyse des réponses des doyens du Quercy à l'enquête de M^{gr} Giray sur l'organisation des Unions paroissiales.

social, les catholiques sont devenus une poussière. » De là, le manque de courage et de confiance. Or, comme le répétait Foch : la victoire est « affaire de volonté », donc de confiance. Est déjà vaincu qui croit à sa défaite.

Affaire de volonté, la victoire est pareillement affaire de discipline. Si une poignée de sectaires réussit pendant près d'un demi-siècle à domestiquer la France au point de pouvoir affirmer sans trop de présomption au grand convent de 1898, par la voix du F. : Geyer : « l'État, c'est nous », la cause en est, principalement, en ceci. Du côté des sectaires, il y avait une petite armée, mais tout de même une armée; en face d'eux, des tirailleurs, des soldats combattant en ordre dispersé.

« Il faut », disait un rapporteur du Congrès des œuvres tenu à Rouen (19-20 septembre 1922), « il faut s'attacher à développer chez les hommes le sens de l'association. Pourquoi les *catholiques* ont-ils si peu compté jusqu'ici dans l'opinion? Pourquoi s'est-on permis de se moquer d'eux en forgeant contre eux des lois d'exception, sinon parce qu'on savait qu'ils n'étaient pas forts, n'étant pas unis? Ils étaient les *catholiques de la dispersion* ».

Et s'appropriant ces justes constatations, M^{sr} Giray concluait avec le rapporteur :

« Dorénavant, ce sera pire encore, s'ils ne se groupent pas en *Union catholique*. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux : tout s'organise autour de nous; on ne parle que de syndicats, mutuelles, associations, unions de toutes sortes. L'avenir va être une *lutte de syndicats*, et l'ave-

nir appartiendra à ceux qui seront le plus unis, le plus étroitement syndiqués (1) ».

(1) *Prenons exemple sur nos ennemis.*

En pleine guerre, le 20 novembre 1917, M. J. Guiraud écrivait dans *La Croix* de Paris :

« Après le parti radical, la *Ligue des Droits de l'homme* a tenu son Congrès. Dans l'exposé de la situation qui lui a été fait par son Comité central, je signale tout particulièrement à nos amis le passage suivant :

« Il y avait, au 31 décembre 1914, 50.754 ligueurs; il y en a, au 30 septembre 1917, 62.944 répartis en 728 sections. L'augmentation pendant la guerre est donc de 11.190.

« La Ligue a reçu, en 1916, 29.525 lettres et fait 1.223 interventions auprès des diverses administrations ou ministères.

« Le maximum sera atteint cette année. Rien que du 1^{er} janvier au 30 septembre, en neuf mois, elle a reçu 14.068 demandes d'intervention; elle en a retenu 996, et voici le nombre de lettres parties de la Ligue : 76.248. »

« Que de réflexions à faire sur ces chiffres! note M. Guiraud.

« Voilà des gens qui sont au pouvoir, puisque l'un de leurs chefs, M. Painlevé, était, hier encore, président du Conseil; et cependant, ils ne cessent d'agir pour faire cesser les abus et les vexations dont, à tort ou à raison, ils croient avoir à se plaindre. De leurs adhérents, au nombre de 63.000, répartis en 728 groupes sur tout notre territoire et jusque dans nos colonies, à leurs chefs fixés à Paris, aux portes de tous les ministères, c'est un échange perpétuel de lettres.

« Au Comité central, des avocats, des hommes politiques examinent sans cesse les plaintes qui leur parviennent, les étudient une à une, et portent aux chefs responsables de toutes les administrations, et, s'il le faut, aux ministres et à la tribune du Parlement, les griefs qu'ils ont retenus : 996 pour neuf mois, soit plus de 110 par mois, 4 par jour!

« Quel encouragement pour le ligueur, souvent perdu dans un hameau lointain, lorsqu'une lettre de Paris lui apprend que, grâce à l'association dont il fait partie, il a obtenu gain de cause, et comme il s'attache plus que jamais au parti qui ne l'abandonne pas et au délégué qui a le « bras si long? »

« N'en doutons pas, les affaires ainsi réglées par la Ligue font cent fois plus pour l'établir solidement, grouper autour d'elle

ses adhérents et lui en valoir de nouveaux, qu'un grand nombre de conférences dont on ne tarde pas à perdre le souvenir!

« Et nous, catholiques, avons-nous une organisation de ce genre à signaler à ceux de nos amis qui peinent obscurément dans la mêlée? »

QUATRIÈME PARTIE

Étude critique. — Conclusions et problèmes.

Des diverses expériences que nous avons signalées (et où peut-être le lecteur a eu parfois l'impression de cheminer en pleine forêt vierge) et des vœux formulés par la dernière Assemblée des archevêques et cardinaux, il nous semble que quelques *conclusions fort nettes se dégagent*.

A côté de ces conclusions acquises, *des problèmes en suspens* depuis un demi-siècle — depuis la fondation des premiers Comités catholiques en 1871 — demeurent posés. Nous n'avons pas la prétention de les résoudre. Tout au plus pouvons-nous fournir aux catholiques de bonne volonté quelques éléments de solution fournis par de simples rapprochements de faits, par une observation attentive et dépourvue de parti pris des événements que nous avons résumés, surtout par la méditation des directions pontificales en matière d'action catholique.

I. — CONCLUSIONS ACQUISES

1° *L'union des catholiques doit se faire dans les cadres naturels de la hiérarchie catholique : la paroisse, le canton, le diocèse.* — Sur ce point, l'unanimité paraît à peu près acquise. Malgré des divergences de détail, le plan auquel on s'est arrêté en France

t celui que Pie X et Benoît XV avaient tracé pour l'Union populaire d'Italie. Résumons-le :

PREMIER ÉCHELON. — L'*Union paroissiale* groupe autour du Curé tous les *hommes catholiques pratiquants* (1) de la paroisse qui appartiennent déjà à quelque œuvre catholique ou qui, n'appartenant encore à aucune, adhèrent aux statuts de l'Union et payent une cotisation annuelle (2) contre laquelle

(1) En plusieurs diocèses on a admis dans l'U. C. les *non-pratiquants*, dès qu'ils étaient favorables à l'idée catholique. — Mais, on les a exclus en partant de ce principe que les admettre était détruire l'homogénéité de l'Union, la transformer en un vague « parti des braves gens » auquel il serait malaisé de demander un véritable dévouement à la cause catholique. — Il est certes important, dans une Union, d'avoir le *nombre* qui inspire confiance mais il est aussi désirable d'avoir l'*élan* qui naît des convictions communes.

Quoi qu'il en soit, même si elle n'admet que les hommes catholiques pratiquants, l'U. C. ne se désintéresse nullement des autres. Elle les invite à ses messes mensuelles, à ses conférences, à toutes les réunions de propagande.

(2) Cette cotisation a une grande importance : 1° Une Union qui ne dispose pas de quelques fonds est sans cesse paralysée ou à la merci de bienfaiteurs bénévoles; 2° « Ce qui ne coûte rien ne vaut rien » dit un proverbe populaire. Nos hommes prendront conscience d'appartenir vraiment à l'Union et la considéreront comme *leur* affaire si elle commence par leur imposer quelque sacrifice. Ainsi raisonnent les socialistes en imposant aux leurs d'assez lourdes cotisations; 3° Enfin la *carte* d'adhérent délivrée annuellement contre versement de la cotisation permet de se débarrasser sans scandale des membres qui ne seraient plus dignes de faire partie de l'Union. La cotisation est fixée d'ordinaire à 3 ou 5 francs par an. En plusieurs Unions on a prévu la création de membres fondateurs, protecteurs ou bienfaiteurs, versant une cotisation plus importante. L'Union populaire d'Italie, comme le *Volksverein*, exigent une cotisation annuelle.

il leur est délivré une carte d'unioniste valable pour un an. L'Union paroissiale est dirigée par un *Comité* ou *Bureau* paroissial élu par les unionistes, renouvelable tous les deux ans par tiers.

Ce Comité est composé d'une élite d'hommes catholiques. En font partie de *droit* les présidents des œuvres d'hommes de la paroisse : Jeunesse catholique, Conférences de Saint-Vincent de Paul, Association catholique des chefs de famille, etc.

Là où l'importance du groupement le permet, les membres du Comité sont divisés en *Sections* : section de piété ou section eucharistique, sections de propagande, de presse, d'enseignement, etc.

Les « membres de droit » représentent naturellement les intérêts des œuvres dont ils sont les présidents. Le curé de la paroisse est de droit directeur ecclésiastique ou aumônier-conseil du Comité et de l'Union.

Les membres du Comité se réunissent au moins une fois par mois à la veille de la messe mensuelle, pour l'étude d'un programme d'action fixé d'avance.

Les Unionistes, à leur tour, se rencontrent d'abord à la messe des hommes qui est dite pour eux une fois par mois (1) — puis aux réunions plénières

(1) Il est important que cette messe mensuelle des hommes qui sera souvent (avec un petit congrès annuel cantonal et les réunions trimestrielles tenues dans la paroisse) la première et la plus facile manifestation d'activité de l'Union, il est important que cette messe soit dite à une heure où les hommes puissent aisément *communier*, par exemple à 8 heures. L'exemple d'un groupe d'hommes et de jeunes gens s'approchant de la Sainte

de l'Union qui ont lieu au moins trois fois par an. Dans ces réunions, les Unionistes pourvoient au renouvellement du bureau, approuvent le rapport moral du président, le rapport financier du trésorier.

Les Unionistes peuvent se rencontrer encore plusieurs fois par an, soit à des conférences données par l'Union, soit à un cercle d'études organisé sur le plan des cercles d'études de la Jeunesse catholique.

L'Union respecte l'autonomie des autres œuvres. Elle ne fait que créer entre elles un lien et seconder leur action.

DEUXIÈME ÉCHELON. — *L'Union cantonale*, fédération des Unions paroissiales, groupe autour du Curé-doyen les présidents des Unions paroissiales. Ceux-ci forment le bureau ou comité cantonal, qui nomme ses dignitaires comme le bureau paroissial, organise ses réunions, prépare le Congrès cantonal.

Table est la plus efficace des prédications. Pour constituer ce groupe de communiantes plusieurs Unions (celle d'Angoulême, celle du Puy, etc.) ont, dès leur création, fait appel aux unionistes de bonne volonté, ceux-ci forment une *Ligue eucharistique* dont les membres s'engagent à communier à la messe mensuelle des hommes. — Cette messe des hommes devra toujours être très vivante... Elle le sera par les chants collectifs, par une courte instruction bien adaptée à l'auditoire. — Il sera très utile d'envoyer par la poste ou par les chefs de Section qui se partagent les quartiers de la ville une *convocation écrite* tant pour la messe du mois que pour les autres réunions générales. On insistera alors avec plus d'efficacité sur l'obligation, pour les unionistes empêchés d'assister à la réunion, de se faire excuser.

TROISIÈME ÉCHELON. — *L'Union catholique diocésaine*, fédération des Unions cantonales, groupe autour de l'Évêque ou de son délégué, au moins une fois par an, les présidents des Unions cantonales. Ceux-ci constituent le bureau ou comité diocésain, nomment leurs dignitaires (1), organisent le Congrès diocésain de l'Union. Sont membres de droit du comité diocésain les présidents diocésains des diverses œuvres d'hommes et de femmes (2).

QUATRIÈME ÉCHELON. — *L'Union catholique nationale*. — Du jour où le vœu d'une fédération nationale des U. C. émis, en 1923, par l'Assemblée de nos cardinaux et archevêques sera pratiquement mis à l'ordre du jour, la constitution d'un comité national sera chose aisée. Ce Comité sera tout naturellement constitué par les présidents des Comités

(1) Il est très important que le règlement de l'Union diocésaine aussi bien que celui de l'Union cantonale ou de l'Union paroissiale prévoie le *renouvellement périodique et obligatoire de ses cadres*. La formule fréquemment adoptée est celle-ci : « Le bureau est renouvelable tous les deux ans par tiers », à quoi on ajoute parfois : « Les membres sortants sont rééligibles ». Un certain nombre d'Unions d'avant-guerre périrent pour avoir négligé ce point, se trouvant liées, sans qu'on vit le moyen de s'en débarrasser, à des présidents incapables ou à des vieillards pour qui l'âge des initiatives était passé.

(2) Faut-il, en plus de l'Union diocésaine, prévoir comme dans la Jeunesse catholique une *Union régionale* avec ses cadres spéciaux, — ou tout au moins des délégués régionaux comme dans l'Union populaire? La question est peut-être prématurée. — En tout cas, la raison qui fit adopter en Italie les délégués régionaux cesserait d'exister si chaque Union diocésaine prenait l'initiative de créer une petite école de conférenciers qui parcourraient la région pour y installer l'Union catholique.

diocésains, par les présidents nationaux des diverses œuvres d'hommes et de femmes. A sa réunion annuelle, il nommerait ses dignitaires comme cela se fait dans la Jeunesse catholique et dans l'Union populaire d'Italie (1). Le Bureau permanent de l'Union issu de ce vote nommerait ses commissions, réorganiserait les *Congrès annuels* des catholiques français et peut-être, quand l'heure serait venue, réaliserait un autre vœu formulé par la dernière Assemblée des archevêques, celui d'une *Semaine catholique* annuelle.

2^o *Comment fonder une Union catholique?*

Les méthodes sont nombreuses. Souvent la fondation de l'Union sera la conclusion d'une Mission. Le groupe fondé au chef-lieu du département prendra l'initiative de se constituer en Comité diocésain provisoire. Dans ce cas, c'est la tête (l'organisme diocésain) qui commencera par exister. Ainsi a-t-on procédé à Angoulême, à Auch, à Perpignan, etc. Ailleurs, comme à Cahors, c'est quand les Unions paroissiales ont commencé à se multiplier que le Comité diocésain s'est constitué. A Périgueux, M^{gr} l'Évêque charge plusieurs prêtres de parcourir tout le diocèse, en propagandistes, pour organiser l'Union dans toutes les paroisses. Ailleurs, comme à Lille, c'est un Congrès diocésain qui donne l'impulsion.

(1) Le président national de l'Union populaire est nommé par le Saint-Père, de même que son assistant-ecclésiastique.

En plusieurs diocèses (Cahors, Besançon, etc.) un *Bulletin* de l'Union catholique a été créé qui sert d'agent de liaison entre la direction diocésaine et les groupements paroissiaux. En Italie, un Bulletin national : *Le Bulletin officiel de l'Action catholique*, vient très heureusement coordonner l'action de toutes les Unions diocésaines.

Dans quelques diocèses, l'Union catholique s'est constituée en Association déclarée (1); plus généralement, elle s'est placée simplement sur le terrain du droit commun.

Une plus longue expérience pourra seule dire où est la meilleure méthode.

Tel est le plan « d'organisation des forces catholiques » qui paraît se dégager lentement (2) des

(1) Dans « *La Tunisie catholique* », organe de l'Union des catholiques (18/2/23), M^{gr} l'archevêque de Carthage, primat d'Afrique, en tête de son Mandement pour le carême de 1923, s'exprime ainsi :

« Dans Notre Lettre pastorale et Notre Mandement de Carême pour l'année 1921, nous décidions et ordonnions la fondation d'une *Union catholique* de Tunisie. — Cette *Union des catholiques de Tunisie* est née et sa naissance est inscrite non seulement sur les registres de nos fastes religieuses mais encore sur les *registres de l'Etat civil*, en vertu d'un décret de son Altesse le bey de Tunis, contresigné par le Résident général, ministre de France.

« Votre *Union* est née avec un organisme parfait. — Elle se compose d'adhérents qui sont des catholiques du diocèse, de *Comités paroissiaux* déjà constitués partout, sauf dans deux centres, et d'un *Comité central*, à Tunis, composé d'une dizaine de prêtres et de trente-cinq laïcs ».

(2) Voir à l'Annexe I un article du R. P. Yves de la Brière, professeur à l'Institut catholique de Paris, sur *L'organisation des forces catholiques*, et un autre, sur le même sujet, de M^{gr} Gouraud, évêque de Vannes.

modestes essais d'Unions paroissiales et diocésaines tentés depuis 1919.

Sur d'autres points fort importants, la même unanimité n'est pas acquise et c'est là qu'une étude attentive des faits et de l'histoire s'impose. Tant de fois déjà, ainsi qu'on l'a vu, les plus belles constructions logiques concernant l'Union des catholiques français aboutirent à un échec, qu'il nous importe souverainement de ne pas donner un argument nouveau aux pessimistes et aux désabusés.

Il est vrai qu'à leurs raisons de douter tirées de l'histoire des cinquante dernières années, on peut opposer d'excellentes raisons d'espérer puisées à la même source :

1^o C'est souvent par des échecs successifs et les leçons de choses qu'ils apportent qu'on achète le succès final. La défaite de Charleroi fut la rançon de la première Marne, et la rupture du front anglais, en juillet 1918, la rançon de l'unité de commandement et de la deuxième Marne.

2^o *Des faits nouveaux* existent qui permettent de garder un légitime espoir de succès là où, de 1871 à 1901, d'éminents catholiques aboutirent à de tristes échecs.

D'une part, les lisières que le *Concordat* mettait à l'action des catholiques sont tombées.

L'*Union sacrée* du temps de guerre, la grande réconciliation des tranchées ont atténué bien des hostilités.

Les catholiques ont pris davantage conscience, par

le dévouement qu'ils donnaient à la patrie, du droit qu'ils avaient au respect de tous et au droit commun.

Par ailleurs, les *non catholiques* patriotes, inquiets des progrès de l'immoralité et de la dénatalité qui en est la conséquence, inquiets aussi de la propagande des doctrines antisociales, sont peu à peu amenés à désirer voir s'organiser pour le salut commun « les seules forces intactes du pays ».

Si bien des causes de division subsistent encore, les catholiques français possèdent déjà un précieux facteur d'unité.

Ils ont pour les encourager, les garder dans la voie de l'organisation, l'unanimité de l'Épiscopat rendue visible depuis cinq ans par l'*Assemblée annuelle* des cardinaux et archevêques (1).¹

Ils ont ce réseau déjà puissant d'œuvres catholiques : Unions professionnelles catholiques, Jeunesse catholique, Association catholique des chefs de famille, Ligues féminines, etc. qui, non seulement ont déjà groupé les meilleures recrues de la future fédération, mais lui ont préparé des cadres.

Ils ont — ce que n'eurent pas au même point leurs devanciers — dans ces œuvres qui ont fait leurs preuves, dans les fédérations catholiques organisées en d'autres pays, un trésor d'*expériences*.

Malgré les échecs du passé, notre confiance n'est donc pas aveugle, mais ces échecs nous conseillent

(1) Voir à l'Annexe III la discussion engagée sur ce point à la troisième *Semaine des Écrivains catholiques*.

d'examiner de près quelques-uns des problèmes qu'ils posent. Il ne s'agit pas de critiquer, de condamner, mais de *s'instruire*, de présenter un esprit docile aux leçons de l'expérience.

Dans l'organisation des *Unions catholiques* d'avant-guerre disparues dans la tourmente (et nous ne parlerons ici que de celles-là, les nouvelles en étant encore à la période des tâtonnements), des hésitations, des divergences de vues assez importantes se manifestèrent.

Elles portaient sur les problèmes suivants qu'il nous reste à examiner : 1° L'Union catholique s'adressera-t-elle uniquement aux *Hommes*? 2° Quel sera le rôle exact de la *hiérarchie* ecclésiastique dans l'U. C.? 3° Quels seront l'*action civique* et le rôle politique de l'Union catholique?

II. — QUELQUES PROBLÈMES

1. — L'Union Catholique et les hommes.

A). — NÉCESSITÉ DE GROUPER LES HOMMES.

La plupart des lettres pastorales consacrées à l'U. C. insistent éloquemment sur ce point.

Le Congrès des missionnaires diocésains de France, tenu en 1913 sous la présidence du cardinal archevêque de Paris, roula tout entier sur la nécessité primordiale de l'*Apostolat des hommes*, ses méthodes, le moyen d'en assurer les fruits par les groupements d'hommes.

La troisième partie du volume des comptes rendus (1) traite de ces groupements. Du chapitre premier citons ces quelques phrases :

« Avec les groupements permanents d'hommes, nous touchons un point de la plus haute importance; mais, il faut bien l'avouer aussi, d'une pratique fort difficile... Cependant, le *mot d'ordre* qui vient du Vatican, qui est répété dans tous les évêchés de France, c'est à peu près celui-ci : *Que les catholiques s'unissent* pour être forts, pour oser pratiquer leur religion plus ostensiblement et plus parfaitement, pour défendre leurs droits, revendiquer leurs libertés avec courage et avec succès. *Il le faut!* Qu'importent les difficultés?

(1) *L'Apostolat des hommes*. Téqui, 1919, p. 208.

A nous surtout, les hommes de dévouement, d'aider nos vaillants évêques dans cette œuvre d'organisation nécessaire... « Dans notre siècle, dit justement M^{gr} Gibier, les timidités religieuses sont peut-être plus déplorables que les ignorances religieuses. Que d'*hommes* qui n'osent pas professer la religion ! Ils ont peur d'un mot, d'un sourire. Or, par les groupements, le respect humain est vaincu. Nos voisins, les Belges, ont bien compris que, par l'union, les forces sont décuplées, centuplées, eux qui ont fait leur cette devise : « *l'union fait la force.* » Les ennemis de la religion le savent bien aussi ; ce qui fait leur succès, c'est précisément l'association, c'est par l'association qu'ils produisent, à certains moments, ces mouvements sociaux que nous avons peine à nous expliquer. Quand nous aurons réussi à grouper les *hommes* honnêtes sur le terrain religieux, ce jour-là nous aurons des chrétiens qui ne rougiront plus de prier en public, de se confesser et de communier, nous aurons des chrétiens instruits et convaincus, nous aurons, des chrétiens apôtres. »

Oui, c'est l'homme, le *père*, qui tient dans ses mains l'avenir de la famille — c'est l'homme, le *citoyen*, qui tient dans ses mains l'avenir du pays, c'est l'*homme*, le *chef d'industrie*, qui tient dans ses mains notre avenir social et économique.

« Tant que nous n'aurons pas les hommes, nous n'aurons rien ou presque rien, mais dès que nous les aurons, nous aurons tout » (1).

L'école doit occuper dans les préoccupations des

(1) Vuillermet, O. P., *La conquête des hommes*. Lethielleux, 1922, p. 22.

catholiques et des bons Français une place de choix. Non point la première.

Pendant une bonne partie du siècle dernier, les catholiques eurent entre les mains la très grande majorité des enfants du peuple. Il y avait dans nos collèges catholiques plus de la moitié des enfants de la bourgeoisie. Malgré l'inévitable déchet, il semble qu'il devait sortir de là une forte majorité de catholiques pratiquants. Il n'en fut rien. — « Ce sont les enfants que nous avons élevés qui, devenus électeurs ou législateurs, ont été les artisans de lois de laïcisation » (1).

Pour compléter ou remplacer nos œuvres scolaires, les catholiques ont donné libéralement leur argent, leur temps aux œuvres *post-scolaire*.

« Le jeune clergé, aidé par des laïques au dévouement inlassable, s'y est mis de tout son cœur... A quel résultat est-on arrivé? Je n'oserais le dire moi-même. C'est M^{gr} Gibier, l'évêque de Versailles, qui affirme que sur le nombre des enfants qui fréquentent nos patronages — et c'est la minorité des enfants — il n'y en a que 5 à 10 pour cent qui persévèrent » (2).

Cela ne veut pas dire que nous devons nous relâcher en rien de notre effort relativement aux œuvres scolaires ou post-scolaires... Cela veut dire que ces œuvres, si elles ne sont pas complétées par des œuvres

(1) Vuillermet, O. P., *op. cit.*, p. 23.

(2) Vuillermet, O. P., *ibid.* p. 34. — Sur l'Apostolat des hommes, lire plusieurs chapitres fort suggestifs dans les ouvrages de M^{gr} Gibier : « *Sur les devoirs de l'heure présente* ». Lethielleux.

réservées à l'évangélisation et au groupement des *hommes*, seront inefficaces ou insuffisantes.

Si, au sortir de l'école, du patronage, le jeune homme se trouve, à l'usine, au magasin, dans le monde, mêlé à des hommes qui, en grand nombre, ne pratiquent pas la religion, se moquent de ses préceptes; si, au foyer même, il voit son père indifférent ou hostile en matière de religion, notre jeune homme se dira qu'à l'école, au patronage, on a exagéré. « Nous formons une enfance que le milieu déformera aussitôt... Nos œuvres de jeunesse se complètent donc nécessairement par des œuvres d'*hommes*. Pour établir ces œuvres d'hommes n'attendons pas que nos jeunes gens soient métamorphosés en hommes, c'est de suite qu'il faut agir » (1).

Un jour, le Saint Pape Pie X, au cours d'une conversation avec plusieurs cardinaux, leur demandait quel était, à leur sens, le moyen le plus sûr de régénérer la société contemporaine. L'un des cardinaux opina pour l'école catholique; l'autre, pour la multiplication des églises; un troisième, pour le recrutement des prêtres. Pie X fit à chacun d'eux une réponse négative. Puis, il ajouta : « Ce qui est présentement le plus nécessaire, c'est d'avoir *dans chaque paroisse un groupe de laïcs éclairés, résolus, intrépides, vraiment apôtres* » (2).

Point n'est besoin que ces groupes comptent au

(1) Vuillermet, *op. cit.*, p. 26.

(2) Ed. Lecompte, S. J. : *Nos voyageurs*.

début beaucoup d'adhérents. Qu'ils groupent une *élite* : la *masse* suivra.

« La guerre, disait le maréchal Joffre, si on veut la définir d'un seul mot, a été une guerre d'états-majors. Sans eux, les plus belles vertus militaires eussent été paralysées » (1).

B). — COMMENT GROUPEUR LES HOMMES ?

Un point est donc acquis, ce travail de groupement des forces catholiques auquel nous convient l'Épiscopat et les Souverains Pontifes doit commencer par les hommes. La première préoccupation de Pie XI, nous l'avons vu, en réorganisant l'Action catholique italienne a été de créer, sur le modèle de la Jeunesse catholique, une *Fédération nationale des Hommes catholiques*.

Aux États-Unis, le Conseil catholique national à peine constitué a jeté, lui aussi, les bases d'une Union nationale des *Hommes catholiques*.

L'Union catholique nationale n'existant encore chez nous qu'à l'état de vœu n'a pu prendre l'initiative d'une création de pareille envergure. Néanmoins, la plupart des unions catholiques diocésaines *furent, à juste titre, conçues comme des groupements d'hommes catholiques*.

Ici ou là, cependant, on admit les femmes soit comme membres de l'Union, soit à titre d'auxiliaires

(1) *Discours de réception à l'Académie Française.*

chargés de procurer à l'Union des ressources financières.

Ceci pose un problème important. Les U. C. qui excluaient les femmes (et c'était le grand nombre) faisaient valoir les arguments suivants auxquels l'expérience semble donner très nettement raison : « Les hommes aiment à être chez eux dans leurs œuvres. C'est un fait d'expérience que, sauf dans les Unions catholiques professionnelles, les groupements religieux où on admet à la fois hommes et femmes aboutissent fréquemment à ceci : les hommes sont débordés, envahis par l'élément féminin et se retirent. Ainsi se crée ce préjugé contre lequel nous avons tant de peine à réagir que les œuvres à étiquette religieuse sont des « œuvres de femmes ». Puis, ajoute-t-on encore avec raison, les groupements réservés en droit ou en fait aux femmes sont déjà très nombreux; y a-t-il urgence d'en créer un nouveau? »

A quoi le parti adverse répondait :

« 1^o Puisque l'Union catholique diocésaine ou paroissiale a pour but de fédérer pour une action commune *toutes* les œuvres de la paroisse ou du diocèse, de quel droit en exclure les femmes déjà groupées dans les diverses Ligues féminines? 2^o De plus, le rôle social et civique de la femme va se développant. Les adversaires le savent et travaillent activement par l'école, par les groupements économiques ou politiques à la conquérir. Va-t-on se laisser devancer

encore une fois ? 3^o Malgré le grand nombre d'œuvres féminines existantes, c'est encore la majorité des femmes, surtout dans les milieux populaires, qui reste à embrigader. — Vous dites que les hommes n'entreront pas dans une Union où seront admises les femmes ou qu'ils se retireront, c'est vrai. Mais ne pourrait-on pas trouver un moyen terme qui, sans réserver l'Union catholique aux hommes seuls, leur donnerait l'évidence que l'Union a été faite avant tout pour eux ? »

Ce moyen terme a été, en effet, conçu de diverses manières. L'Union populaire italienne, bien que s'adressant surtout aux hommes, admettait comme membres de droit du Bureau ou Comité paroissial, diocésain, national, les *présidentes* des grandes œuvres féminines. Mais on a vu Pie XI, estimant nécessaire une organisation où les hommes fussent encore davantage *chez eux*, créer la Fédération nationale des Hommes catholiques.

Aux États-Unis, la même marche a été suivie. Le N. C. W. C., après avoir voulu fédérer dans ses Unions diocésaines toutes les forces catholiques masculines et féminines, a, lui aussi, dernièrement constitué, à part, l'Union nationale des Hommes catholiques. Les Unions diocésaines n'ont pas été supprimées pour autant mais leur rôle a été modifié. Elles ne sont plus qu'un organisme de *liaison* entre les diverses œuvres paroissiales ou diocésaines d'une part, et, d'autre part, entre ces œuvres et le Conseil national. « L'Union catholique » est devenue en

somme une *Union des œuvres*, une sorte de Bureau central des œuvres. C'est le rôle que Pie XI, à son tour, dans sa réorganisation de l'Action catholique, laisse à l'ancienne Union populaire. La difficulté d'adopter, dès maintenant, une telle méthode en France vient de ceci : nous n'en sommes encore qu'à ce stade initial de l'organisation où il importe grandement *de ne pas multiplier les difficultés*. Or, vouloir constituer d'un côté une Fédération des *Hommes catholiques*, de l'autre une *Union catholique* réduite à ce rôle de coordinatrice des œuvres, n'est-ce pas, en poursuivant *deux* œuvres à la fois, risquer de n'en réaliser pleinement aucune ? Et puis, le français est, surtout en matière d'organisation, de tempérament simpliste. Lui proposer d'emblée *deux* œuvres, c'est risquer de l'embrouiller, de le rebuter.

A quelle solution s'arrêter, du moins provisoirement ?

Vraisemblablement, *la plus simple* sera la meilleure.

C'est ce qu'on a généralement compris en demandant à l'*Union catholique* d'être le groupement des *Hommes catholiques* — et en même temps d'assurer l'Union des œuvres.

Pour cela, il suffit que le Comité (ou Bureau) diocésain de l'Union catholique convoque les présidentes des principales œuvres féminines à quelques-unes de ses réunions pour y établir les bases d'une action concertée.

D'autre part, les présidentes des grandes œuvres

nationales de femmes feraient de droit partie du Comité national de l'Union catholique.

Ainsi se fera une première coordination des œuvres que l'Assemblée des archevêques et sa Commission permanente pourront prendre soin d'assurer par d'autres moyens (1).

Il semble que cette solution soit en train de rallier peu à peu tous les suffrages (2).

(1) Comme celui d'une *Semaine des œuvres catholiques*, d'un *Bureau central des œuvres*, d'une *Revue de l'Action catholique*, etc.

Il existe depuis cinquante ans un office central de documentation, c'est l'Union des Associations ouvrières catholiques fondée par Mgr de Ségur et dirigée actuellement par Mgr de Poterat. Cette *Union* a des services organisés, un Comité directeur, une revue mensuelle.

(2) Néanmoins, l'enquête dont nous réunissons les éléments depuis quelques années nous apporte le vœu de plusieurs directeurs d'œuvres de voir se constituer parallèlement à l'*Union catholique des Hommes* une grande *Union catholique des Femmes* qui, sans s'ingérer dans la marche de l'Union masculine, travaillerait de son côté avec le même programme et les mêmes méthodes.

Un fait émeut vivement ces prêtres, l'enrôlement intensif, en certaines régions, des milieux féminins par le socialisme et le communisme. Il y a, il est vrai, pour remédier à ce mal, les Unions professionnelles féminines ou mixtes déjà existantes, les grandes Liges féminines catholiques... Si tout cela paraît tout de même insuffisant..., rien ne s'oppose à ce que les directeurs diocésains des œuvres, les évêques, organisent, sur le plan de l'Union catholique des hommes, l'Union catholique des femmes. Il est vrai que le terme logique d'une telle création sera, sans doute, comme en Italie et en Amérique, l'organisation de *deux* fédérations nationales parallèles : celle des Hommes catholiques et celle des Femmes catholiques. Le malheur ne serait pas grand, pourvu toutefois, comme nous l'avons dit, qu'en voulant dès l'abord poursuivre un double but on ne s'expose pas à compromettre le plus important et le plus urgent qui est *de grouper nos hommes catholiques* et de créer par les moyens les plus simples une entente entre les œuvres.

2. — L'Action civique et le rôle politique des Unions catholiques.

Un problème plus difficile à résoudre est celui du rôle civique et politique des Unions catholiques.

C'est surtout contre cet écueil que toutes les tentatives d'Unions faites depuis un demi-siècle sont venues se briser. Le problème demeure fort complexe. On peut, néanmoins, par la lumière des enseignements de l'Église, les directions épiscopales et les leçons de l'histoire, l'éclairer quelque peu.

A). — L'UNION CATHOLIQUE NE SERA PAS UN PARTI POLITIQUE.

Elle ne sera pas un parti politique briguant comme les autres partis et par les mêmes moyens de droit la conquête et l'exercice du pouvoir. L'Union ne fera ni politique dynastique ni politique de parti. Elle ne présentera pas, du moins habituellement, ses candidats aux élections législatives ou communales.

Elle ne constituera pas un « parti catholique », au sens propre du mot parti.

Pourquoi cela? On trouvera la réponse à cette question dans les directives données par les Souverains Pontifes à l'Action populaire italienne. Faire d'une Association catholique, soumise à la haute direction de la hiérarchie catholique, destinée d'abord à servir la cause de la vérité catholique en restau-

rant un ordre social chrétien, faire d'une telle Association un parti politique (ce parti aurait-il un programme de gouvernement explicitement catholique) serait compromettre, à la fois, les intérêts de l'Union et ceux de l'Église.

Car cette politique catholique devra s'exercer par des hommes qui, leurs doctrines fussent-elles parfaites, sont, eux, des hommes imparfaits. Ces hommes investis officiellement par des groupements catholiques d'un mandat législatif pourront être amenés — par le jeu compliqué des intrigues, des compétitions, des combinaisons politiques, des rivalités de personnes qui si souvent vicie le mécanisme parlementaire — à prendre, du point de vue national, social, politique, des responsabilités pour lesquelles ils n'ont point été mandatés.

Qu'on le veuille ou non, l'Église, avec tous les intérêts spirituels nationaux ou internationaux qu'elle représente, sera rendue solidaire des votes, des démarches, des erreurs de ces représentants. Et César s'il estime, à tort ou à raison, que les hommes de l'Église ne lui ont pas rendu ce qui lui revenait, sera, par mesure de représailles, entraîné à refuser à l'Église ce qui est à l'Église. De plus, comme le notait Pie XI dans les directives aux évêques d'Italie que nous avons citées, les hommes politiques doivent jouir dans l'exercice de leur mandat d'une liberté, d'une indépendance (1) à laquelle ne sauraient prétendre

(1) Rappelons que si l'Église respecte la liberté de ses enfants dans l'exercice de leurs droits civiques, dès qu'ils ne violent

au même point les représentants officiels d'un groupement catholique patronné ou dirigé par la hiérarchie ecclésiastique.

Respectueuse de toutes les formes de gouverne-

pas les règles communes de foi et de conduite imposées à tous les croyants, à plus forte raison respecte-t-elle les droits des nations à se donner telle ou telle forme de gouvernement :

Depuis vingt siècles, l'Église répète la parole du Christ :

« *Rendez à César ce qui est à César* » ; « mon Royaume n'est pas de ce monde ». Elle redit le précepte de saint Paul : « Obéissez à vos maîtres selon la chair, comme au Seigneur. »

Depuis vingt siècles, l'Église s'accommode de toutes les formes de gouvernement.

Le Christ s'inclina devant le pouvoir de César Auguste, devant Pilate et Hérode, et s'il recommanda parfois d'agir autrement que les Princes des prêtres et les Sanhédrites, il ajouta : « Tout ce qu'ils vous diront, gardez-le et faites-le ».

L'Église, à son tour, s'inclina devant les Césars romains et les Empereurs byzantins, même quand ceux-ci s'appelaient : Néron, Tibère, Caligula, Constance ou Valens... Si elle se prêta au sacre de Napoléon I^{er}, elle ne refusa pas, en 1848, de bénir les jeunes arbres de la liberté. Elle chanta ses *Te deum* au sacre de rois comme elle les chantait naguère pour le centenaire de la fondation des Républiques de l'Amérique latine.

L'Église catholique n'est ni républicaine, ni royaliste, ni impérialiste. Elle est l'Église. Son royaume est celui des âmes, et, en servant les âmes, elle sert, de la manière la plus efficace, les républiques et les empires.

A ses fidèles elle laisse la liberté de choisir entre les diverses théories spéculatives du pouvoir, comme elle leur reconnaît la faculté d'opter entre les systèmes philosophiques ou les thèses économiques qui — le dogme étant sauf — se partagent le large terrain abandonné à nos libres recherches.

Mais, dans le domaine de l'action, elle leur demande à tous de servir, comme elle-même, la cause des âmes et de la vérité, dans la soumission légale à toutes les formes légitimes de gouvernement, sans pourtant leur retirer le droit de travailler, comme les autres citoyens, par les moyens légaux, à la réforme ou au changement d'une forme de pouvoir qu'ils estimeraient moins

ment, l'Église reconnaît, de plus, aux gouvernements, le droit d'exercer leur charge en toute indépendance, de promouvoir librement les intérêts temporels de la cité qui sont leur terrain propre.

C'est la doctrine de *la distinction des deux pouvoirs* : le civil et le religieux; des deux puissances : puissance

favorable au bien du pays. L'Église fait des citoyens dévoués, dociles, nullement des citoyens diminués.

Le 21 octobre 1923, Sa Sainteté a reçu les jeunes gens catholiques du diocèse de Rome, qui venaient de participer à une Semaine d'organisation des Œuvres de Jeunesse. Pie XI exprima dans les termes suivants son avis sur la place que doit tenir la politique dans les Œuvres de Jeunesse :

« On pourrait peut-être se demander si une note n'a pas manqué à votre Semaine d'organisation, la note politique. Il ne Nous semble pas, en effet, l'avoir remarquée. Et Nous vous avouons que cette absence Nous a réjoui. Nous Nous sommes dit : c'est bien ainsi. Ne faisons pas de politique dans les œuvres de Jeunesse catholique. Non. Faisons-y ce qui est inscrit au programme : un travail de préparation et de formation.

« Nous voyons une coïncidence providentielle dans le fait que votre audience tombe le jour où l'Église nous fait lire dans l'Évangile une parole célèbre, une parole fréquemment répétée de par le monde, et souvent aussi, hélas! abusivement interprétée : Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu. César est la personnification de l'autorité politique de tous les temps et quelle qu'en soit la forme à travers les vicissitudes de l'histoire.

« Oui, qu'on donne à César ce qui revient à César et à Dieu ce qui revient à Dieu. Dieu Lui-même nous a placés dans la grande famille humaine et Il a voulu que chaque homme appartint à un État, portion déterminée de cette grande famille qu'est l'humanité. C'est donc Lui qui nous impose l'obéissance et le respect envers cet ordre qu'Il a établi. En obéissant aux autorités civiles, vous aurez conscience d'accomplir un devoir qui vous incombe, non seulement comme citoyens, mais aussi comme chrétiens. Et, en général, vous serez d'autant meilleurs citoyens que vous serez meilleurs catholiques. » (Traduit de l'*Osservatore Romano* du 22 octobre 1923.)

spirituelle, celle de l'Église; puissance temporelle, celle de l'État, souveraines chacune dans sa sphère.

Cette thèse aussi ancienne que l'Église et que l'Évangile, Léon XIII la rappelait au monde dans son admirable encyclique « *Immortale Dei* (1) ». Pie XI la confirmait, au mois d'octobre 1922, dans la circulaire du cardinal Gasparri aux évêques d'Italie.

L'Église ne fait pas de politique de parti.

L'Union catholique n'en fera pas non plus... Ce serait, là, mêler fâcheusement l'œuvre de deux pouvoirs, de deux puissances qui doivent rester distinctes (2).

(1) Lire le commentaire de cette encyclique dans les conférences de *M^{gr} d'Hulst*, Poussielgue, 1886.

On lira aussi utilement, les pages consacrées par M. Gaëtan Bernoville au problème des deux pouvoirs : *Sur la paix religieuse*, 2^{me} partie, Laïcisme et Catholicisme, pp. 170-237, B. Grasset, 1922.

(2) Pratiquement, le problème, surtout en France, pourra se poser moins simplement. Abordons loyalement une question délicate. L'Union catholique demandera-t-elle, en France, à ses adhérents, par motif de loyalisme, d'être des républicains, des ralliés? *Exclura-t-elle les catholiques inscrits dans un parti royaliste?* Plusieurs, parmi ceux qui travaillent à l'organisation des Unions catholiques, répondent par l'affirmative. Ce que nous avons reproduit de la correspondance du cardinal Lavigerie et de Keller, à propos de l'Union des catholiques, nous montre le grand cardinal répondant lui-même par l'affirmative, tout en protestant que l'Union des catholiques devait bien se garder d'être un parti politique. Léon XIII lui-même, sans réclamer des catholiques le sacrifice de leurs « préférences intimes », demanda cependant aux Comités catholiques, à leurs Assemblées annuelles, de se placer franchement sur le terrain de la constitution. De là sortit non pas l'organisation d'une Union catholique comme celle dont le cardinal Lavigerie donnait le plan à Keller, mais un parti politique : l'*Action libérale* organisée par M. Piou et M. de Mun. De ce nouveau parti, les républicains au pouvoir repoussèrent

B). — L'UNION CATHOLIQUE DEVRA NÉANMOINS
EXERCER UNE ACTION CIVIQUE ET SOCIALE

Et c'est là un point sur lequel on ne saurait trop insister. L'Union catholique, pas plus que l'Action catholique d'Italie, n'est nullement une confrérie.

d'ailleurs, les avances. Pie X revint à la conception d'une Union des catholiques uniquement fondée sur un programme catholique. Benoît XV et Pie XI, dans leurs directives à l'Union populaire, recommandent d'adopter la même tactique. — Bien que la situation politique ne soit pas la même en France et en Italie, il nous semble que les Unions catholiques françaises en faisant appel, comme elles l'ont fait généralement, avant et après la guerre, aux catholiques *de tous les partis*, donnent une interprétation fidèle à la pensée du Saint-Siège. On objectera que *sur le terrain civique* où les Unions sont appelées à jouer un rôle, cette composition pourra nuire à leur autorité auprès du gouvernement établi. Mais le mal ne serait-il pas plus grand d'insérer dans les Statuts de l'U. C. une clause politique (celle du ralliement à la République?) N'est-ce pas alors, précisément, que l'Union ferait forcément figure de parti? Ne suffirait-il pas, pour éviter aux Unions le reproche d'antilyoyalisme, de ne point mettre à leur tête des hommes compromis dans les luttes de partis et de faire comprendre à tous que l'Action catholique, pour être efficace, pour éviter la dispersion des énergies, doit éviter de poser les questions de régime?

L'Action catholique, se plaçant à un point de vue pragmatique, *travaille loyalement au bien commun sur le terrain du régime de fait*, collabore sans arrière-pensée avec les pouvoirs publics — dès qu'ils sont respectueux des droits légitimes des consciences — au service du pays.

Cette acceptation pratique des conditions concrètes de l'action ne témoigne de nulle hostilité à l'égard des royalistes. Le Régime venant à changer, l'action des Unions catholiques demeurerait inchangée. Par ailleurs, le fait que des royalistes acceptent *de faire abstraction de leurs préoccupations dynastiques* pour servir l'Eglise et la France dans les cadres et d'après la formule de l'Union catholique ne saurait être plus suspect au pouvoir établi

Elle sert les confréries et les utilise, mais elle est elle-même conçue sur un plan tout différent. Elle a pour objet l'accroissement de la piété individuelle,

que le geste de royalistes apportant, au cours de la guerre, la contribution de leur or et de leur sang au salut du pays, donnant, par surcroît, tout leur appui aux patriotes républicains détenteurs du pouvoir pour assurer le triomphe de nos armes. Nul ne s'étonne, même à la Chambre, de voir réunis dans un même groupement extra-parlementaire (comme celui des mutilés, des anciens combattants, des intérêts viticoles, du suffrage familial), des députés d'extrême-droite, et des députés d'extrême-gauche rapprochés seulement pour la défense des mêmes intérêts. Pourquoi s'étonnerait-on de voir réunis, soit à la Chambre, soit dans le pays, pour la défense des intérêts catholiques... les catholiques de droite et de gauche?

Si le fait que quelques-uns d'entre eux, usant de leurs droits de libres citoyens, professent, en dehors de l'Union catholique, qu'un changement de régime procuré *par les moyens légaux* serait utile au bien du pays — si ce fait entraînait de la part d'un gouvernement républicain une attitude hostile à l'égard des Unionistes et de leurs justes revendications — ce gouvernement affirmerait par là-même la faillite de la formule républicaine.

Une telle attitude serait d'autant plus odieuse en France que le respect de la liberté civique y a été poussé jusqu'à l'excès à l'égard de telles et telles catégories de citoyens. Il existe en France, au vu et au su du pouvoir, des milliers de *fonctionnaires*, en particulier des milliers d'*instituteurs*, ayant donné publiquement leur adhésion et versant annuellement leur cotisation à des groupements ouvertement hostiles non seulement à la *forme constitutionnelle* mais encore à l'ordre social et national : la C. G. T., la 3^{me} Internationale communiste. Et non seulement le gouvernement tolère cette liberté, mais il continue à rétribuer, par les deniers publics, ceux qui la revendiquent violemment comme un droit.

« A cette heure », écrivait le journal *Le Temps* (20 novembre 1923) qu'on ne soupçonnera pas de cléricisme, « la France compte, avec 14.000 instituteurs et institutrices extrémistes, 67.000 syndicalistes plus ou moins révolutionnaires, et, en tout cas, rebelles à la légalité. »

mais aussi le rayonnement social de la morale chrétienne par l'exercice des droits et des devoirs du citoyen. Les enseignements des Souverains Pontifes sont sur ce point parfaitement lumineux. Méditons quelques-unes des déclarations de Pie X déjà citées :

« Le but de l'Action catholique est de réunir ensemble toutes les forces vives (des troupes catholiques) dans le but de *combattre* par tous les moyens justes et légaux la civilisation antichrétienne, replacer Jésus-Christ dans la *famille*, dans l'*école*, dans la *société*, s'employer, par conséquent, à rendre les lois publiques conformes à la justice, à *corriger* ou *supprimer* celles qui ne le sont pas. » (Encyclique *Il fermo proposito*.)

Benoît XV n'est pas moins catégorique :

« Le but de l'Union populaire est... de faire l'éducation de la conscience sociale, civique, morale et religieuse du peuple; d'assurer la défense et la mise en valeur de l'ordre social et de la civilisation chrétienne. »

Pie XI, à son tour, ne parle pas autrement et le *Bulletin officiel* de l'Action catholique commentant ses déclarations, après avoir dit : « L'Action catholique poursuit une sérieuse formation de l'individu », ajoute : elle a aussi pour objectif « d'exiger et d'obtenir que l'État donne à ses institutions juridiques une forme... qui en fasse non un obstacle mais une aide au développement dans les individus d'une forte conscience religieuse ». Cela, l'Action catholique le fera « par une intense propagande d'idées, en entrant directement en contact avec les pouvoirs

responsables, en opposant le faisceau de toutes les forces catholiques aux tentatives hostiles du pouvoir ».

Un tel programme, s'il n'a rien de commun avec une politique de parti, énonce néanmoins le devoir d'action civique qui incombe à tout citoyen libre et à tout catholique. L'Action catholique ne crée pas un devoir nouveau, elle rappelle un devoir fort ancien et offre le moyen de le mieux réaliser.

Dans sa lettre pastorale du 8 mars 1923, M^{gr} Guérard, évêque de Coutances, rappelle ces vérités en termes excellents (1).

Si l'Union catholique ne fait pas de politique c'est que, même au point de vue civique, elle a mieux à faire que cela : former la conscience civique des électeurs selon les règles de la morale chrétienne, préparer pour la vie publique une élite d'hommes de gouvernement profondément pénétrés des grands devoirs que leur dicte leur foi. C'est déjà la tâche assumée par l'A. C. J. F. auprès de notre jeunesse. Mais l'U. C. composée d'électeurs se contentera-t-elle de cette action indirecte?

Non. Les documents pontificaux et le bon sens ne nous laissent aucun doute sur ce point. En période électorale, l'Union ne se contentera pas de rappeler à ses membres le devoir grave de voter selon leur conscience et de travailler, à titre individuel, et de

(1) *Docum. cathol.*, 7 avril 1923, col. 835-852.

On trouvera de longs extraits de cette lettre à l'Annexe II.

tout leur pouvoir, au triomphe des candidats dont la conscience catholique approuve le programme. Elle pourra ou même devra exiger, selon les circonstances, des candidats qui briguent ses suffrages (à quelque parti qu'ils appartiennent), selon la méthode de l'Union des catholiques anglais ou américains, l'engagement de respecter les libertés catholiques.

Certes, cette démarche pourra être parfois délicate. La sagesse demandera, dans tel ou tel cas, que, pour éviter un plus grand mal, on se montre *peu exigeant* (1). Faut-il renoncer à une action nécessaire parce qu'elle comporte des difficultés d'application ou que ses résultats ne peuvent être atteints que progressivement? Un arbre même le mieux venu ne donne pas ses fruits dès la première année. Ce fut parfois un mal bien français que celui d'estimer inutiles des initiatives qui ne pouvaient aboutir qu'après un long et méthodique travail de préparation (2).

(1) Sans aborder ici la question de fond qui déborde notre compétence, il nous semble que le mémoire anonyme intitulé : *La politique religieuse en France et les élections en 1924*, adressé, en janvier 1923, aux évêques français (c. f. *Rome*, 15 juillet 1923), énonce une vérité de bon sens quand il dit que les catholiques devront « se maintenir dans le champ des possibilités électorales ». Il est bien vrai qu'« une bataille électorale n'est pas une pure campagne doctrinale où s'affirment avec éclat les principes, abstraction faite des résultats ». Il est tout de même bien désirable, et l'auteur du mémoire n'y contredit pas, que l'heure vienne où, grâce à l'Union de leurs forces, les catholiques pourront affirmer, enfin, même en période électorale, les principes et les exigences de leur foi.

(2) D'ailleurs, les résultats immédiats de l'Union même sim-

L'Union catholique s'abstiendra d'ailleurs soigneusement de se donner l'allure d'un groupement d'*opposition*. Son premier travail sera celui d'une collaboration dévouée à la paix, à la prospérité du pays. Comme le dit excellemment M^{gr} Gibier, elle s'imposera d'abord à l'attention et au respect « *par les services rendus* ». Et c'est cela avec la force inhérente à l'union qui donnera à ses justes revendications, quand le moment sera venu de les formuler devant les pouvoirs publics, l'autorité qui force l'attention.

plement ébauchée dépasseront souvent nos prévisions. Nous connaissons une ville du centre qu'un Comité radical terrorisa longtemps par ses manifestes, ses campagnes de presse... on s'aperçut un jour que ce Comité était composé d'un homme.

Un catholique considérable d'un département de l'Est nous racontait récemment comment lui et ses amis obtinrent aux élections qui précédèrent la guerre un facile succès. Les catholiques n'avaient pas de candidats. On avait parlé un peu partout des *Unions catholiques* en formation. Le diocèse en question n'en possédait pas. Ce catholique décide d'en former une avec quatre de ses amis. *Au nom de l'Union des catholiques*, ces cinq hommes rédigent un programme de revendications assez modestes mais très ferme qui est communiqué aux candidats et à la presse. Le résultat ne se fit pas attendre. Dans tout le département, les candidats s'appliquèrent à montrer que leur programme radical respectait les revendications de l'Union. L'un d'eux prit, en ce sens, des engagements formels, fut élu et tint parole. Après cette victoire, l'Union cessa d'exister pour ne revivre qu'en 1922, avec le même chef.

3. — L'Union catholique et la hiérarchie ecclésiastique.

Le problème de l'Action civique des Unions catholiques nous amène à un problème non moins important et plus délicat, celui du rôle de la hiérarchie ecclésiastique dans l'Union. Nous avons vu, à l'époque des pourparlers engagés par le cardinal Lavigerie avec Émile Keller, pour la fondation d'une grande Union nationale des catholiques, celui-ci attirer l'attention du cardinal et de Léon XIII sur la nécessité de laisser aux *seuls laïques*, « la direction, la responsabilité, des Comités catholiques, » faute de quoi l'action de ces Comités serait, au point de vue civique, réduite à rien. « Le rôle du clergé doit s'exercer dans les œuvres proprement dites qui ont pour but l'éducation chrétienne de la jeunesse, l'assistance des pauvres, l'amélioration du sort des ouvriers », etc., dit Keller, mais, au point de vue de l'action civique, sous peine de tout compromettre, la plus grande liberté d'action doit être laissée aux laïques. Il y a en France « des mots qui tuent » et celui de « parti des prêtres » est peut-être parmi ces mots. Nous trouvons la même affirmation non moins énergique sous la plume du saint laïque et du grand homme d'œuvre que fut Philibert Vrau :

« Nos Comités doivent être *laïques*, de telle sorte qu'ils *n'engagent pas la responsabilité des évêques, des curés*. Nos Comités doivent fonctionner avec l'as-

sentiment de l'Ordinaire et d'accord avec lui, mais sous leur propre et unique responsabilité », tel était le point de vue de Léon XIII (1).

Pie X, dans l'encyclique « *Il fermo proposito* », rappelle les mêmes principes. Il définit l'Action catholique un ensemble d'œuvres « dont les principaux soutiens et promoteurs sont les *laïques catholiques* ». Cette Action catholique « qui a pour but de promouvoir la vraie civilisation chrétienne », ne doit pas être évidemment « en opposition avec l'autorité ecclésiastique », elle ne doit pas non plus être indépendante « du conseil et de la haute direction de l'autorité ».

Néanmoins,

« Il est certain, ajoute Pie X, que de telles œuvres doivent se mouvoir avec la *liberté* qui leur convient raisonnablement, puisque *c'est sur elles-mêmes que retombe la responsabilité* de leur action dans les affaires temporelles et économiques, ainsi que dans celles de la vie publique, administrative ou politique, toutes choses étrangères au ministère purement spirituel... Le prêtre, élevé au-dessus des autres hommes pour remplir la mission qu'il tient de Dieu, doit se maintenir également au-dessus de tous les intérêts humains, de tous les conflits. Son propre champ d'action est l'Église. En agissant ainsi, il n'apparaît pas homme de parti. »

(1) Qui, d'ailleurs, n'estimant pas cette indépendance suffisante pour faire tomber les préjugés et les hostilités auxquels se heurtait l'Action des catholiques, désirait, dans le même but, voir les Comités catholiques se placer nettement sur le terrain constitutionnel.

A ces sages directions Benoît XV et Pie XI donneront leur conclusion pratique dans l'organisation de l'Union populaire. L'Union se proposant un but *mixte* (et non point seulement religieux comme celui des Confréries ou Congrégations), le prêtre ne sera *jamais* le président ou directeur des Unions paroissiales ou diocésaines, il en sera l'Assistant-ecclésiastique, l'Aumônier-conseil. Il en sera de même dans les autres grandes œuvres à but mixte : Jeunesse catholique(1), Hommes catholiques, Femmes catholiques, Jeunesse féminine catholique... Telle a été la direction constante des derniers Souverains Pontifes (2). Il est facile d'en voir le bien fondé, soit qu'on examine les principes, soit qu'on fasse appel à l'expérience. Sans sortir de France, *quelles sont les œuvres qui ont vécu, prospéré* (même pendant

(1) Le Père Tournade, aumônier général de la Jeunesse catholique, nous répétait, au lendemain d'une audience de Pie X, ces paroles du Souverain Pontife : « Dites et redites ceci : le prêtre, dans la *Jeunesse catholique*, doit être aumônier; aumônier et non pas directeur ou président.

« Ce titre et ce rôle doivent appartenir aux laïques seuls. »

(2) Je sais qu'en dehors d'Italie on a parfois redouté, si on suivait ces directives et ces exemples, de tomber dans le péril du laïcisme. C'est là un déplorable abus des mots. Le laïcisme, au sens condamnable du mot, n'est pas autre chose que l'athéisme social... Il y a un laïcisme détestable (auquel il serait singulier que Rome nous ait mené par inadvertance) qui consiste à nier la mission divine de l'Église et de la hiérarchie — et un autre excellent, nécessaire, que l'Église a toujours encouragé, c'est la distinction des deux pouvoirs : spirituel et temporel, c'est l'apostolat des laïques, apostolat que l'encyclique « *Ubi Arcano Dei* » exaltait naguère. En des temps comme les nôtres où le laïcisme athée a rendu suspect dans tant de milieux l'apostolat du prêtre,

la guerre, tombeau de tant d'organisations?) : les Conférences de Saint-Vincent de Paul, la Jeunesse catholique, l'Association catholique des chefs de famille, la Ligue patriotique des Françaises, la Ligue des Femmes françaises...

Or, toutes ces œuvres vivaces se distinguaient des défunctes Unions diocésaines par les mêmes caractéristiques : 1^o Toutes étaient conçues sur un *plan national*, sans cesser pour cela de s'enraciner dans la paroisse. Cela permettait à tous les groupes de bénéficier des secours variés que seule une grande œuvre peut fournir, secours des revues, des congrès... Un groupement était-il sur le point de tomber, le mouvement de l'ensemble le relevait, l'entraînait... Il faisait partie d'un faisceau où les éléments composants s'appuyaient les uns aux autres.

L'apostolat des laïques est devenu plus nécessaire que jamais; Pie XI, dans l'encyclique citée l'appelle une sorte de sacerdoce : « Regale sacerdotium. »

Nous avons publié (*Hostia*, janvier 1921, pp. 22-24) un entretien de Benoît XV avec M. van Goethem, un avocat de Gand de nos amis, qui consacre une partie de sa vie, lui *laïque*, père d'une nombreuse famille, à prêcher dans les théâtres, les salles publiques... l'Évangile, la communion précoce et la communion fréquente...

Le 1^{er} avril 1921, Benoît XV, recevant M. Van Goethem en audience, après l'avoir félicité de son apostolat, lui disait : « L'Apostolat laïque n'est pas seulement une bonne chose, une chose utile, mais une chose *nécessaire*. — Les fidèles ont pour devoir d'aider le prêtre dans sa mission, d'abord parce qu'ils peuvent atteindre beaucoup de personnes chez qui le prêtre n'a pas accès, et puis, ils touchent parfois les cœurs que le prêtre ne parvient pas à émouvoir, parce qu'ils se disent que celui-ci travaille par devoir d'état, ce qui n'est pas le cas pour les laïcs qui agissent par conviction personnelle. »

2° Surtout, ces œuvres, fidèles aux directives que nous venons de rappeler, avaient respecté, dans le domaine de l'action, l'*indépendance*, l'*initiative des laïques* auxquels on s'adressait. Certes, l'action du prêtre était partout présente. Il assumait un rôle de direction au point de vue religieux et doctrinal, un rôle de conseil quant à l'activité civique et sociale. Mais c'était vraiment sur les cadres laïques que reposait la responsabilité de l'action.

Selon la juste réflexion de Pie X, on respectait « la liberté de ces œuvres » puisque « c'était sur elles que retombait la responsabilité de leur action ».

Responsabilité! mot qui à lui seul contient en matière d'œuvres toute une méthode.

C'est la responsabilité qui crée le dévouement, elle qui crée les chefs.

Or, les œuvres vivent par l'action d'un petit nombre de chefs. Du seul point de vue de l'expérience on voit combien il est important, à l'origine d'un mouvement comme celui des Unions, de ne pas compromettre l'avenir par une conception erronée du rôle qu'on y donnera aux laïques. C'est eux et non point les prêtres qu'on désire grouper, à qui on veut donner un rôle pour la défense de la cité, de l'Église. Il servirait de peu de créer des cadres magnifiques, de dresser des plans de campagne parfaits... si les cadres demeurent vides, si les soldats dévoués font défaut.

Ce n'est pas avec du papier qu'on crée de l'action, c'est avec des hommes.

Mais ce point de vue pratique ne doit pas nous faire oublier le point de vue supérieur de la doctrine rappelé par Pie X. Le prêtre est l'homme de tous. « Élevé au-dessus des autres hommes, pour remplir la mission qu'il tient de Dieu, il doit se maintenir au-dessus de tous les conflits. »

Or, si ces directives doivent être prises en considération pour des œuvres comme la Jeunesse catholique dont le rôle social et civique est forcément assez limité et où, par conséquent, les inconvénients de la présidence confiée au prêtre seraient moindres, à combien plus forte raison doivent-elles être attentivement appliquées dans l'organisation des Unions catholiques ! Celles-ci s'adressent surtout à des citoyens pourvus d'un mandat d'électeur. À ces hommes on demandera, non seulement de s'aider de la force de l'union pour mieux pratiquer leur religion, mais encore de prendre conscience de leurs devoirs civiques, d'agir éventuellement auprès des pouvoirs publics ou des candidats aux charges publiques, pour obtenir le respect des droits des catholiques, l'amendement ou le retrait des lois qui violent ces droits.

Ce programme d'action civique demande, nous semble-t-il, d'après les paroles pontificales, que le prêtre abandonne *la présidence, la direction et la responsabilité* de l'Union à des laïques (1). Le rôle

(1) A moins qu'on ne prévoie dans l'Union un *double* organisme; l'un qui, sous le nom de Ligue eucharistique ou tout autre, limitera son rôle à l'*action religieuse* : messe et communion mensuelle

du prêtre ne sera pas diminué par là mais spécifié.

« Le prêtre n'est présent dans vos groupes, écrivait Pie X à la Jeunesse catholique française (22/2/ 1907), que pour y être, selon les cas, le docteur, le conseiller, le guide. » Ce rôle pour être limité n'en est pas moins prépondérant. Au prêtre les responsabilités de la doctrine, aux laïques les responsabilités de l'action (1).

Et il importe qu'une telle distinction des responsabilités soit non seulement réelle mais *connue* comme telle.

Cela dans l'intérêt du prêtre non moins que dans l'intérêt de l'Union. Un exemple : parmi les campagnes proposées pour l'Assemblée des archevêques à l'activité des Unions, je relève la campagne en faveur de la *Répartition proportionnelle scolaire*. Quel pourra être, sur ce terrain, le rôle du prêtre au sein de l'Union? Le rôle de docteur. Il exposera la doctrine de l'Église sur l'école, sur la neutralité... Il montrera dans la R. P. S. *un* moyen de se rappro-

retraite fermée, etc... et il n'y a alors aucun inconvénient à donner, ici, si on le juge bon, le titre de président au prêtre; l'autre qui, avec le nom d'Union catholique, et sous la direction des laïques choisis par leurs pairs, s'occupera plus spécialement d'*action civique et sociale*. Encore, même dans le premier cas, importera-t-il, généralement, si la Ligue impose des cotisations et possède une *caisse*, que le prêtre directeur abandonne aux laïques la gestion et la responsabilité *financière* de l'œuvre.

(1) Dans certaines Unions on a donné au prêtre le titre de *Directeur-ecclesiastique* (celui de Président à un laïque). Il ne semble pas que ce titre donné au prêtre, pourvu que les attributions respectives soient nettement déterminées, soit contraire aux directions pontificales rappelées.

cher de ce qui est le vœu de l'Église et en même temps de faire régner un peu plus d'équité, d'égalité, dans la direction des affaires publiques. Ira-t-il plus loin, lui, curé de paroisse, prendra-t-il la direction d'une campagne « d'action directe » si je puis ainsi m'exprimer? d'une campagne de pétitions, d'une campagne de démarches auprès des pouvoirs municipaux, auprès des parlementaires élus ou éligibles? Non; ce serait d'abord, généralement, rendre un mauvais service à la cause elle-même. D'une revendication de haute justice faite pour rallier tous les amis de l'équité, de la culture, les ennemis feraient aussitôt, à l'usage des esprits simplistes qui sont si nombreux, une pure revendication « cléricale ». Le curé lui-même risquerait de compromettre son autorité en une telle campagne, non seulement auprès des non catholiques, mais encore des catholiques. Après tout, même après le vœu trois fois répété de l'Assemblée des archevêques, la R. P. S. demeure une question libre.

L'unanimité des catholiques n'est pas faite sur ce point et ne le sera peut-être jamais.

Que le prêtre aumônier de l'Union, comprenant au contraire son rôle comme l'ont compris, en la même matière, les aumôniers de la *Jeunesse catholique* ou de l'*Association catholique des chefs de famille*, après avoir exposé la doctrine, fait connaître le vœu de l'Assemblée annuelle, laisse les directeurs laïques de l'Union entreprendre leur campagne à leurs risques et périls, sous leur *exclusive* responsabilité. La cause y gagnera et le prestige du prêtre ne

du prêtre ne sera pas diminué par là mais spécifié.

« Le prêtre n'est présent dans vos groupes, écrivait Pie X à la Jeunesse catholique française (22/2/ 1907), que pour y être, selon les cas, le docteur, le conseiller, le guide. » Ce rôle pour être limité n'en est pas moins prépondérant. Au prêtre les responsabilités de la doctrine, aux laïques les responsabilités de l'action (1).

Et il importe qu'une telle distinction des responsabilités soit non seulement réelle mais *connue* comme telle.

Cela dans l'intérêt du prêtre non moins que dans l'intérêt de l'Union. Un exemple : parmi les campagnes proposées pour l'Assemblée des archevêques à l'activité des Unions, je relève la campagne en faveur de la *Répartition proportionnelle scolaire*. Quel pourra être, sur ce terrain, le rôle du prêtre au sein de l'Union? Le rôle de docteur. Il exposera la doctrine de l'Église sur l'école, sur la neutralité... Il montrera dans la R. P. S. *un moyen* de se rappro-

retraite fermée, etc... et il n'y a alors aucun inconvénient à donner, ici, si on le juge bon, le titre de président au prêtre; l'autre qui, avec le nom d'Union catholique, et sous la direction des laïques choisis par leurs pairs, s'occupera plus spécialement d'*action civique et sociale*. Encore, même dans le premier cas, importera-t-il, généralement, si la Ligue impose des cotisations et possède une *caisse*, que le prêtre directeur abandonne aux laïques la gestion et la responsabilité *financière* de l'œuvre.

(1) Dans certaines Unions on a donné au prêtre le titre de *Directeur-ecclésiastique* (celui de Président à un laïque). Il ne semble pas que ce titre donné au prêtre, pourvu que les attributions respectives soient nettement déterminées, soit contraire aux directions pontificales rappelées.

cher de ce qui est le vœu de l'Église et en même temps de faire régner un peu plus d'équité, d'égalité, dans la direction des affaires publiques. Ira-t-il plus loin, lui, curé de paroisse, prendra-t-il la direction d'une campagne « d'action directe » si je puis ainsi m'exprimer? d'une campagne de pétitions, d'une campagne de démarches auprès des pouvoirs municipaux, auprès des parlementaires élus ou éligibles? Non; ce serait d'abord, généralement, rendre un mauvais service à la cause elle-même. D'une revendication de haute justice faite pour rallier tous les amis de l'équité, de la culture, les ennemis feraient aussitôt, à l'usage des esprits simplistes qui sont si nombreux, une pure revendication « cléricale ». Le curé lui-même risquerait de compromettre son autorité en une telle campagne, non seulement auprès des non catholiques, mais encore des catholiques. Après tout, même après le vœu trois fois répété de l'Assemblée des archevêques, la R. P. S. demeure une question libre.

L'unanimité des catholiques n'est pas faite sur ce point et ne le sera peut-être jamais.

Que le prêtre aumônier de l'Union, comprenant au contraire son rôle comme l'ont compris, en la même matière, les aumôniers de la *Jeunesse catholique* ou de l'*Association catholique des chefs de famille*, après avoir exposé la doctrine, fait connaître le vœu de l'Assemblée annuelle, laisse les directeurs laïques de l'Union entreprendre leur campagne à leurs risques et périls, sous leur *exclusive* responsabilité. La cause y gagnera et le prestige du prêtre ne

risquera pas d'être compromis. Vraies en tous temps, combien ces remarques le seront davantage en période électorale, alors que les passions politiques déchaînées risquent de déformer (surtout en France) les démarches les plus simples de la hiérarchie ecclésiastique (1)!

Plusieurs Unions catholiques diocésaines d'avant-guerre, n'ayant peut-être pas assez présentes à l'esprit ces vérités de fait, donnaient au clergé la présidence et la direction effectives. Cela non point seulement pour le côté spécifiquement religieux de l'Union, mais pour son activité totale à la fois religieuse, sociale et civique. Ce n'était qu'un essai, une expérience. Il semble qu'elle n'ait pas été heureuse. Tandis, comme nous l'avons dit, que d'autres œuvres au programme à peu près identique prospéraient, ces Unions, après avoir végété, exercé une action publique médiocre, disparaissaient à peu près toutes ou donnaient naissance à un certain nombre d'Unions diocésaines plus indépendantes.

(1) Nous ne croyons pas qu'il faille accepter toutes les affirmations de M. Émile Faguet dans son livre sur l'*Anticléricalisme*, nous pensons que c'est exagérer quelque peu que de parler d'une « horreur innée, d'une phobie congénitale du peuple français pour le gouvernement des curés ». Horreur ou phobie héritée des souvenirs de l'ancien régime et soigneusement entretenue par les manuels scolaires. Mais il reste peut-être vrai que, plus qu'en Italie, beaucoup plus qu'en Angleterre ou aux États-Unis, les directives des Souverains Pontifes prescrivant aux membres du clergé, « comme personnages publics », de s'abstenir de toute politique, de s'en abstenir même dans les « cas douteux », sont d'une grande sagesse pratique et ne sauraient être négligées sans de graves inconvénients.

Mais, gênées, d'une part, dans leur recrutement, par le voisinage d'un autre type d'unions et les préjugés qui, de ce fait, s'attachaient à leur nom; manquant par ailleurs de la force qui leur fût venue d'une organisation nationale, celles-ci périrent à leur tour(1).

(1) Elles périrent parfois aussi, il serait facile d'en fournir des exemples éloquentes, parce que les catholiques tombèrent trop souvent dans ce qui est un des plus graves écueils de nos œuvres, le principe de *gratuité*. On ne demandait pas aux adhérents de verser une cotisation sérieuse qui eût contribué à les intéresser à leur œuvre. En conséquence et parce qu'ils n'avaient, par ailleurs, aucune responsabilité dans cette œuvre, pas même celle d'un vote, ils s'en désintéressaient. Le groupement manquant de ressources, ayant à se mesurer avec des organisations anticléricales abondamment rentées, n'osait rien entreprendre. Or, la vie est engendrée par l'action, *Vita in motu*.

Tous les services devaient être assurés *gratuitement*. On oubliait que ce secrétaire, ce président, ce conférencier, ce journaliste... dont l'Union réclamait le temps, les services, avait des devoirs d'état, devait assurer par son travail le pain de sa femme et parfois le pain et l'avenir de nombreux enfants. Devant les nécessités de l'existence, des hommes dont on aurait pu faire de vrais chefs se retiraient cédant la place à d'autres qui, mieux pourvus de ressources matérielles, manquaient seulement des qualités qui font les chefs.

« Les chefs, nous disait un prêtre éminent, ne nous ont jamais manqué. Nous en avons eu, nous en avons un grand nombre. Des chefs possibles et hors pair il en sort chaque année de nos grandes écoles. Que leur manque-t-il pour qu'ils deviennent les chefs réels d'une action catholique vraiment active? Il manque qu'on fasse appel à leur initiative, qu'on leur abandonne des responsabilités, et qu'on leur assure des ressources. Bref, qu'on « industrialise », au bon sens du mot et selon la formule américaine, l'action catholique... Nous ne sommes pas riches, objecte-t-on! Cependant la générosité catholique dépense, annuellement, des millions pour des constructions... des œuvres excellentes. Mais n'oublie-t-elle pas un peu les leçons d'un passé bien récent? En d'autres temps aussi on dépensait des sommes considérables à embellir la maison, à l'agrandir... sans s'être assuré que les

* * *

Pour résumer l'effort de réorganisation auquel nous assistons, voici, semble-t-il, le plan architectural d'action catholique française vers lequel nous nous acheminons.

Au sommet, l'*Assemblée annuelle* des cardinaux et archevêques avec sa Commission permanente, son Secrétariat, ses Ministères divers.

L'Assemblée dégage parmi les vœux transmis au Secrétariat et à la Commission permanente (par les évêques, les directions des œuvres, les Congrès catholiques), les directives qui lui paraissent plus opportunes. Ces directives sont transmises par les évêques, les curés aux unions paroissiales ou diocésaines... Elles sont par eux expliquées, du point de vue de la doctrine.

Les divers ministères (enseignement, presse, etc.) fonctionnant sous la direction de la Commission

fondations étaient solides, qu'elles ne seraient pas emportées par la prochaine tempête. — La tempête vint en 1901, en 1905 qui, en quelques jours, emporta tout. N'aurait-on pas agi prudemment en consacrant quelques-uns des millions qu'on utilisait pour des buts particuliers à la sauvegarde de l'intérêt général : en créant un puissant *journalisme catholique*, en organisant l'action catholique, en lui donnant partout des chefs dont le zèle ne fût pas paralysé par la préoccupation du pain quotidien?... Il est vrai, cela supposait l'existence d'une mentalité mettant l'intérêt général au-dessus des intérêts individuels. — Mais, puisque pourvoir à l'intérêt général était la seule manière, comme le prouve une expérience périodiquement renouvelée, de sauver de la ruine les intérêts particuliers! »

permanente se mettent *au service* de l'Union catholique pour unifier son action.

Dans chaque paroisse, chaque canton, chaque diocèse, l'Union catholique groupe, sous la haute direction du clergé et la présidence responsable des élus, les hommes catholiques pratiquants ou, du moins, sympathiques à l'idée catholique.

Le Congrès général des présidents diocésains élit le Comité général de l'Union catholique. Présidents et présidentes des grandes œuvres nationales font de droit partie de ce Comité général.

Bref : le pouvoir *législatif*, au sens très large du mot — car il n'est pas question ici d'émettre des lois, mais seulement de formuler des vœux — est assumé par l'Assemblée annuelle des Archevêques; le pouvoir *exécutif* est confié aux laïques qui dirigent (sous le contrôle doctrinal de la hiérarchie) les Comités paroissiaux, cantonaux, diocésains, enfin le Comité national.

* * *

Cette construction paraîtra à plusieurs un beau rêve : « Nous sommes des latins », diront-ils et donc une race réfractaire à l'organisation (1). Les Italiens

(1) Cela n'a pas empêché la Jeunesse catholique française de créer un type d'organisation qui a servi de modèle à plusieurs pays. — Voir. Annexe IV, une brève étude sur l'organisation de l'A. C. J. C.

Aux Annexes V et VI nous donnons aussi une brève étude sur l'organisation de l'Action catholique aux *Etats-Unis*, en

aussi sont des latins. Et pourtant, en peu d'années, cette organisation est devenue chez eux une réalité. L'Action catholique italienne nous donne de magnifiques exemples d'esprit d'initiative et de décision. Ceux qui prédisaient que l'*union obligatoire de toutes les œuvres* de formation chrétienne et d'apostolat en un seul organisme allait alourdir l'action catholique en Italie sont heureusement déçus. Les initiatives particulières des groupes et des fédérations continuent à se produire. Mais on assiste à de puissantes campagnes d'ensemble qui étaient impossibles avant cette centralisation.

Deux exemples plus récents, pris parmi cent autres.

Le gouvernement italien a décidé que tous les collégiens, ceux des institutions privées et ceux des établissements publics, devraient subir désormais un examen d'éducation physique. Immédiatement, le *Comité central de l'Action catholique* italienne convoque un *Congrès national d'éducation physique*, auquel sont priés de participer ceux qui dirigent ou sont susceptibles d'organiser et de diriger des groupes d'éducation physique. Ce Congrès obtint le plus franc succès. Il s'imposa à l'opinion. Ses conclusions furent communiquées à tous les intéressés, y compris le gouvernement, qui promet de les exa-

Belgique, en Allemagne. Ces leçons de choses plus efficaces que de longues dissertations nous dispensent d'insister sur d'importants détails d'organisation que l'étude des faits suggérera d'elle-même.

miner avec bienveillance. Et cette promesse fut tenue, puisque certaines modifications, donnant satisfaction aux amis de l'enseignement libre, ont été apportées au décret gouvernemental.

Autre initiative non moins heureuse. A la suite du décret du gouvernement sur la réforme de l'enseignement moyen le *Comité général de l'Action catholique* italienne convoque un *Congrès de l'enseignement moyen*. Celui-ci réussit, comme le précédent, au delà de toute espérance. Des directives générales pour les prochaines campagnes scolaires ont été arrêtées. Des démarches ont été faites auprès des autorités civiles et du gouvernement qui ont trouvé cette initiative fort naturelle et en ont tenu grand compte.

Vraiment, l'union de toutes les forces d'action catholique, dont il n'est pas difficile de prévoir *a priori* les résultats considérables, se montre plus efficace encore, expérience faite, que ne le concevaient ses partisans les plus optimistes.

CINQUIÈME PARTIE

Annexes et Documents.

ANNEXE I.

Deux synthèses.

1° **L'organisation des forces catholiques**, par le P. YVES DE LA BRIÈRE, professeur à l'Institut Catholique de Paris.

L'Organisation des forces catholiques: tel était le titre de « l'Intention mensuelle » donnée par Benoît XV, en janvier 1918, aux prières de la grande armée spirituelle qu'est l'*Apostolat de la Prière*.

Le R. P. Yves de la Brière développa cette intention dans le *Messenger du Cœur de Jésus* (t. XCIII, pp. 65-75). Voici quelques extraits de son article (1) :

« En publiant ces pages, à peine est-il besoin de le dire, on ne prétend nullement proposer une règle

(1) Quelques-unes des idées qui y sont développées, en particulier sur le rôle du prêtre dans l'Union et l'opportunité du l'organisation d'un double type d'*Union* (l'une spécifiquement religieuse et présidée par le clergé, l'autre plus spécialement consacrée à l'action civique et dirigée par les laïques) me paraissent discutables ou moins opportunes. Ces réserves n'enlèvent rien d'ailleurs à la valeur suggestive des points de vue développés par l'éminent rédacteur des *Etudes*. — A. B.

d'action uniforme à adopter dans tous les diocèses. Si les besoins sont plus ou moins les mêmes partout, les ressources sont si différentes ! Et puis, seuls, les pasteurs ont qualité pour juger et décider ce qu'il est plus opportun de faire, chacun chez soi.

« On désire seulement, d'après les expériences faites, à notre connaissance, suggérer quelques éléments d'un programme d'organisation des forces catholiques que la nature même des choses, dans les circonstances présentes, semble rendre plus utiles et même plus nécessaires.

« Présidée par l'évêque, l'*Union diocésaine* assume la direction générale des œuvres et des institutions catholiques du diocèse tout entier. Elle a pour organe central le *Comité diocésain*, qui se réunit au moins une fois par mois et possède un secrétariat permanent.

« 1^o Le *Comité diocésain* pourra être subdivisé en *sections* particulières, groupant les compétences d'après leurs spécialités respectives... Les sections ou commissions du Comité diocésain peuvent être, par exemple, les suivantes, comme dans la distribution adoptée par le diocèse de Paris : œuvres de religion et de piété, œuvres d'enseignement et d'éducation, œuvres de jeunesse et de persévérance, œuvres charitables et sociables, œuvres de presse, œuvres de propagande.

« La tâche du *Comité diocésain* sera d'étudier les méthodes à suivre, les campagnes d'ensemble à promouvoir — il encouragera, coordonnera et disciplinera les initiatives personnelles et locales. Il sera le centre de direction et de documentation... le centre vivant et permanent de l'organisation des forces catholiques du diocèse. A certains jours, il préparera certaines manifestations extérieures : congrès diocésains, journées diocésaines où l'on transmettra le mot d'ordre pour la coordination des efforts. Quand les circonstances le réclameront, le Comité diocésain organisera

encore des réunions, des pétitions, des cortèges, des manifestations religieuses.

« Entre le *Comité diocésain* et le *Comité paroissial* pourra utilement s'interposer un *Comité cantonal*, dirigé par le curé doyen. Néanmoins, l'organe essentiel, avec le Comité diocésain, sera le groupement des *forces paroissiales*.

« La paroisse, en effet, demeure le centre normal de la vie religieuse des chrétiens et des familles chrétiennes.

« La fréquentation d'un centre d'action religieuse en dehors de la paroisse pourra bien se juxtaposer très légitimement, mais ne devra pas se substituer à la fréquentation de la paroisse et de ses œuvres. Indubitablement, l'organisation paroissiale est le cadre assigné, depuis de longs siècles, à la piété, à la charité des fidèles, par la discipline même de l'Église.

« On doit d'autant moins en disconvenir que les œuvres puissantes qui débordent les limites d'une paroisse, les limites même d'un diocèse, et couvrent tout un grand pays, s'adaptent parfaitement, l'expérience le prouve, au cadre local de la paroisse... L'adaptation à l'organisme paroissial, comme à l'organisme diocésain, n'empêche aucune de ces grandes associations religieuses, instituées pour le bien général de l'Église de France et protégées par le Saint-Siège, de conserver l'*autonomie corporative*, l'esprit distinctif, la force de cohésion hiérarchique qui sont indispensables au rayonnement de leur influence et de leur apostolat. Sous la direction effective du curé, deux organismes présideront à l'œuvre de propagande et d'action catholique dans la paroisse; le *Comité paroissial* et l'*Union paroissiale*.

« 2^o Le *Comité paroissial* se compose d'un nombre restreint de catholiques pratiquants et militants qui représentent les diverses œuvres paroissiales, les diverses catégories de la population.

« L'*Union paroissiale* sera une association beaucoup plus étendue, on y admet tous les *catholiques pratiquants* et même tous les *hommes* de la paroisse, qui, sans remplir chacun des devoirs de la pratique religieuse, font cependant profession publique de catholicisme : tels les pères qui choisissent pour leurs enfants l'école catholique ou le patronage catholique.

« Par l'*Union paroissiale*, il faudra grouper en bataillons compacts et permanents la grande foule des croyants — cette foule qui paraît ignorer la force religieuse que lui donnerait une organisation méthodique.

« Quelques paroisses de nos grandes villes possèdent leur *Union paroissiale*, d'ores et déjà florissante, pouvant servir de modèle à ce qu'il faudra tâcher d'organiser partout. Dans telle paroisse du faubourg parisien, l'union paroissiale compte autant de subdivisions, avec chef responsable pour chacune, que la paroisse compte elle-même de quartiers, de secteurs et de rues : tous les adhérents peuvent être atteints, convoqués, *mobilisés* en quelques heures (1).

« Dans certains diocèses et, en particulier à Paris, il existe ou il est question d'établir une *carte de catholicité*, délivrée à chaque adhérent de l'Union paroissiale, renouvelable annuellement et portant la signature du curé. En cas de changement de domicile, la *carte de catholicité* donnerait le droit d'être immédiatement accueilli dans l'Union paroissiale de la nouvelle résidence.

« 3^o Toujours présidé par le curé, le *Comité paroissial* se rassemble au moins une fois par mois, pour examiner les questions mises à l'étude et adopter les résolutions utiles, dont l'exécution sera confiée à des commissaires responsables.

« Le Comité paroissial se tient en rapports périodiques

(1) En 1922, les 181 *Unions paroissiales* de Paris et de sa banlieue comptaient déjà environ 100.000 hommes adhérents. — A. B.

avec le Comité diocésain qui siège à l'évêché... ou encore avec le Comité cantonal. L'un des bienfaits du Comité paroissial... est de mettre en rapports les uns avec les autres les *principaux hommes d'œuvres* et de faciliter par là une collaboration plus effective entre les différentes œuvres de la paroisse. Pareille collaboration fraternelle doublera le bien que toutes ces œuvres accompliront.

« Selon l'heureuse expression de M^{sr} Gibier, évêque de Versailles, qui a tant travaillé pour l'organisation paroissiale, cantonale, diocésaine des catholiques de France, « le *Comité paroissial* doit être le *syndicat d'initiative* de toutes les entreprises d'apostolat catholique « *réalisées* sur le territoire de la paroisse ».

« Comité paroissial et union paroissiale, comité cantonal, comité diocésain, et union diocésaine, tels sont les cadres tout indiqués de l'organisation méthodique et générale des catholiques groupés dès à présent sur le terrain religieux autour de leurs pasteurs.

« 4^o On est en droit de souhaiter autre chose encore — mais ici nous ne parlons que sous réserve des indications éventuelles de l'autorité religieuse.

« A l'organisation purement religieuse des catholiques unis dans les œuvres paroissiales et diocésaines, pourquoi ne juxtaposerait-on pas l'union générale, dans le domaine de l'action *civique*, entre catholiques de toutes nuances, pour la défense politique des libertés de l'Église?

« Toutes sortes de modalités peuvent être envisagées pour donner corps à cette idée généreuse dont il faut bien avouer que, jusqu'à ce jour, on n'a pu accomplir en France aucune réalisation importante et durable.

« Néanmoins, nous persistons à croire que cette union pour la défense politique de l'Église ne doit pas être tenue pour à jamais impossible.

« *Il ne s'agirait pas de compromettre la hiérarchie religieuse dans la bagarre des luttes politiques*, car l'union des catholiques pour la défense politique de l'Église s'accomplirait entre catholiques laïques, agissant *sous leurs propres responsabilités* en tant que citoyens français. Ce ne serait pas, comme l'union paroissiale et diocésaine des œuvres, un groupement qui aurait pour chef les évêques eux-mêmes. Le pouvoir spirituel prêche la croisade : ce n'est pas lui qui prend le commandement militaire de l'armée des croisés.

« Il ne s'agirait pas davantage de créer en France un *parti catholique*, c'est-à-dire une organisation politique de même ordre et de même caractère que les divers partis politiques existant dans notre pays. L'expérience paraît avoir condamné à jamais toute tentative de ce genre qui tendrait à constituer les catholiques, comme catholiques, en un parti distinct ayant pour objet, de même que chacun des autres partis, *de conquérir le pouvoir gouvernemental*. Mais rien ne permet de déclarer inconcevable une organisation de défense politique de l'Église, à laquelle adhéreraient les catholiques de toutes les nuances politiques et continuant d'appartenir aux différents partis politiques entre lesquels se répartissent, de fait, les catholiques français. Nous ne croyons pas énoncer une utopie.

« A l'heure actuelle, il existe des groupements considérables, consacrés à l'étude ou à la propagande exclusive de certaines réformes déterminées, qui échappent aux cadres de la politique de parti. On connaît, par exemple, une puissante Union des agriculteurs de France, une organisation de défense viticole, une ligue navale, etc.

« Dans chacune de ces organisations collaborent à la fois des hommes de droite, de gauche et du centre, qui demeurent notoirement divisés par ailleurs sur le terrain politique, mais rapprochés par une idée

commune, un intérêt commun. Ensemble, ils formulent leurs revendications auprès des pouvoirs publics, déclarent subordonner respectivement leur adhésion électorale à l'acceptation par leur propre candidat, de certains engagements catégoriques conformes aux exigences de leur groupement. Pourquoi donc les catholiques français, divisés sur le terrain politique, ne parviendraient-ils pas, eux aussi, à constituer, en marge des partis politiques, une *organisation exclusivement consacrée à la défense des intérêts religieux dans le domaine de l'action politique*? Quelle que soit l'orientation à venir de la politique française, quelle que soit même la forme des institutions gouvernementales, l'union générale des catholiques de toutes nuances aura sa raison d'être... pour promouvoir la défense politique des libertés de l'Église, pour combattre toute législation contraire aux intérêts catholiques, pour exiger de ceux qui exercent ou qui briguent le pouvoir, l'acquiescement aux revendications formelles des catholiques en matière de liberté religieuse, de liberté d'association, de liberté d'enseignement. »

« Les catholiques constituent dans la nation une grande force éparse et diffuse. L'organisation dont nous parlons rassemblerait, *réaliserait* cette force et la mettrait en mesure de peser efficacement sur les législateurs et les gouvernants de la nation.

« De l'autre côté de la Manche existe l'*Union des catholiques de Grande-Bretagne*, qui constitue l'organisation active des forces catholiques en Angleterre, qui dirige la propagande et l'action catholique contre les projets de loi opposés aux intérêts de l'Église, qui formule (en certains cas) les revendications législatives et scolaires à l'acceptation desquelles tout catholique subordonnera l'octroi de son suffrage, même au candidat de son parti. Et l'Union catholique des catholiques de Grande-Bretagne est composée indis-

tinctement de catholiques appartenant à tous les partis politiques du Royaume-Uni, partis dont on sait pourtant quel fut, durant surtout les quinze années qui précédèrent la guerre européenne, l'antagonisme vraiment exaspéré. Le symbole de cette féconde collaboration des catholiques, divisés par la politique des partis et *rassemblés pour la défense politique de l'Eglise*, fut que l'Union catholique de Grande-Bretagne eut à la fois pour président l'une des notabilités du parti conservateur et unioniste, le duc de Norfolk, et pour vice-président l'une des notabilités du parti libéral et radical, le marquis de Ripon... Tel est l'exemple que nous voudrions proposer en vue de l'organisation des forces catholiques en France, pour la défense politique des libertés de l'Eglise.

« L'une des bénédictions divines que, pour tous nos frères catholiques, nous sollicitons avec confiance du Sacré-Cœur de Jésus-Christ est que, fortifiés par le rayonnement de son amour, ils triomphent des causes funestes de division et que, défenseurs généreux de la vérité qui sauve, ils soient *consommés dans l'unité* ».

* * *

2^o Pour l'Action catholique, par M^{gr} GOURAUD.

Dans son volume : *Pour l'Action catholique*, publié, en 1913, à l'Action populaire, M^{gr} Gouraud, évêque de Vannes, consacrait deux longs chapitres au problème des *Unions catholiques* (1). Il faut lire

(1) Voici l'analyse du chapitre III de la II^e partie (pp. 178-206) :

I. — *Nécessité d'une union organisée des catholiques.*

Situation des catholiques menacés dans leur vie religieuse et

ces deux chapitres et les méditer; contentons-nous ici d'en exposer les grandes lignes. Pourquoi organiser des *Unions catholiques*? se demande M^{sr} Gouraud.

« Les catholiques paraissent déjà organisés, puisque partout la paroisse existe, groupant les fidèles autour du prêtre, les paroisses sont groupées autour de l'évêque qui gouverne le diocèse, pourquoi chercher une autre organisation? »

Pourquoi? Les faits, « l'impuissance des catholiques à se défendre efficacement », donnent une réponse suffisante. « Il s'est fait comme une sorte de fossé entre les fidèles et le clergé », et ce fut parfois notre faute... « Est-ce que la personnalité du curé n'a pas absorbé l'activité paroissiale à un tel point que tout se faisait par lui... et que rien ne comptait en dehors de lui, même le Conseil de fabrique? Or, *cette monopolisation* est devenue une cause de faiblesse. Le peuple s'est désintéressé de la vie de paroisse à laquelle on l'avait rendu étranger » (pp. 188-189).

Le remède? Rétablir la collaboration entre le clergé

persécutés. — Impuissance des catholiques à se défendre, vu la crise que subit partout la vie paroissiale, vu leur défaut d'union. — Le remède est dans l'union des catholiques avec le clergé et des catholiques entr'eux : union urgente sur le terrain religieux.

II. — Organisation de l'« Union catholique ».

Membres de l'Union : une élite exerçant son influence par l'exemple et par l'action ; groupements de l'élite : union diocésaine, cantonale, paroissiale — Comités et Unions. — Centre des groupements : Le prêtre conformément à la hiérarchie de l'Église.

Le chapitre IV (II^e partie), pp. 206-241, a pour sujet : *La vie dans l'Union*. En voici l'analyse : L'organisation doit être vivante — la vie consistera d'abord à former les membres de l'Union. — Elle sera entretenue par ces organismes : 1^o le Bureau diocésain; 2^o les Congrès diocésains; 3^o les Comités (comité paroissial et comité cantonal); 4^o les Unions paroissiales, les Journées paroissiales, les Congrès cantonaux.

et les fidèles en les groupant dans l'*Union catholique* sur le terrain exclusivement religieux. — Faut-il, cependant, exclure totalement la *politique* de l'*Union catholique*? se demande M^{gr} Gouraud. La politique de parti, oui, « royalistes, impérialistes, républicains peuvent se rencontrer à l'aise dans l'Union ». Mais « il y a ici une équivoque à prévenir ou à dissiper. Nos ennemis ont si souvent nommé *politique* certaines questions religieuses que nous sommes bien obligés de les agiter entre nous, malgré le caractère que l'on prétend leur attribuer; à ce titre, nous n'excluons pas la politique; si l'on y tient, nous dirons que nous faisons de la *politique religieuse* » (p. 195).

L'Union catholique commencera donc par grouper dans le *Comité* paroissial une *élite* (1) de catholiques, lesquels se mettront ensuite en campagne pour recruter les membres de l'Union. Faudra-t-il admettre les *femmes* dans l'Union catholique, se demande M^{gr} Gouraud, comme on l'a fait dans certains diocèses? — « Il n'est venu à personne, répond-il, la pensée de les exclure de l'*action catholique*, mais il me semble que, pour l'œuvre de défense et de propagande entreprise par l'*Union*, il vaut mieux les laisser en dehors des cadres. Je ne condamnerais pas pour cela l'existence d'un *Comité de femmes* à côté d'un *Comité d'hommes* pour les œuvres qui sont du ressort de l'apostolat féminin » (p. 199).

Un diocèse bien organisé comprendra donc une Union catholique ainsi constituée : à la base, dans chaque paroisse, une *Union paroissiale* et un *Comité*

(1) C'est la méthode recommandée par le cardinal Merry del Val dès 1907, dans sa lettre à l'archevêque de Paris. Mais, comme le note M^{gr} Gouraud, il sera parfois préférable de commencer par le groupement de la masse dans l'Union catholique, après quoi, on dégagera l'élite qui formera le *Comité*.

paroissial; au-dessus, des *Unions cantonales* composées des Unions paroissiales, avec un *Comité cantonal* pour centre; au sommet, une *Fédération* de toutes les Unions cantonales dirigée par un *Bureau diocésain* présidé par l'évêque ou son délégué.

« Imaginez, conclut M^{gr} Gouraud, tous les *diocèses de France* ainsi organisés, les Unions diocésaines ainsi constituées partout, tous les catholiques qui les composent agissant de concert, sur un appel des évêques et du Pape, qui pourrait leur résister? Est-ce rêver que de supposer cette organisation réalisée? Non, certainement, puisqu'elle se tente partout aujourd'hui, il nous suffit de la vouloir pour arriver au succès. Malheur à ceux qui, par leur inertie ou leur mauvaise volonté, empêcheraient ce beau mouvement d'aboutir! » (p. 205.)

M^{gr} Gouraud, dans le chapitre suivant, traite de la *vie des Unions* et, à juste titre, la fait dépendre de l'*action*. « Tout organisme qui n'agit pas s'atrophie » et c'est bien là, en effet, le point délicat. Comment arriver à faire agir nos Unions? (1).

(1) Un des *principaux écueils* des Unions catholiques, comme l'indique M^{gr} Gouraud, se trouve dans leur programme très large (universel même, puisqu'il s'agit de *tout* le programme de l'action catholique) et par là même, trop vague. Le remède est en partie dans la constitution de diverses Sections à l'intérieur de l'Union catholique. Sections auxquelles on laissera la plus grande initiative.

M. Jean Guiraud, le vaillant et pratique directeur des *Associations catholiques* de chefs de famille, dans sa revue *Ecole et Famille*, (janvier 1923, pp. 81-83) signale le danger, moins grand pourtant dans des associations à but précis et limité comme la sienne. « Ce qui tue la plupart des associations, c'est l'inaction. Ce qui a manqué, c'est ce qui constitue et maintient la vie, le mouvement : *Vita in motu*... Quel est donc le moteur nécessaire? Souvent c'est un homme... Tant vaut l'homme, tant vaut l'œuvre. Gardons-nous cependant des œuvres qui reposent exclusivement

M^{gr} Gouraud développe un ample programme d'action auquel nous renvoyons (pp. 213-239).

Sa réalisation sera confiée spécialement aux *cinq sections* du bureau diocésain.

ANNEXE II.

Les Unions catholiques et le devoir civique.

M^{gr} Guérard, évêque de Coutances, dans sa lettre pastorale du 8 mars 1923 (1), traite excellemment ce sujet. Nous citons les principaux passages de cette lettre et résumons le reste entre parenthèses,

(Restaurer un ordre social chrétien est pour les catholiques un devoir urgent — ils demeurent le

sur un homme; s'il disparaît, personne ne le remplacera... D'ailleurs, n'est-il pas à craindre que son activité trop absorbante détruise autour de lui toute initiative? Certains ecclésiastiques n'échappent pas à cet excès de zèle. » Voici le remède proposé par M. Guiraud : « Le meilleur *moteur*, c'est une *élite* bien homogène prenant la direction de l'Association. Avec son expérience de l'*Action catholique* dont il a été, dès les débuts de son épiscopat, l'un des maîtres, M^{gr} Gouraud veut que ce moteur existe dans les Associations catholiques de chefs de famille, qu'il vient de créer dans son diocèse de Vannes. Dans chacune d'elles, à côté de *Bureau* et en union avec lui, il veut une *Section de propagande et d'initiative* qui sera sans cesse en activité, se réunissant tous les quinze jours par exemple pour maintenir la vie à l'Association, en fournissant sans cesse un aliment à ses études et à son action. »

(1) C. f., *Docum. cathol.*, 7 avril 1923, col. 835-852.

rempart de l'ordre, leurs adversaires le savent et les convient à l'union sacrée. — Mais cette union nous ne saurions l'accepter sur le terrain de la laïcité.) Citons : « *Ce qu'est le laïcisme*. Ce mot de laïcité est susceptible d'interprétations diverses :

« Plusieurs de nos concitoyens demandent, avec M. François Arago, que l'on reconnaisse « le fait de « la laïcité de l'État, en vertu de laquelle l'État, en « tant que tel, s'il respecte toutes les religions, ne « fait profession d'aucune, pas même de celle qui « réunit l'immense majorité des français ». Ainsi comprise et si condamnable que Nous en estimions le principe, la laïcité peut être, en raison des circonstances et pour un temps, un mal inévitable, imposé par la diversité des croyances et des symboles.

« Mais il est une forme de *laïcisme*, beaucoup plus radicale, que, sous peine d'apostasie, un catholique doit condamner et combattre, avec laquelle il ne pactisera jamais.

« Le *laïcisme*, en effet, dans son essence, n'est autre chose que la revendication sacrilège d'une *pleine autonomie*, d'une *totale indépendance*, pour l'intelligence, la volonté, la conscience de l'homme.

« Créer un monde nouveau « qui entende ne relever « que d'une autorité de droit humain », c'était le programme de Gambetta (1). Les disciples du tribun en ont résolument poursuivi la réalisation. « Toute « vérité qui ne vient pas de nous est un mensonge », déclarait Jaurès à la tribune du Parlement français, le 11 février 1895. Les apôtres du laïcisme intégral n'ont rien rabattu de leurs prétentions. Un philosophe chrétien pouvait écrire récemment : « Les

(1) Discours à Saint-Quentin (16 novembre 1871).

« penseurs modernes préfèrent sans hésitation dix
« erreurs venant de l'homme à une vérité venant de
« Dieu...; ils n'acceptent de vérité que celle qui passe
« par eux » (1). — « Vérité et vie doivent donc être
« cherchées, remarque le même auteur, au dedans
« du sujet humain; toute action, toute aide, toute
« règle, tout magistère qui proviendrait... de l'autorité
« divine étant un attentat contre l'esprit (2) ».

« La première conséquence sociale du laïcisme,
c'est, nécessairement, l'*athéisme* de l'État. « Nos lois,
« nos institutions ne sont plus fondées sur les *droits*
« de Dieu, écrit M. Ferdinand Buisson, mais bien sur
« les *droits de l'homme* (3) ».

(Nous ne réclamons pas de privilèges pour les catholiques, mais le véritable *Droit commun*. C'est sur ce terrain du vrai droit commun et non sur celui de la laïcité que peut se faire l'accord des catholiques et des Français patriotes.)

« Le *droit commun*, bien compris, ne demande-t-il pas que le pouvoir civil procure aux diverses collectivités sociales les conditions légales les mieux adaptées à leurs professions, à leurs besoins, à leurs intérêts? Cela est si vrai que nous voyons nos législateurs justement soucieux d'ajouter au Code des lois générales, qui régissent le citoyen comme tel, quantité d'autres lois spécialement destinées à fournir aux travailleurs de l'usine, de la mine ou des champs, aux commerçants ou aux fonctionnaires, une sorte de statut particulier, conforme aux exigences légitimes de leurs situations respectives. Cette conduite est sage et inspirée par la recherche du bien public. Mais l'État, qui, à bon droit, se préoccupe ainsi des

(1) J. Maritain, *Antimoderne*, p. 44.

(2) *Ibid.*, Avant-Propos, p. 24.

(3) F. Buisson, *Foi laïque*, p. 206.

intérêts matériels, ne trahit-il pas son devoir et sa haute mission quand il refuse de prendre en considération les intérêts religieux et moraux? Ce n'est pas une faveur, mais un droit, d'obtenir, pour la pleine sauvegarde de la liberté religieuse, une législation qui permette la pratique intégrale du catholicisme dont nous faisons profession.

« On objecterait en vain l'égalité de tous les citoyens devant la loi : nous n'y portons nulle atteinte. Elle serait violée, au contraire, en la personne des catholiques, si l'on s'obstinait à mesurer la liberté religieuse aux seuls besoins des incroyants, que leur incrédulité même dispense de toute obligation positive. Refuser aux âmes religieuses les moyens d'atteindre leur idéal parce que cet idéal n'est pas universellement adopté, c'est comme si l'on refusait aux ouvriers une législation en rapport avec leur condition pour ce seul motif que tous leurs concitoyens ne partagent pas leur genre de vie et ne gagnent pas leur pain quotidien par le travail de leur main.

« Ne suffit-il pas que, en revendiquant notre dû, nous nous gardions de tout attentat contre le bien d'autrui? Or, vous le savez, l'Église catholique, à l'exemple de son divin Maître, professe un profond respect pour la liberté des consciences. Elle offre au monde, qui en a grand besoin, le trésor de la vérité dont elle est la gardienne. Y puise qui voudra! Elle invite, elle ne violence pas; la prière et la persuasion sont les seules armes dont elle ait coutume de se servir.

« Nous réclamons le véritable *droit commun*, c'est-à-dire, un état social *dans lequel l'irréligion n'ait pas une situation légalement privilégiée*, un état social, qui *permette le plein épanouissement de la vie spirituelle*. A quels droits véritables et en opposition avec les nôtres faisons-nous échec? Manifestement à aucun.

*
* . *

« Quelques exemples suffiront pour établir, aux yeux de tout homme loyal, la légitimité de notre attitude. Nous voulons, pour les enfants catholiques, des écoles où leur foi naissante ne soit pas étouffée, où les leçons entendues et les exemples reçus ne fassent que prolonger et fortifier, loin de les interrompre et de les détruire, les enseignements et la formation du foyer domestique. Jamais nous n'essayerons d'y amener par contrainte les enfants de ceux qui sont étrangers à notre croyance.

« Nous demandons que, loin d'être condamnées à un douloureux exil, les âmes résolues à gravir les sommets de la *perfection* trouvent sur la terre de leur patrie les pieux asiles où s'abriteront leurs prières et leurs immolations. Nous tenons en haute estime le rôle social des religieux; nous croyons qu'un peuple a besoin du bienfait de leurs exemples et de la sauvegarde de leurs vertus. Mais se fasse moine qui en sentira l'attrait! en élevant des monastères et des couvents, nous n'aurons pas la tyrannique pensée d'y faire entrer ceux qui ont librement orienté leur vie dans une autre direction.

« Nous estimons que la jouissance, et même la propriété des Églises, bâties par la libéralité des catholiques, doivent nous être légalement assurées, nous n'obligerons personne à y partager, contre son gré, nos cérémonies et nos prières.

« Les catholiques souscriraient à leur déchéance en se laissant frustrer des avantages sociaux qui doivent constituer le patrimoine commun de tous les citoyens honnêtes, et le fait de réclamer leur part de liberté, de liberté religieuse avant tout, n'implique aucun empiètement sur un domaine étranger.

* * *

« En veillant à ce que vos droits ne soient ni périmés, ni violés, vous accomplirez un devoir. Il ne nous est pas loisible, en effet, de renoncer, sans péché, à servir Dieu et Notre-Seigneur Jésus-Christ comme ils veulent l'être, par les actes intérieurs et extérieurs, privés et publics que comporte le plein accomplissement de la loi chrétienne. Si la mauvaise volonté des hommes met obstacle au développement régulier et complet de votre vie surnaturelle, vous n'échapperez à toute responsabilité qu'à condition de ne pas volontairement consentir au servage, d'employer votre énergie à briser les obstacles, et à reconquérir la sainte et nécessaire liberté des enfants de Dieu.

« Voilà pourquoi, N. T. C. F., Nous vous mettons en garde contre un faux libéralisme, aussi funeste au bien social qu'au bien religieux, qui consisterait à rechercher dans de continuelles concessions et une abdication déshonorante les conditions de l'union civique et de la paix nationale. L'union féconde et durable, nous la trouverons dans la *justice* qui consacre tous les droits et comporte l'octroi de toutes les saines libertés.

« L'œuvre de réparation et de libération à laquelle nous vous convions, par quels moyens la pourrez-vous réaliser? Nous allons maintenant vous proposer ceux dont l'emploi Nous paraît à la fois le plus opportun et le plus efficace.

* * *

Un examen de conscience.

« Étudiant les conditions de la paix religieuse, un publiciste écrivait, il y a peu de mois :

« Au lendemain de la guerre de 1870-71, la France officielle se voua avec une ferveur sombre à l'anti-cléricalisme. Elle entra en religion laïque. Durant une quarantaine d'années, le Gouvernement eut comme mobile politique essentiel la destruction du « catholicisme en France » (1). Du succès rapide et étonnant de cette campagne d'irrégion dans un pays catholique, les causes sont nombreuses et il n'est pas l'heure d'en dresser l'inventaire complet. Il convient pourtant, N. T. C. F., pour notre instruction, de nous demander si les victimes, c'est-à-dire les catholiques, n'ont pas contribué par leurs erreurs, sinon par leurs fautes, au triomphe trop facile de leurs adversaires, beaucoup moins nombreux, mais autrement habiles.

* * *

« Les récriminations et les plaintes n'ont pas manqué dans nos rangs : elles étaient trop justifiées. Tous les échos se sont renvoyé les vibrantes protestations de nos consciences opprimées; et ces protestations étaient elles-mêmes un devoir. Mais Nous Nous permettrons d'émettre un doute : ces doléances verbales, véhémentes parfois, et d'une sincérité non douteuse, n'auraient-elles pas gagné en efficacité si elles avaient reçu le complément et l'appui d'une action plus

(1) Gaëtan Bernoville, *Sur la paix religieuse*, p. 131.

vigoureuse et mieux organisée? Au lieu de faire vainement appel au sentiment d'équité de législateurs qui réalisaient, avec une persévérance digne d'une meilleure cause, les divers articles d'un programme soigneusement élaboré, n'eût-il pas été plus logique et plus sûr de travailler à remettre à des mains plus honnêtes le *pouvoir* dont ils faisaient un si déplorable abus? Comment les catholiques se sont-ils obstinés à solliciter d'adversaires bien résolus à la leur refuser une liberté qu'un usage plus intelligent et plus hardi de leurs droits civiques leur eût sûrement assurée?

« Plusieurs qualités leur ont manqué dont, grâce à Dieu, nous paraissions mieux pourvus; plusieurs sophismes ont eu prise sur eux dont nos esprits connaissent moins la séduction.

* * *

« Timides plus qu'il ne convenait, individualistes à l'excès, les catholiques se sont trop longtemps et trop complètement tenus à l'écart des fonctions publiques; voués avec ardeur à l'*action religieuse et sociale*, ils ont méconnu l'*importance et l'absolue nécessité de l'action civique*. Combien, parmi eux, ont apporté dans l'exercice de leurs droits de citoyens une conscience mal éclairée! Manquant d'organisation et de discipline, ils n'ont pas utilisé, pour agir sur l'opinion, la puissance de l'association et les multiples ressources de la presse.

« Hâtons-nous de l'ajouter, leur tactique défectueuse peut invoquer plus d'une excuse. En cherchant dans leurs défaites d'utiles enseignements, gardons-nous de condamner nos devanciers et remercions la divine Providence qui offre à notre bonne volonté des circonstances plus favorables.

« Un grand évêque, le cardinal Pie, écrivait, il y

a plus d'un demi-siècle déjà : « Le chrétien n'est pas
« un être qui s'isole en lui-même, qui se séquestre
« en un oratoire indistinctement fermé à tous les
« bruits du siècle, et qui, satisfait, pourvu qu'il sauve
« son âme, ne prend aucun souci du mouvement des
« affaires d'ici-bas. Le chrétien, c'est le contre-pied
« de cela : *c'est l'homme public par excellence* » (1).
L'oubli d'une telle vérité nous a été funeste.

* * *

« Respect humain, chez les uns, fausse prudence,
chez les autres. L'unique ambition de beaucoup des
nôtres a été, pendant longtemps, de se faire tolérer,
à force de silence et d'effacement. L'acceptation
résignée de toutes les avanies *pour ne pas exaspérer
l'ennemi*, telle fut la *méthode* préconisée avec ingénuité,
par certains catholiques apeurés, tandis que nos
pires adversaires, par une habileté machiavélique, se
faisaient indirectement les instigateurs d'une attitude
dont ils recueillaient le bénéfice. Les temps sont
heureusement changés. Si l'indifférence a gagné du
terrain, le respect humain et l'excessive résignation
ne se rencontrent plus chez les vrais catholiques.

*Obtenons notre part légitime d'action dans la conduite
des affaires communes.*

« Du reste, il vous sera facile d'obtenir votre part
légitime d'action dans la conduite des affaires com-
munes si vous vous signalez par votre dévouement,
par votre compétence, par votre affabilité, par votre

(1) Mgr Pie, *Œuvres*, t. III, p. 499.

empressement à servir les autres; si vous rompez avec cet amour du repos et de la tranquillité, avec cet esprit individualiste, disons le mot, avec cette sorte d'égoïsme inconscient qui ont trop souvent éloigné des fonctions administratives des hommes dont le concours eût été grandement salutaire. Leur abstention systématique, laissant le champ libre aux intrigants et aux sectaires, a eu pour conséquence, en beaucoup d'endroits, des troubles et des difficultés d'ordre religieux qu'eût facilement évités un souci plus profond et plus éclairé des intérêts de la communauté.

« C'est évidemment donner à son activité un excellent emploi que de se consacrer aux œuvres d'éducation morale ou religieuse, de bienfaisance et d'assistance sociale. Cette participation méritoire n'épuise pas cependant la liste de nos devoirs. Le patriotisme a ses exigences. Des millions de français l'ont merveilleusement compris quand la patrie menacée demandait leur sang. Ne serait-il pas déplorable que, par suite d'habitudes routinières ou de préjugés irréflechis, les meilleurs citoyens refusassent d'accepter et de remplir ces obligations dans les difficiles travaux de l'heure présente en se désintéressant de parti-pris des affaires communales, départementales ou nationales?

« Tous assurément ne sauraient participer utilement aux délibérations des diverses assemblées. » (Mais tous peuvent et doivent voter.)

« Il faut voter, mais il faut bien voter. Qu'est-ce à dire? Bien voter, c'est voter *selon sa conscience*, non selon ses passions, ses ambitions, ses sympathies, ses rancunes.

« Le choix de vos représentants est un acte qui relève, au premier chef, de la loi morale, un acte dont vous aurez à rendre compte au jugement de Dieu.

« Des coalitions se forment, des manœuvres se

préparent, des campagnes s'engagent pour nous ramener aux plus mauvais jours du passé. Nos espérances seront sans lendemain et l'effort de libération demeurera stérile si nous sommes rebelles, aux dures leçons de l'expérience. Les catholiques — il faut le dire — iront encore à la défaite si, se désintéressant de la tâche électorale, ils méconnaissent l'importance du *devoir civique* et n'apprennent à le remplir avec exactitude et conscience.

Nécessité de l'Association.

« Une des sources principales de notre faiblesse, une des causes profondes de notre impuissance dans l'action civique, c'est la dispersion de nos forces, ce mal dont nous avons tant souffert et que nous connaissons *toujours*. *L'union fait la force*, dit la sagesse populaire. Nous l'avons pratiquement oublié.

« Nulle disposition législative ne vous interdit, N. T. C. F., de vous concerter dans l'intention de restaurer parmi nous l'autorité de Dieu, avec ceux qui estiment, comme vous, que les nations baptisées vont à la ruine qui, après avoir adoré le souverain Maître, se soustraient avec ingratitude à son bien-faisant empire.....

« Il y a plusieurs années déjà, désireux de grouper plus étroitement les catholiques de Notre diocèse, Nous vous avons conviés à former, dans chaque paroisse, des Comités qui, reliés aux Comités cantonaux et, par eux, au Comité diocésain, donneraient à votre activité sociale et religieuse une sûre direction. Notre appel n'a pas été entendu comme Nous le souhaitions. Et, bientôt, la grande calamité d'une guerre prolongée tourna tous les esprits et toutes les énergies

vers un devoir douloureux et urgent. Avec ses dures nécessités, la guerre a montré clairement aux individualistes les plus endurcis à quel point la convergence des efforts particuliers est indispensable pour assurer au déploiement des activités humaines son rendement total. Mieux persuadés qu'autrefois de la nécessité et de la fécondité de l'association, vous estimerez davantage ce moyen si puissant et absolument légal d'amener le triomphe de votre idéal social, c'est-à-dire le retour progressif de la société contemporaine à la loi du Décalogue. Déjà les *Congrès cantonaux* tenus au cours de la dernière année ont rapproché, en chaque région, les fidèles les plus dévoués, et Nous avons vu avec grande satisfaction dans un de Nos doyennés, dont l'exemple sera persuasif, la création d'une association, légalement déclarée, ayant pour objet de *faire connaître aux catholiques leurs droits et de leur fournir les moyens* de les revendiquer ou de les défendre (1).

« Pour ce travail d'organisation et pour l'éducation civique de ceux qui sont, en fait, les maîtres de l'avenir, Nous comptons particulièrement sur l'Association catholique de la Jeunesse Française. Les douze cents jeunes gens réunis à Coutances sous Notre présidence, au mois de juillet dernier, n'oublieront pas les exhortations pressantes que leur adressa sur ce sujet leur éloquent président général, M. Charles Flory.....

« Pour remuer l'opinion publique, l'éclairer ou l'aveugler, l'améliorer ou la corrompre, la *Presse* est l'instrument le plus puissant, le plus efficace, le plus habilement, disons même le plus perfidement, employé par nos ennemis. Les catholiques français ont-ils compris cette irrésistible influence du journal quo-

(1) Association catholique du doyenné d'Octeville.

tidien ou hebdomadaire? A mettre en balance le petit nombre des périodiques dévoués à la religion et à l'Église et la multitude des feuilles indifférentes ou hostiles, on en peut légitimement douter.

« Cette grave question demanderait des développements que Nous ne saurions donner aujourd'hui. Nous supplions seulement les directeurs et rédacteurs de ces publications multiples, qui constituent la principale lecture et, par suite, la principale nourriture intellectuelle du peuple, de faire, en toute conscience, *œuvre éducatrice*. De cette *formation civique*, dont Nous déplorons l'insuffisance, ils seraient, s'ils en avaient la préoccupation, les agents les plus sûrs et les plus écoutés. »

ANNEXE III.

La question de l'Union catholique à la III^e semaine des écrivains catholiques.

(Paris, 28 mai-3 juin 1923).

A la dernière semaine des Écrivains catholiques la question de l'Union des catholiques, des campagnes concertées de presse revint plusieurs fois sur le tapis. A la séance qu'il présidait, *Pierre l'Ermite* résuma avec humour la préoccupation de tous : « Nous avons des tracts, des livres, des revues, des œuvres sans nombre, mais tout cela épars, sans liaison. Qui donc nous donnera le *verein* des forces catho-

liques, ce *verein* qui nous unirait, nous disciplinerait? »

Dans son discours de clôture, le *cardinal Dubois* rappela, en y insistant, qu'en s'unissant les forces se décuplent.

Sur le principe, tout le monde s'accordait. Il faut unifier l'action catholique, unifier les campagnes de presse, d'opinion, d'après un mot d'ordre unique. Mais qui donnera ce mot d'ordre? Nos parlementaires, suggéraient les uns, — nos journalistes, suggéraient les autres, — un nouveau groupement réunissant quelques parlementaires et quelques écrivains avançaient plusieurs congressistes. Nous nous permîmes, en séance d'études et en séance publique, d'exprimer un doute sur l'efficacité de ces méthodes et de citer l'exemple de l'Italie et des États-Unis : « Pourquoi, disions-nous, ne pas demander à l'*Assemblée annuelle* des cardinaux et archevêques ces directives communes que nous cherchons vainement ailleurs? Pourquoi ne pas s'appuyer sur les Unions catholiques diocésaines pour ces campagnes concertées dont tout le monde voit la nécessité? » Et nous citions les directives des trois dernières Assemblées dont il était bien difficile de nier l'opportunité. Les archevêques n'avaient fait, au fond, qu'exprimer avec autorité les préoccupations essentielles des catholiques français.

Si l'on trouvait que d'autres problèmes plus urgents auraient dû arrêter l'attention de l'Assemblée, pourquoi, au lieu de faire le silence autour de

ces directives, écrivains, journalistes, parlementaires, n'adoptaient-ils pas une autre tactique plus efficace et plus catholique? Pourquoi ne communiquaient-ils pas leur *vœux motivés* (comme cela s'était fait à plusieurs reprises et comme l'Assemblée les y exhortait), soit à l'Assemblée elle-même, soit à sa Commission permanente, soit à leur évêque?

Par là, l'Assemblée deviendrait vite ce qu'elle désirait être, ce qu'elle était déjà aux États-Unis... l'écho de la pensée catholique du pays tout entier...

Il est bien vrai qu'elle ne pourrait pas, vraisemblablement, retenir tous les vœux. Mais toute action collective suppose quelques sacrifices individuels. En tout cas, en dehors de l'Assemblée, il était trop évident que nulle autorité n'arriverait à imposer au pays ses directives. L'alternative paraît donc être : ou rester désunis, ou faire bloc autour de la hiérarchie, autour de l'Assemblée annuelle et de ses consignes...

Ces suggestions furent écoutées avec une visible sympathie par quelques-uns, avec étonnement par d'autres. La discussion eût offert quelque péril. Par un accord tacite, on la remit à plus tard.

Mais la question était posée. *M. Jean Guiraud* la reprit dans *La Croix* (5 juin 1923).

Nous citons les passages les plus caractéristiques de son article :

« La Semaine des Écrivains catholiques qui vient de se terminer avait mis à l'ordre du jour de ses délibérations la question des « campagnes de presse

« concertées » : et, si j'en juge par le rapport général que nous a présenté M. Bernoville, ce sujet est peut-être celui auquel tenaient le plus ses organisateurs...

« Sur l'unité de ces campagnes, l'accord est parfait. La marche en ordre dispersé est en général funeste; si les tirailleurs peuvent être bons, c'est à la condition qu'il y ait aussi une armée fortement constituée, suivant un plan d'ensemble bien préparé. Dans son discours de clôture, le cardinal Dubois a rappelé qu'en s'unissant les forces se décuplent.

« Mais là où est la difficulté, et où la discussion a été plutôt faible dans la réunion du matin et nulle dans celle du soir, c'est de savoir comment s'établira ce « concert » si universellement désiré. Quel en sera le chef d'orchestre invisible ou présent? Qui donnera les mots d'ordre, lancera les campagnes et leur fournira le diapason?

« *Le P. Bessières*, dans une intervention que, pour ma part, j'ai trouvée fort opportune, mais qui n'a pas été jugée de même par tous, a rappelé que chaque année les cardinaux et archevêques de France se réunissent pour dégager de toutes leurs préoccupations celles qui leur paraissent les plus urgentes et que, par des communiqués faits à la presse, ils signalent à tous les catholiques. Ne pourrait-on pas trouver dans leur déclaration annuelle le mot d'ordre désiré? Je n'ai pas l'impression que cette suggestion ait trouvé beaucoup d'écho et je le regrette; dans une réunion préparatoire, un catholique de gauche — que je ne crains pas de désigner ainsi, parce qu'il avait pris soin de se distinguer des catholiques de droite — avait dénié le droit de diriger les catholiques à une assemblée épiscopale qui n'est pas un Concile.

« D'autres cherchent la direction de ces campagnes de presse chez les parlementaires. Journalistes et

députés, ont-ils dit, ne se connaissent pas assez : notre presse ne donne pas une attention suffisante aux travaux du Parlement, et, en particulier, elle n'a pas mis en lumière l'œuvre sociale considérable qu'a accomplie la présente Chambre. Au lieu d'attaquer les députés catholiques, elle devrait les soutenir et être leur « écho » devant le pays : car ils connaissent mieux que les journalistes les questions qui doivent nous préoccuper, les ayant étudiées.

* * *

« Dès le lendemain de ces discussions, un journaliste, qui est aussi un écrivain distingué et un observateur pénétrant, *M. Martin-Chauffier*, a fait à cette conception une réponse excellente dans le *Figaro*; nous la reproduisons parce que nous ne saurions mieux dire pour exprimer notre propre pensée :

« Qu'un lien existe entre journalistes et parlementaires, rien de plus légitime. Que ce lien soit consacré par la formation d'un organisme, voilà le danger. Le Parlement a besoin d'être appuyé par l'opinion, les mouvements d'opinion sont créés ou développés par la presse. Je crains que, où il faudrait voir action commune et échange de vues et de conseils, les députés ne fassent que demander appui et donner des directions. On a bien vu plus d'une fois que le vœu du pays et l'action du Parlement se sont trouvés en désaccord (je parle surtout du Sénat) et que la puissance de la presse, en définitive, mise au service du pays, a fait peur aux parlementaires ou les a rendus raisonnables, voire les a éclairés. Pour que ces bons offices continuent, il vaut mieux, je crois, vivre séparés : dans un ménage il n'y en a jamais qu'un à porter la culotte, d'où de bonnes raisons de

« supposer que les journalistes catholiques ne la porteraient pas. »

« C'est ainsi qu'auraient répondu, je crois, les grands journalistes qui ont fait de la presse une tribune aussi brillante et aussi savante qu'elle du Luxembourg et du Palais-Bourbon.

« Ils auraient rappelé que si les parlementaires doivent être soutenus, ils doivent aussi être contenus par l'opinion publique dont la presse est l'organe; que, livrés sans contrôle à leurs combinaisons, les principes risqueraient trop souvent d'être oubliés s'ils n'étaient rappelés par les journalistes, et que l'atmosphère du Parlement doit être souvent renouvelée par les courants d'air de l'opinion publique que lui apporte la presse.

« Admettons cependant un moment que la presse soit un simple écho, répétant par ses cent mille bouches la voix des parlementaires. Où sont, à la Chambre, les parlementaires catholiques qui donneront des *directions* à la presse catholique? J'y vois de nombreux députés et un certain nombre de sénateurs qui sont catholiques personnellement. Nous n'avons pas de *parti catholique*, et M. Bernoville s'en est grandement félicité dans son rapport général, d'accord, semble-t-il, avec la grande majorité des semainiers : « *Nous n'avons pas même un groupe d'intérêts catholiques* » comme il y a des groupes d'intérêts viticoles, de la « représentation proportionnelle, des exercices physiques, réunissant des députés de partis différents. « Mais alors *quel groupement parlementaire* donnera « l'impulsion au groupement de la presse? S'ils ne « sont pas organisés au Parlement, comment les parlementaires catholiques pourront-ils donner une « organisation aux journaux catholiques?

« On a dit que la presse est divisée, émietlée; c'est « vrai, mais les parlementaires ne souffrent-ils pas du

« même mal, et, avant de guérir les autres, ne feraient-
« ils pas bien de se soigner eux-mêmes? Les uns,
« parmi les députés catholiques, s'accommodent si
« bien du fait de la laïcité qu'ils s'en sont déclarés les
« défenseurs dans un ordre du jour resté légendaire;
« les autres, au contraire, estiment que plus il persiste
« et plus il se transforme en principe inéluctable
« pénétrant le pays et les catholiques eux-mêmes
« jusqu'à la moelle; ceux-là pensent, comme Pie XI,
« qu'il y a un modernisme juridique et politique.
« Laquelle de ces deux tendances parlementaires
« s'imposera à la presse; à quelle voix ferons-nous
« écho?

« Il suffit de poser ces questions pour montrer com-
« bien sont difficiles dans l'application ces campagnes
« de presse concertées dont l'utilité, cependant, ne fait
« de doute pour personne. La Semaine des Écrivains
« catholiques rendrait un *service signalé si elle trou-*
« *vait la solution de ce problème...* sans se mettre elle-
« même à la remorque de l'une ou l'autre des tendances
« contraires qui se disputent l'action catholique.

« Jean GUIRAUD. »

* *

Le secrétaire général de la Semaine des Écrivains catholiques, M. Gaëtan Bernoville, ainsi mis en cause par M. Jean Guiraud répondit comme il suit dans *La Croix* du 14 juin 1923.

« CHER MONSIEUR LE RÉDACTEUR EN CHEF.

« Votre article de *La Croix*, du mardi 5 juin : « Par-
« lementaires et journalistes », article si intéressant,
dont je discuterai ailleurs les points principaux,
contient un passage auquel je tiens à donner une

réponse que je vous serais très reconnaissant d'accueillir dans votre journal :

« Le R. P. Bessières, disiez-vous, dans une intervention que, pour ma part, j'ai trouvée fort opportune, mais qui n'a pas été jugée de même par tous, a rappelé que, chaque année, les cardinaux et archevêques de France se réunissent pour dégager de toutes leurs préoccupations celles qui leur paraissent les plus urgentes et que, par des communiqués faits à la presse, ils signalent à tous les catholiques. Ne pourrait-on pas trouver dans leur déclaration annuelle le mot d'ordre désiré? Je n'ai pas l'impression que cette suggestion ait trouvé beaucoup d'écho, et je le regrette; dans une réunion préparatoire, un catholique de gauche — que je ne crains pas de désigner ainsi, parce qu'il avait pris soin de se distinguer des catholiques de droite — avait dénié le droit de diriger les catholiques à une assemblée épiscopale qui n'est pas un Concile. »

« S'il n'a pas été répondu à la suggestion du P. Bessières, ce n'est nullement, j'en suis convaincu, parce qu'elle ne rencontrait pas d'écho, mais parce que l'assemblée des membres présents à cette réunion tenait sa suggestion pour l'expression même de l'évidence et *de la raison*. Quant à l'observation qui a pu être faite dans une réunion préparatoire et qui m'a échappé pour ma part, comme elle a échappé à plusieurs autres, elle ne saurait engager que celui qui l'a émise. On ne saurait la présenter sans injustice (d'ailleurs, vous ne l'avez pas fait) ni comme l'expression de la Semaine, ni même comme le signe d'un état d'esprit répandu. C'est une manifestation individuelle, sans plus.

« Vous qui avez suivi avec tant d'amicale attention les réunions préparatoires et les réunions de la Semaine elle-même, vous qui avez tenu à donner publiquement,

sous réserve de certaines conditions sur lesquelles nous sommes complètement d'accord, votre adhésion aux campagnes de presse concertées, en des termes qui m'ont profondément touché, vous savez que la principale préoccupation des organisateurs de la Semaine a été de maintenir au-dessus de toutes discussions, non seulement les questions de doctrine proprement dites, mais la divine nécessité de la discipline catholique. A cette préoccupation dont la Semaine de 1923 a témoigné d'un bout à l'autre. Son Éminence le cardinal Dubois a bien voulu rendre hommage en des termes dont nous lui demeurons tout profondément reconnaissants.

« J'ajoute, en ce qui concerne les futures campagnes concertées, comme, d'ailleurs, toute l'action que nous comptons mener dès maintenant, que la thèse laquelle vous faites allusion (celle qui s'oppose à la thèse du P. Bessièrès) ne sera jamais nôtre; elle ne l'a jamais été. Nous nous inscrivons contre elle avec force. Toute assemblée épiscopale n'est pas un Concile jugeant et dirigeant infailliblement. Quel catholique ne le sait? Il n'en reste pas moins que les décisions des Assemblées épiscopales communiquées aux fidèles sont pour nous des *directions*, au plein sens du mot et doivent être considérées comme telles. Quand il s'agit d'action catholique, les évêques sont nos chefs naturels et désignés. Alors même que nous ne serions pas, dans notre for intérieur, convaincus du bien fondé de leurs directions, nous sommes tenus d'ajuster notre action, ou, à tout le moins, de ne rien faire qui y soit contraire. Question de discipline laquelle nous ne saurions nous dérober. Tel est le principe général des organisateurs de la Semaine, tel est leur ligne de conduite, dont ils ne se départiront pas ». — C. BERNVILLE.

* * *

Quoi qu'il en soit des impressions contradictoires éprouvées par M. Guiraud et M. Bernoville, la question de l'*Union des catholiques* français autour de la hiérarchie, avec la direction de l'*Assemblée annuelle* pour programme, aura, pensons-nous, retiré un réel bénéfice de ce fraternel et très courtois échange de vues entre écrivains, journalistes et parlementaires catholiques.

ANNEXE IV.

L'organisation de la jeunesse catholique Française.

Un modèle d'Union catholique « supra-professionnelle ».

Au mois de mars 1886, six jeunes gens accompagnés de deux hommes d'âge mûr : le comte Albert de Mun et Raoul Ancel, pénétraient dans une vieille maison de la rue du Bac, puis s'agenouillaient pour entendre la messe et communier dans la petite chapelle consacrée par le souvenir de M^{sr} de Ségur. Après quoi les six jeunes gens gagnèrent le secrétariat de l'œuvre des *Cercles catholiques d'ouvriers*, 262, boule-

vard Saint-Germain. Là, M. de Mun leur rappela le but de leur réunion.

Depuis plusieurs années, le fondateur de l'œuvre des Cercles rêvait d'associer à son apostolat toute une armée de jeunes, une *Association catholique de la Jeunesse française*.

« En quelques mots, M. de Mun fixa le *but* : coordonner les forces vives de la jeunesse catholique en vue de *restaurer l'ordre social chrétien*. Il esquissa l'organisation : grouper les jeunes en associations *locales*, unies elles-mêmes par un *Comité central*. Il indiqua les moyens : la *piété*, l'*étude*, l'*action*. Il définît la *base* : obéissance à l'Église, adhésion pleine et entière et sans réserves à tous les enseignements du Pape » (1).

Robert de Roquefeuil et ses amis acceptèrent le programme, et se constituant sur place en comité, se partagèrent la tâche. L'A. C. J. F. était fondée avec six membres. Aujourd'hui elle couvre la France, d'où elle a rayonné sur le monde. Ces jeunes avaient la foi. Toutefois, la méfiance, les hostilités ne tardèrent pas à se faire jour.

« Que venaient-ils faire avec une œuvre nouvelle ? Il y en avait déjà trop ! Leur initiative révélait une belle candeur : on ne les suivrait pas ! Leur création diviserait les forces catholiques, dresserait une dangereuse concurrence à plusieurs œuvres anciennes dont on oubliait les droits ! Ce comité parisien qui faisait appel à toute la jeune France catholique ne

(1) C. f., Fr. Veuillot. *Association catholique de la Jeunesse française*, *Action populaire*, brochure n° 29.

visait-il pas à diminuer les indépendances locales? »

Un prélat de haute intelligence, M^{gr} Freppel, rassura les jeunes apôtres, et, au mois de mai 1887, présida leur première assemblée générale. En juin 1889 le cardinal Richard présidait la deuxième, à Paris; en 1891, M^{gr} Foulon la troisième, à Lyon. Au mois de septembre, Robert de Roquefeuil, président de la J. C., conduit 1.500 jeunes gens à Rome. Léon XIII bénit et embrasse leur drapeau. Le 1^{er} décembre 1894, un bref du Souverain Pontife comble d'éloges l'Association. Le succès fait tomber les dernières hostilités, ou, du moins, leur impose silence. Le Conseil fédéral de 1902 décide de marquer chaque année par *un grand Congrès social*.

Dès 1893, la J. C. s'attache à codifier ses coutumes et à définir avec précision son organisation.

Ce qu'elle a voulu, c'est organiser les forces, jusque-là inorganiques, de la J. C. de France.

Au Congrès de 1889, M. Harmel dégageait la pensée commune en s'écriant : « Que votre Association soit donc nationale! Si certaines Associations particulières craignent de perdre leur autonomie et refusent de s'unir à l'Association générale, cet esprit d'individualisme est un crime social qui empêche le salut de la France. »

Le Congrès de 1893 vota les Statuts auxquels ne furent apportées, dans la suite, que des modifications accessoires.

Cette constitution qui pourrait être prise pour modèle par l'Union catholique nationale, deux mots

la résumant : *autonomie, fédération*. La J. C. est une *fédération* de groupes *autonomes*. Chacun des groupes est libre et applique d'une manière personnelle le programme général : *piété, étude, action*, administre librement ses intérêts personnels, mais la Fédération veille aux intérêts généraux.

La J. C. est gouvernée par un *Conseil fédéral* formé par la réunion des *délégués des groupes*. Une fois par an, le C. F. a son assemblée statutaire. L'ordre du jour des travaux est fixé d'avance.

Le C. F. nomme le *Comité permanent* d'exécution, sauf l'*aumônier* qui est nommé par l'autorité religieuse.

Outre l'aumônier, le *Comité* compte huit membres élus par le *Conseil fédéral* : le président, deux vice-présidents, le secrétaire, quatre chefs de section.

Au *Comité*, le travail est partagé entre quatre sections.

La *Revue* de la J. C., née en 1891, est un organe permanent de liaison entre la tête et les membres.

Au-dessous du *Comité général*, le *Comité régional*, le *Comité diocésain* réalisent une heureuse décentralisation.

Propagande sociale, défense et propagande religieuse, tel est le programme commun.

Le Congrès de 1899, tenu à Lyon, amorce dans la J. C. et dans tout le pays une énergique campagne pour la liberté d'enseignement, qui aboutit à une pétition de 800.000 signatures et contribue à faire abandonner par le gouvernement le projet sur le

stage scolaire. En 1913, à la suite du Congrès de Caen, c'est une campagne pour la R. P. scolaire qui pose le problème devant l'opinion, fait reculer l'offensive parlementaire pour le monopole, aboutit, sur le terrain de la R. P. S. municipale, à d'appréciables conquêtes. Au point de vue social, l'activité de la J. C. s'est déployée sur tous les terrains : syndicats coopératives, assurances, travail des femmes et des enfants... Mieux que cela, elle a rapproché, en une collaboration de plus en plus étroite, le peuple et la bourgeoisie.

Selon le mot de son *Manuel*, la J. C. est « *moins une œuvre* proprement dite que le *groupement* de toutes les bonnes volontés jeunes et actives » autour de la hiérarchie catholique et de la doctrine catholique. Cette définition pourrait être appliquée à l'Union catholique avec cette seule différence que celle-ci prétend grouper tous les hommes et fédérer les diverses œuvres catholiques.

Depuis 1886, nous avons donc assisté, en France, à l'organisation progressive, méthodique « des jeunes bonnes volontés » catholiques.

Pourquoi ce qui est une réalité vivante pour nos jeunes gens catholiques ne le deviendrait-il pas pour ceux qui ne sont plus des jeunes gens, pour nos *hommes*?

ANNEXE V.

Regard sur l'étranger.

EN AMÉRIQUE. — LE N. C. W. C. NATIONAL
CATHOLIC WELFARE COUNCIL.

Le Conseil catholique pour la prospérité nationale (1).

Dans son rapport de 1921, sur l'organisation du N. C. W. C., l'archevêque de San Francisco écrivait :

« Quelle que soit notre force, si elle est *dispersée* et incapable de se ramasser sur elle-même, elle sera impuissante devant un ennemi méthodique et entraîné.

« Ce n'est pas trop de dire que la vie et le progrès de l'Église dépendent de notre capacité à faire face à cette opposition, *en un seul corps uni*.

« Or, en huit mois, nous avons non seulement établi les divers départements de notre N. W. C., mais nous avons *coordonné* et *unifié* la *puissance catholique* de ce pays : elle sait maintenant où et quand agir

(1) C. f., *Action populaire* : « Organisation et méthode chez les catholiques américains » (Extrait du *Correspondant*), par M. le chanoine Dimnet. — *Ibid.* : Le N. C. W. C. d'Amérique (dossiers n° 22), 1^{er} avril 1922. — *Les Nouvelles religieuses*, 15 avril, 1^{er} et 15 mai, 1^{er} juin 1922 : « L'organisation des catholiques américains ».

et elle s'encourage de la *conscience de son unité*. Nous nous sentons puissants parce que notre union est devenue visible. Toutes nos organisations catholiques se rendent compte de cet accroissement d'énergie et ne doutent pas que, grâce au N. W. C., nous puissions conduire la *coopération catholique* à son apogée.

Tel fut, en effet, le but poursuivi — et atteint déjà partiellement — par les catholiques des États-Unis en organisant le N. C. W. C. : « Coordonner et unifier la puissance catholique, lui donner conscience de son unité, créer la coopération catholique. »

Les organisations catholiques abondaient aux États-Unis. Parmi les plus puissantes il faut citer : 1^o Les *Chevaliers de Colomb* (Knights of Columbus) qui comptent dans leurs rangs un grand nombre de prêtres, plusieurs évêques; 2^o La *Jeunesse catholique*; 3^o La Société du *Saint Nom*.

Ce qui n'existait pas avant 1919, c'est une organisation générale permettant aux catholiques américains de se présenter sur un *front unique*. Le N. C. W. C. a réalisé cette organisation en quelques brèves étapes (1).

Désormais, des millions de fidèles, catholiques, romains, groupés dans le *cadre paroissial*, encadrés

(1) Rappelons qu'au commencement du dix-neuvième siècle il n'y avait aux États-Unis qu'un évêque, une cinquantaine de prêtres, et 100.000 catholiques, irlandais pour la plupart. — En 1922 il y a, dans ce pays, 20 millions de catholiques, 101 diocèses, 16.000 prêtres, 4.500 écoles avec 1.300.000 élèves, 20 universités catholiques. De toutes les confessions chrétiennes, le catholicisme est, aux États-Unis, la plus nombreuse.

par leur clergé, conduits par un groupe d'officiers supérieurs: les évêques; tenus en main par une organisation centralisée, peuvent être rapidement alertés pour le service de la patrie et de la religion.

Le N. C. W. C. est né de la grande guerre.

Les quatorze archevêques des États-Unis ont l'habitude de se réunir, au moins une fois l'an, à Washington, pour suivre le progrès des intérêts catholiques.

En 1917, l'Amérique entrait en guerre. Lors de leur réunion annuelle, en avril 1917, les catholiques offrirent leurs services au président Wilson. Les 11 et 12 août 1917, vingt-sept organisations catholiques réunies en congrès à Washington (1) renouvelèrent ces offres de service que le gouvernement agréa avec reconnaissance.

En conséquence, le Congrès décida de créer partout des *bureaux diocésains* et *paroissiaux* pour sus-

(1) Ce meeting « était dû à l'initiative du P. Burke de la Congrégation de Saint-Paul-Apôtre. Chargé de recruter les aumôniers de l'armée de terre et de mer, le P. Burke s'était heurté à la difficulté provenant de la bonne volonté indiscutable mais mal disciplinée des multiples œuvres catholiques. Une *organisation nationale* lui parut nécessaire. Pour la réaliser il s'adressa aux cardinaux Gibbons, O'Connell, Farley et leur proposa une *rencontre générale* des associations catholiques en vue d'unifier et, par là, de multiplier la contribution des catholiques aux besoins du pays. La proposition fut approuvée; chaque évêque fut prié par les cardinaux d'envoyer un *délégué ecclésiastique* et un *délégué laïque* au meeting. Chaque association catholique devait pareillement envoyer deux représentants. Les difficultés de la situation furent exposées, le 12 août, dans un discours magistral du P. Burke. A la suite de quoi le N. C. W. C. fut constitué avec ses bureaux paroissiaux, diocésains, et son bureau national.

citer et canaliser la charité catholique et accrédita les Chevaliers de Colomb comme représentants de l'Église catholique à l'armée. Le Conseil de l'Ordre devint par là, provisoirement, le lien officiel entre l'Église et le Gouvernement.

Cependant, estimant nécessaire une organisation plus spéciale, les *quatorze archevêques* réunis, en novembre 1917, se constituaient en *Conseil catholique national de la guerre* (National catholic War Council), nommaient un *Comité permanent de quatre évêques*, chargés de le représenter, créaient deux *Comités consultatifs* composés de laïques et de prêtres. Ces comités devaient s'occuper de l'emploi des énormes ressources en argent fournies par les souscriptions des catholiques.

A l'usage, le N. C. W. C. se montra un bon instrument de travail. La guerre terminée, dans un Congrès tenu, en septembre 1919, à l'Université Notre-Dame, en Indiana, le « Conseil catholique national de la guerre » se transformait en « Conseil catholique pour la prospérité nationale » (1). Les initiales du

(1) Et cela sur l'initiative de Mgr Ceretti, représentant personnel du Saint-Père, qui demanda aux évêques assemblés à l'occasion du cinquantenaire du cardinal Gibbons de *continuer* leur œuvre : « Rome, disait-il, compte en ce moment sur l'Amérique pour susciter un grand mouvement catholique et donner l'exemple aux autres nations. » Le cardinal Gibbons répondit : « Je considère la proposition de Mgr Ceretti comme un appel divin. »

En septembre 1919, une lettre pastorale de l'Épiscopat américain fit connaître cette décision : « Considérant les résultats obtenus par la *fusion* de toutes nos activités pour le temps et les nécessités de la guerre, il a été décidé de maintenir, pour les

nouveau *Label* demeuraient celles de l'ancien : N. C. W. C.

Le N. C. a son centre à Washington dans un magnifique immeuble. Son premier soin a été de procéder au *recensement* des troupes catholiques, en dressant un immense *fichier* qui permettra de mobiliser, en quelques jours, pour l'intérêt de l'Église ou de la patrie, toute l'armée catholique; de faire appel à sa générosité, de lancer une campagne de défense catholique ou sociale dans tout le pays. Un film licencieux se produit-il...

« En 24 heures, le fichier de Washington permet de donner un mot d'ordre à toutes les associations catholiques, à tous les journaux et à toutes les paroisses. Un projet de loi menaçant la liberté scolaire est-il déposé, aussitôt, mot d'ordre lancé même aux journaux et aux associations non catholiques qu'on sait libéraux. »

Près du *Comité exécutif* (organe des quatre évêques du *Comité permanent*), et *présidé* par l'évêque de San Francisco, fonctionnent divers *sous-comités*, ou départements présidés chacun par un évêque: Comités d'éducation, de législation, d'action sociale, d'organisations laïques, de presse, des affaires extérieures (1).

besoins de la paix, l'esprit d'*union* et de *coordination* des forces. Nous avons donc groupé dans le N. C. W. C. les diverses œuvres au service de la cause de la religion. »

(1) Le *Département des affaires extérieures* « Executive Department » se tient en contact étroit avec le gouvernement auquel il fait connaître le point de vue des catholiques sur la législation, par exemple, sur le Prohibition Bill, le Tarif

* * *

Le département des organisations laïques a voulu répondre à un des plus graves soucis des évêques américains en organisant d'une manière plus méthodique toutes les forces catholiques laïques du pays.

« Jusqu'à présent, disait l'archevêque Curley, nous nous sommes tenus à l'écart, travaillant avec de petits moyens dans l'isolement de nos paroisses. Nous n'avons jamais donné l'expression de notre force potentielle bien qu'il y ait aux États-Unis vingt millions de catholiques; si nous voulons jouer le rôle qui nous est dévolu dans le développement de l'Amérique et

Bill et ses inventaires d'objets religieux. Grâce à l' « Executive Département », le N. C. W. C. a été reconnu par le Gouvernement comme « Agence nationale » d'Immigration.

Le *Département de l'éducation* confié à M^{gr} Dowling, avec le Rév. P. James Ryan pour secrétaire exécutif, a été consulté par le département de la guerre dans le choix des professeurs destinés aux écoles des Philippines. Le *Département juridique*, actuellement sous le contrôle de M^{gr} Gibbons, est fréquemment consulté par le Gouvernement et les autorités des divers États. Le Ministère de la Guerre ayant résolu de constituer sur le front français ses cimetières militaires, nomma un Comité des monuments de guerre et choisit pour y représenter les catholiques le R. P. Burke, qui fit connaître les vœux des catholiques tendant à marquer d'un signe spécial les tombes des soldats catholiques, etc...

Au *Département d'action sociale* est due la création de « l'école nationale du service social », établie en trois magnifiques édifices de Washington et dirigée par M. Ch. Neill qui fut, durant huit ans, commissaire du travail aux États-Unis.

Au *Département de la presse*, M^{gr} Russell s'assura le concours de M. J. Megrath, ancien rédacteur en chef du *New-York American* et du *San Francisco Examiner*. Ici, comme partout ail-

répandre largement l'influence de l'Église de Dieu, il faut nous rassembler et nous organiser. »

De ces préoccupations naquirent, grâce au N. C. W. C., le *Conseil national des Hommes catholiques* et celui des *Femmes catholiques*.

Le *Conseil national des Hommes catholiques*, répandu aujourd'hui dans trente-neuf diocèses, compte plusieurs millions d'adhérents. Il a mené déjà de nombreuses campagnes, notamment contre l'étatisme scolaire. Pendant l'année 1923 il doit concentrer son activité sur ces deux points : le cinéma et l'immigration.

Le *Conseil national des femmes catholiques* compte

leurs, le conseil supérieur du N. C. W. C. n'a rien négligé pour s'entourer d'hommes de toute première valeur. Les résultats obtenus ont répondu à l'effort déployé, et ce n'est pas sans quelque envie que nous pouvons en lire, dès aujourd'hui, la longue liste : agences d'information organisées, contrôle de la presse non catholique... le tirage de plusieurs journaux et revues catholiques doublé en quelques mois. Dès maintenant, l'organe de liaison du N. C., le *Bulletin catholique de bien-être national*, revue bimensuelle du Comité exécutif, dirigée par le P. Burke, a dépassé le tirage de 60.000. Le « Département de la presse » renseigne 87 journaux, maintient des correspondants dans toutes les parties du monde.

L'*Osservatore Romano* du 21 juillet 1922 souligne l'efficacité de l'action organisée du N. C. W. C. à propos du fait suivant : Mgr Muldoon, archevêque de Rockford, s'était vu refuser l'autorisation de célébrer la messe dans sa cabine, sur un navire de la Compagnie Cunard. Il protesta énergiquement. La presse et les organisations catholiques américaines, à l'instigation du N. C. W. C., appuyèrent sa protestation. Résultat : actuellement tous les navires de la Compagnie Cunard sont munis d'un autel portatif qui est mis au service de tous les prêtres catholiques se trouvant à bord.

700.000 membres. Il a donné son adhésion à l'union internationale des ligues de femmes catholiques.

Pas plus que l'Union populaire italienne le N. C. W. C. ne se substitue à aucune des œuvres existantes : chacune est une alliée non une rivale.

Chaque évêque du Conseil d'administration peut être assimilé à un ministre d'État.

L'archevêque de San Francisco délégué comme *président du Comité exécutif*, au dernier congrès, a choisi le Rév. John Burke pour *secrétaire général* : celui-ci se tient en liaison immédiate avec tous les départements.

* * *

En résumé, le N. C. W. C a réalisé, en moins de trois ans (de septembre 1919, à septembre 1922) cette *Union catholique* dont les catholiques français cherchent la formule. Si cette réalisation suppose un immense travail et surtout « une méthode », on peut affirmer, néanmoins, que le plan architectural est d'une grande simplicité.

A la base de l'édifice, le *Conseil paroissial* régit par son *Comité exécutif*; au second étage, fédérant les Conseils paroissiaux, le *Conseil de district*; au troisième, le *Conseil diocésain*; — au sommet, le *Conseil national*, fédérant les Conseils diocésains et les directeurs de toutes les grandes œuvres. Les *délégués élus* par les paroisses *élisent* à leur tour les délégués de district et ainsi de suite.

En novembre 1922, les deux tiers des diocèses

sont déjà organisés. La plupart des grandes associations se sont formellement associées au N. C., à commencer par les Chevaliers de Colomb, la Société du Saint-Nom, la Jeunesse catholique, les Conférences de Saint-Vincent de Paul..., etc.

Une épreuve assez pénible attendait cependant le N. C. W. C. Sur des informations incomplètes, un décret de la Sacrée Congrégation consistoriale, rendu au mois de février 1922, prononça la dissolution de cette œuvre.

Une pétition, portant la signature d'environ 80 évêques sur 100, donna lieu à une enquête du Saint-Siège qui aboutit, le 22 juin 1922, à un décret de la Sacrée Congrégation consistoriale signé du cardinal de Lai. Ce décret justifiait et approuvait l'action du N. C. W. C., tout en indiquant par quels moyens on pourrait, à l'avenir, éviter les récriminations qui avaient failli amener la ruine d'une œuvre aussi utile : « La Sacrée Congrégation consistoriale, se basant sur des renseignements supplémentaires, a décidé qu'il n'y a lieu à *aucune modification* touchant le *National catholic Welfare Council*. »

Suivaient des instructions concernant l'assemblée que devaient tenir, en septembre 1922, les évêques des États-Unis... Cette réunion serait *facultative*; elle n'aurait rien de commun avec un concile, mais ne serait qu'un « amical échange de vues au sujet des mesures d'intérêt public commun visant à assurer la liberté d'action de l'Église aux États-Unis ». Pour couper court aux interprétations malveil-

lantes (1), le mot « council » serait, peut-être, utilement remplacé par le mot « comittee » qui a d'ailleurs le même sens, etc. (2).

Les *Nouvelles religieuses* concluent leur longue étude sur le N. C. W. C. (15 mai, p. 229) par ces mots :

« On nous reprochera peut-être de revenir trop souvent sur cette œuvre catholique si puissante, nous voudrions qu'elle fût imitée chez tous les peuples chrétiens. Si les catholiques n'ont pas pour le bien du monde l'influence à laquelle leur nombre et leur valeur

(1) On sait que des bruits défavorables furent pareillement répandus contre la puissante association des *Chevaliers de Colomb*, qui est le bras droit du N. C. W. C. Pie XI, informations prises, y a répondu en confirmant l'invitation faite par Benoît XV aux Chevaliers de Colomb de s'établir à Rome. Ils se sont installés, de fait, à l'ombre du Vatican, pour le plus grand bien de la jeunesse italienne, qu'ils protègent contre les propagandistes protestants.

Aux États-Unis, ils sont les meilleurs auxiliaires de l'Épiscopat et du N. C. W. C., dans la lutte actuellement engagée pour sauver la liberté d'enseignement.

(2) Le Décret, dans son § 4, renvoie pour plus ample information à la lettre *Communes* de Benoît XV adressée, le 10 avril 1919, à l'Épiscopat américain. Benoît XV commence par y approuver sans réserve le principe des conférences épiscopales « où les évêques discutent en commun des affaires les plus importantes qui concernent le bien tout ensemble de l'Église et du pays. Arme puissante contre le mal, elles concourent très efficacement à promouvoir le bien en développant l'émulation interdiocésaine. Les réunions épiscopales fréquentes, approuvées à maintes reprises par nos prédécesseurs, servent admirablement les intérêts de la religion, en mettant en commun les recherches de l'expérience de chacun », etc. Benoît XV indique parmi les sujets qui seraient utilement étudiés dans ces assemblées plénières : l'action *économo-sociale*, l'éducation catholique de la jeunesse. »

(C. f. *Les nouvelles religieuses*, 15 octobre 1922. — *La Documentation catholique*, 13 septembre 1922).

morale leur donnent droit, c'est qu'ils ne sont pas organisés. Le centre allemand, le parti populaire italien ont obtenu de précieux résultats; même pour eux le N. C. W. F. reste un modèle. Nous voudrions surtout que les catholiques français s'inspirassent d'une si éloquente leçon. Ils sont, d'après les statistiques américaines que nous ne voulons pas discuter, 26.000.000 (dont 10.000.000 de pratiquants et 16.000.000 de baptisés et mariés à l'église sans autres pratiques régulières). Comment se peut-il faire que 26.000.000 de catholiques soient condamnés à une vie nationale athée par 13.000.000 de non catholiques? Parce qu'ils ne sont pas organisés. Qu'ils étudient ce N. C. W. C., cette organisation encore jeune et déjà très puissante qui, se plaçant sous la direction et le contrôle des évêques, a déjà rendu de grands services à l'Église et à la patrie américaine. Par ses bureaux d'information, de conseils, de coopération et d'assistance, elle a travaillé efficacement à la création d'un esprit de solidarité entre les catholiques américains. Leurs forces éparses ont été groupées autour d'un programme unique, et, prenant conscience de leur nombre, ils ont senti croître leur espérance : l'élan, l'ordre, la persévérance ont marqué toutes leurs entreprises. L'an dernier, ils n'ont pas hésité à se mesurer avec courage et succès contre la persécution légale des bills attentatoires à la liberté de l'école. »

ANNEXE VI.

Quelques autres exemples d'organisations catholiques Nationales.

1^o EN BELGIQUE :

La Belgique, comme l'Amérique, nous donne d'excellentes leçons d'organisation, malgré les pénibles conflits de races et de langues qui attristent, en ce moment, les catholiques de ce pays.

Le 1^{er} septembre 1922, à *Gembloux*, le Congrès des *Jeunesses* catholiques belges offrait déjà, dans son splendide défilé de plus de 10.000 jeunes hommes, la vision raccourcie de l'Unité catholique belge.

Le dimanche 15 octobre 1922, un second Congrès, celui de l'*Union catholique belge*, réunissait à Bruxelles les délégués des groupements flamands et wallons du *parti catholique*, sous la présidence de M. le sénateur Gilles de Pélichy.

A l'occasion de ces deux Congrès, un problème fort délicat fut agité parmi les directeurs de la Jeunesse catholique belge (1).

Quels liens devaient unir la Jeunesse catholique à L'*Union catholique* belge ?

L'Union C. B. est, en effet, un *parti politique* comme

(1) C. f., l'*Effort*, organe de la J. C. B., 21 octobre 1922 et *passim*.

le parti populaire italien. D'où deux tendances contradictoires dans la J. C. La première s'exprime ainsi : « Il ne doit pas y avoir de distinction entre nos organisations proprement catholiques et notre organisation politique catholique. Toutes défendent la même cause. La *Jeunesse catholique* servira donc d'avant-garde, de jeune garde au parti catholique. » Deuxième thèse : « En unissant ainsi œuvres catholiques et œuvres politiques, nous compromettons les unes et les autres. Donc, évitons tout contact, toute solidarité avec le parti catholique. »

Une troisième thèse : celle des sages, du journal *l'Effort*, et du président de la J. C. B., Fernand Daurmont, tient le juste milieu : « Les campagnes politiques doivent être menées par des organisations distinctes des œuvres catholiques proprement dites.

« Mais il peut se faire que tel but particulier que se propose un parti politique coïncide exactement avec celui que poursuit l'action catholique. Dès lors, il est trop naturel qu'organismes d'action catholique et parti politique s'entendent pour que leurs campagnes soient déclenchées simultanément et se renforcent l'une l'autre. »

Par exemple, dans son discours au Congrès de l'Union catholique, M. Helleputte, ministre d'État, dénonçait des actes de sectarisme scolaire : « enlèvement du crucifix des écoles d'Ougrée, de Nivelles », « on met entre les mains des enfants des tracts abominables... » La *Jeunesse catholique*, toutes les

œuvres catholiques, doivent évidemment se solidariser avec le Parti catholique pour protester et réagir.

« De plus, tous les groupements de l'A. C. J. B., continue le rédacteur de l'*Effort*, doivent donner à leurs membres la conscience de leurs obligations civiques et politiques, le sentiment de l'importance de la politique dans les destinées de l'Église et de la patrie... Tous répondront : présent ! chaque fois qu'une campagne d'ensemble s'imposera, à condition que cette activité politique s'exerce *en dehors des cadres et de l'organisation de l'A. C. J. B.*, car l'A. C. J. B. n'est pas et ne sera jamais, ne veut pas être, l'avant-garde du *Parti* catholique. Ce serait déchoir, nous pouvons bien le dire sans désobliger personne, car nous sommes et nous voulons rester l'avant-garde de l'Église en Belgique. »

Cette attitude la J. C. belge est pleine de sagesse (1). Elle définit, nous semble-t-il, ce que doit être en

(1) *L'Osservatore Romano* rendant compte du Congrès de Gembloux a rendu hommage à l'attitude de la Jeunesse catholique belge. Le 6 octobre, dans son éditorial, l'*Osservatore* écrit : « Le premier mérite de l'A. C. J. B. est d'avoir réuni en un faisceau puissant les forces de la J. C. B., autrefois éparses et sans rapport organique. Mais un mérite non moins notable est celui d'avoir donné et maintenu à ce vaste mouvement une orientation *nettement catholique, suprapolitique*. »

La Revue de l'A. C. J. B., l'*Effort*, revenait sur ce sujet : Distinction de l'action catholique et de l'action politique, dans son numéro du 28 octobre 1922. — « Notre article de la semaine dernière à propos du Congrès de l'*Union catholique* se trouve confirmé par deux documents qui nous arrivent de la Ville éternelle.

« Nous avons réaffirmé la distinction nécessaire entre *Union catholique* et *action politique*. Sa Sainteté recommande une fois de plus au clergé d'Italie de ne pas se mêler aux conflits politiques. La mission de l'Église et celle d'un parti politique sont

France l'attitude des Unions catholiques à l'égard de la politique : 1^o demeurer indépendantes à l'égard des organisations politiques et des partis; 2^o seconder énergiquement les campagnes politiques entreprises pour sauvegarder les intérêts de l'Église et de la patrie; 3^o donner à leurs membres une haute conscience de leurs obligations civiques et politiques.

La difficulté, en Belgique (comme en Italie), de maintenir œuvres catholiques et œuvres politiques

irréductiblement distinctes. L'Église ne peut, dans nos temps de divisions et de passions politiques, endosser la responsabilité du programme et de l'action d'un parti politique, si catholique que celui-ci se prétende et qu'il soit...

« Nous avons affirmé, d'autre part, le devoir de la *formation civique* et la nécessité, pour nos groupes de Jeunesse catholique, d'aider leurs membres à cette formation et de les intéresser à l'organisation et à l'*action politique*.

« Or, voici les paragraphes principaux de la résolution votée à l'unanimité par le dernier Congrès général de la *Jeunesse catholique italienne* sur les rapports de la « *Gioventu cattolica italiana* » et des mouvements politiques.

« La « *Gioventu cattolica italiana* », tout en affirmant de nouveau la *distinction essentielle* entre son action et l'action politique que les catholiques exercent dans le pays sous leur propre responsabilité, *ne peut se désintéresser des problèmes politiques*, mais doit les étudier et les résoudre à la lumière des principes de la morale et de la sociologie chrétiennes. *Et chaque fois que les lois attentent à l'intégrité de la doctrine et de la vie catholiques*, chaque fois qu'elles reconnaissent ou protègent insuffisamment les libertés religieuses, n'appartient-il pas à l'élément chrétien de la nation de réagir *dans les formes légales*, et les jeunes gens catholiques ne doivent-ils pas être les plus ardents protestataires? Enfin, la formation chrétienne n'implique-t-elle comme une partie essentielle la formation civique et ne doit-elle pas donner à la patrie des citoyens vaillants et consciencieux? »

(*Gioventu italiana*, organe officiel de l'Association catholique de la Jeunesse italienne, numéro de septembre 1922).

sur un terrain distinct vient, en partie, de la confusion engendrée par le choix des vocables. C'est pour cela que les récentes directives de Pie XI ont, nous l'avons vu, laissé tomber le nom d'*Union populaire* pour lui substituer celui d'*Action catholique*.

C'est pour cela aussi que nous venons de voir (novembre 1923), S. E. le Cardinal Mercier, archevêque de Malines, adresser à son clergé une lettre pastorale où est annoncée l'organisation d'une *Action catholique* Belge calquée sur la nouvelle *Action catholique* Italienne. Voici quelques extraits de cette lettre pastorale :

« S'il plaît à Dieu, nous aurons le bonheur de célébrer vers l'époque de Pâques de l'année prochaine un Synode diocésain. Ce sera l'heure propice d'organiser dans chaque *paroisse*, dans chaque *doyenné*, dans le *diocèse* entier, les cadres de l'« *Action catholique* », « si chère au Souverain Pontife ». Avec votre concours, éclairés par votre expérience, nous rechercherons les moyens de réaliser, par l'entr'aide des fidèles et de leur curé, l'Association paroissiale; la coordination des associations paroissiales dans une Fédération interparoissiale ou décanale; un rattachement plus régulier et plus soutenu de ces unions locales au foyer de la vie diocésaine, »

* * *

2° EN HOLLANDE :

Les dernières élections hollandaises, malgré les difficultés sociales dont souffrent tous les pays, ont montré, à nouveau, à quels magnifiques résultats était arrivée, en Hollande, l'*Union des catholiques*.

Voilà un pays où la population est aux deux tiers protestante. Or, au mois d'octobre 1922, le cabinet Ruys de Beerenbrouck comprend trois ministres catholiques. Le Président du Conseil est membre du Tiers-Ordre de Saint François, pratique la communion quotidienne et la retraite annuelle. Cet excellent catholique est d'ailleurs un homme plein de courage, un chef. A une heure de crise récente, il arrêta une tentative de révolution socialiste et communiste en mobilisant les hommes de toutes les *Unions catholiques* de Limbourg.

Les retraites fermées suivies par des milliers de laïcs, par les hommes politiques les plus en vue, ont formé cette élite de braves qui, en cinquante ans, a groupé les catholiques hollandais, fait cesser la persécution, obtenu pour l'Église le respect du pouvoir.

En face des brimades dont furent l'objet les catholiques français dans un pays où ils sont la majorité, on demeure rêveur en voyant les résultats obtenus par l'admirable *union* des catholiques hollandais que nous avons pu, deux ans durant, étudier sur

place. Voici quelques-uns de ces résultats : Liberté des processions et autres manifestations religieuses. En plein air, sur le *grand marché* d'Amsterdam (tout comme en plein Londres, à Hyde Park), des associations de laïcs catholiques prêchent leur religion, soutiennent des controverses avec les protestants. Liberté absolue pour les congrégations religieuses. Liberté scolaire complète — liberté qui se traduit par la Répartition proportionnelle scolaire, par l'égalité de toutes les écoles devant la loi, devant la distribution des subsides, l'admission paritaire des membres de l'enseignement libre aux comités d'examens... (1)

Comment en est-on venu là? Par l'organisation, en particulier par cette grande Union catholique qu'est le *Volksbond*.

Tandis que le Dr Schaepmann organisait le parti catholique hollandais, en 1888, un ancien aspirant-officier passé dans l'industrie, M. Passtoors appelait les ouvriers et les petits bourgeois catholiques d'Amsterdam à s'unir sur le terrain *catholique et social* (2).

En ce temps-là, le grand agitateur socialiste Domela Nieuwenhuis parcourait villes et campagnes, enrô-

(1) Voir notre volume : *Pour la justice scolaire*; la R. P. S., p. 160, à l'*Action populaire*, éditions Spes, 17, rue Soufflot, Paris-V^e et *Aux lettres*, 14, rue de l'Abbaye, Paris-VI^e, 1921.

(2) Sur l'organisation des catholiques hollandais lire l'excellente étude du P. de Veyrières :

« Nederlandsche Roomsche-Katholieke *Volksbond* (la ligue populaire des Catholiques de Hollande). *Action populaire*, brochure jaune, n^o 225.

lant, jusque parmi les catholiques, des milliers de partisans. Combattu à droite et à gauche, Passtoors poursuivit, néanmoins, son œuvre dans le diocèse de Haarlem, d'où bientôt le *Volksbond* débordait dans les cinq diocèses de Hollande. Les évêques le prenaient sous leur protection et, à côté de chaque bureau directeur diocésain ou paroissial, nommaient un *Conseiller ecclésiastique*, « adviseur ».

M. Passtoors était nommé président du Comité permanent et assurait la direction générale.

Le *Volksbond*, bien que constituant d'abord une organisation sociale, a joué, en réalité, le rôle d'une *Union catholique nationale*. Nettement catholique, répudiant les syndicats interconfessionnels, chantant fièrement son chant guerrier : « Pour Dieu et l'Église. Pour le Roi et la patrie nous levons notre étendard... », ayant pris pour charte l'encyclique *Rerum Novarum*, le *Volksbond* a toujours soutenu énergiquement toutes les revendications catholiques : R. P. S., repos dominical, etc. Il a donné son argent, ses énergies à toutes les œuvres catholiques, enrayé le socialisme, contribué à donner aux catholiques de Hollande, hier, timides et persécutés, une fierté conquérante.

Or, en 1888, l'appel de Passtoors parut se perdre dans le désert. Quarante-cinq adhérents lui répondirent!! Aujourd'hui le *Volksbond* groupe une magnifique armée de plus de 100.000 soldats. Et cette armée n'est pas seule : « En Hollande, les œuvres de toutes sortes, écrit M. P. Verschave, se cou-

doient, se complètent, s'étagent en une construction gigantesque aux appartements multiples et variés. » Il y a des groupements catholiques pour chaque classe et pour chaque profession. Le catholique hollandais sait maintenant, la persécution le lui a appris, qu'il n'a pas le droit de vivre isolé.

* * *

3° EN ALLEMANGE. — LE VOLKSVEREIN (1) :

Ce que le *Volksbond* avait fait en Hollande, le *Volksverein* le réalisa en Allemagne. Il fit, par l'action sociale catholique, l'*unité du front catholique*. En 1903, il contribuait d'une manière décisive à envoyer au Reichstag 102 députés du *centre catholique*, c'était le parti le plus nombreux. L'*Union populaire pour l'Allemagne catholique*, « le *Volksverein*, » avait été la dernière grande pensée de Windthorst.

En novembre 1890, il l'annonçait; le 13 février 1891, il la lançait, encouragé par l'Épiscopat et un bref de Léon XIII. Quelques mois après, il mourait... Mais le V. vivait et grandissait et allait servir de modèle aux catholiques italiens.

Son but et ses moyens, les statuts fixés par Windthorst les disaient clairement.

1° Le but de l'*Union populaire* est la lutte contre

(1) Voir l'*Action populaire*, broch. jaune, n° 41. Le « *Volksverein* », par Max Turmann.

les erreurs et les efforts destructeurs en matière sociale ainsi que la *défense de l'ordre social chrétien*;

2° Pour être membre de l'Association avec le droit de vote, il faut être Homme catholique, Allemand et majeur (1), payer annuellement une somme d'un mark;

3° La direction du V. appartient à un conseil composé d'au moins sept membres, *élus pour une année* par l'Assemblée générale et rééligibles. L'Assemblée générale nomme les deux présidents. Le conseil choisit dans son sein le secrétaire et le trésorier;

4° Le conseil peut nommer un représentant pour chaque diocèse ou région;

5° Le domicile légal de l'Association est Mayence.

En juin 1904, le V. comptait déjà 410.509 membres.

De juillet 1902 à juillet 1903, le V. organisait 1.333 réunions de propagande, répandait 13 millions de tracts catholiques ou sociaux. Le V. a créé toute une presse de défense catholique et sociale, lancé un bulletin périodique, organisé une bibliothèque de prêt, créé des cours pratiques sociaux, des écoles de conférenciers, des universités populaires, etc.

En 1910, à sa vingtième réunion, le V. comptait le chiffre fantastique de 662.000 membres. A cette époque, il est vrai, le socialisme groupait 722.000 membres cotisants, payant chacun 6 marks par an.

Malgré tout, le V. a fait une œuvre immense. « Les catholiques, a écrit M^{gr} Kannengieser, se réveil-

(1) Cet article exclut donc les *femmes du V.*

lèrent de l'engourdissement aux cris poussés contre l'Église et la Papauté : *Los Von Rom!* « Séparons-nous de Rome! » Devant cette prise d'armes... les yeux de beaucoup de catholiques se dessillèrent et ils sentirent la nécessité de s'organiser ... » (1).

Un historien catholique, M. l'abbé Saltet, résume ainsi les luttes de l'Église, de 1870 à 1903, en France, en Allemagne et en Belgique: « En Belgique et en Prusse, les catholiques ont été *unis* et *vainqueurs*. En France, les catholiques ont été *divisés* et *vaincus* » (2).



4° EN ALSACE ET EN SUISSE :

En ce mois de septembre 1923, ont eu lieu deux congrès fort suggestifs : le Congrès de l'*Association populaire catholique suisse*, tenu à Wil, et le 2^{me} Con-

(1) C. f. *Les Associations professionnelles chrétiennes en Allemagne* par l'abbé Cetty. A. P., tract jaune, n° 162. — En 1910, les *Syndicats chrétiens* (interconfessionnels) comptaient plus de 350.000 membres, et les Syndicats catholiques (fédération de Berlin) plus de 100.000 adhérents.

(2) *Histoire de l'Eglise*, par l'abbé L. Saltet, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, p. 306. De Gigord, Paris.

En Angleterre, la « *Catholic association* »; en *Suisse*, l'« *Association populaire catholique* » ont réalisé l'Union des catholiques par les mêmes méthodes que le *Volksverein*.

Sur l'organisation des catholiques yougo-slaves, c. f., Act. pop dossiers, 67. Notons que les catholiques *yougo-slaves* (comme les *catholiques allemands, belges, hollandais*) ont été amenés, dans un souci légitime de défendre leur foi et les doctrines sociales qui en émanent, à se grouper *politiquement*, en un parti nettement

grès de la *Ligue des catholiques d'Alsace*, tenu à Mulhouse (1).

On sait que cette ligue a été fondée pour continuer dans les provinces reconquises les bienfaits d'ordre religieux et social du *Volksverein*. La Ligue se propose en particulier d'assurer aux Alsaciens-Lorrains le bénéfice des libertés religieuses qu'ils surent imposer à leurs maîtres allemands et que la France, au lendemain de la victoire, promet solennellement de respecter.

Cette parole de la France, plusieurs tendent à l'oublier ou à la déclarer périmée.

La Ligue des catholiques d'Alsace, que préside M. Weydmann, estime, à juste titre, que la parole

catholique; parti qui, d'ailleurs, prend ses racines dans le pays par toutes sortes d'œuvres religieuses, professionnelles, économiques.

Veut-on que les catholiques ne fassent pas de politique? — que les gouvernements ne fassent pas de politique anti-catholique, qu'ils ne fassent même pas de politique du tout; qu'ils gouvernent dans l'intérêt des peuples. Gouverner c'est servir et non pas se servir. — Le politicien, lui, ne sert pas, il se sert.

Sur l'organisation catholique et sociale en *Suisse Romande*, c. f., Act. pop., dossiers n° 67.

Sur le mouvement confédéral catholique en *Espagne*, c. f., *Les Nouvelles religieuses*, 1^{er} janvier 1922.

Sur le mouvement confédéral catholique en *Pologne*, *ibid.*, 1^{er} décembre 1921. Citons simplement ce vœu adopté, le 12 octobre 1921, par le Congrès catholique polonais tenu à Varsovie : « Constatant le *manque d'unité* de l'action catholique en Pologne, le Congrès décide de l'uniformiser d'après les principes de la *Ligue catholique* fondée à Poznan. »

(1) Pour tous renseignements sur la Ligue des catholiques d'Alsace, s'adresser au Secrétariat, 27, rue des Juifs, Strasbourg.

de la France est chose sacrée et demande avec énergie que tous s'en souviennent.

Le Congrès de Mulhouse, après avoir voté plusieurs résolutions fort pratiques tendant à l'intensification de la *vie religieuse* (œuvres eucharistiques, lutte contre les modes indécentes, contre l'immoralité de la rue, etc.) a donc résolu d'exercer une action énergique auprès des pouvoirs publics pour l'observation plus attentive des dispositions légales qui affirment le caractère *confessionnel* de l'école primaire (formation religieuse des maîtres dans les Écoles normales, nomination d'instituteurs, choix de manuels qui s'inspirent des principes de l'école confessionnelle).

Passant ensuite à l'*action sociale*, le congrès demande que partout soient organisées des Associations d'ouvrières catholiques, et que ces Associations soient réunies en une Fédération des Associations ouvrières catholiques d'Alsace.

La Commission de la presse, de son côté, décidait d'organiser dans toutes les communes d'Alsace des comités de presse.

Ce programme très complexe, — et qui pourrait être donné pour modèle à nos Congrès diocésains ou généraux d'union catholique, — a pu être étudié méthodiquement grâce à l'organisation des *Commissions* distinctes de la presse, de l'enseignement, des œuvres sociales et morales, des œuvres féminines.



Les délégués de l'*Association populaire catholique suisse* qui représentaient à Wil les seize cantons, grâce à l'activité du président général de l'Association, le conseiller national von Matt et du secrétaire général, le Dr Haettenschwiler, n'ont pas fait un travail moins pratique.

Si le Congrès a commencé par s'occuper d'action religieuse, il n'a pas attribué une moindre importance à l'action civique et sociale. Après avoir applaudi son président, qui demandait à l'Association de seconder activement le clergé dans l'organisation des œuvres de piété qui ont pour but d'amener l'enfance, la jeunesse, la classe ouvrière « au culte de l'Eucharistie et à la communion fréquente », le Congrès décida de multiplier les bureaux de placement et de créer pour cela l'organisme nouveau d'un bureau central de placement et d'émigration.

Puis, l'Association prit officiellement position pour le rejet de l'initiative légale sur le « prélèvement des fortunes » et pour l'acceptation du projet de loi sur le « nouveau régime des alcools ». Elle décida encore d'intensifier par tous les moyens légaux son action contre le socialisme et le communisme.

Ces deux Congrès montrent à quelle activité très large et vraiment *nationale* peuvent s'élever, sans

se mêler de politique de partis, les Unions catholiques naissantes en quête d'un programme d'action.

M^{sr} Ruch, évêque de Strasbourg, intervenant dans la discussion relative à l'école confessionnelle — école dont le Grand-Orient de France réuni en convent réclame en ce moment même la suppression, au mépris de la parole de la France et de la loi — s'écriait :

« Le meilleur moyen de défendre les droits de l'école est d'organiser solidement dans tous les cantons, toutes les paroisses du diocèse, les comités cantonaux et paroissiaux de la *Ligue des catholiques* avec leurs commissions scolaires. »

C'est l'évidence même.

Les catholiques d'Alsace-Lorraine qui virent à l'œuvre le *Volksverein* connaissent la force de l'union et peuvent nous donner d'excellentes leçons sur l'art de s'organiser.

Les *Statuts* de leur Ligue, que nous jugeons utile de reproduire ici, s'inspirent de ce sens des réalités qui nous fit parfois défaut. Nous attirons en particulier l'attention sur le rôle prépondérant qui y est donné à l'action des laïques :

Ligue des Catholiques d'Alsace.

I. But.

§ 1. La Ligue des Catholiques d'Alsace est le groupement des catholiques d'Alsace pour la défense des droits de l'Église, le développement des œuvres reli-

gieuses et sociales. Elle reste en dehors de tout parti et de toute action politique.

II. *Membres.*

§ 2. Peuvent être adhérents de la Ligue :

- 1° Tout catholique âgé de 18 ans au moins, respectant les principes de sa religion;
- 2° Les familles catholiques comme membres collectifs;
- 3° Les œuvres comme membres collectifs.

III. *Organisation.*

§ 3. Trois comités superposés et en étroite relation les uns avec les autres constituent les organes directeurs de la Ligue : le Comité paroissial, le Comité cantonal, le Comité diocésain.

a) Le Comité paroissial.

§ 4. Le groupe paroissial élit le Comité paroissial qui se compose d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'un nombre plus ou moins grand de conseillers. Le curé de la paroisse est membre de droit du Comité paroissial comme représentant de l'Évêque.

§ 5. Le Comité paroissial se réunit pour délibérer sur les questions d'intérêt religieux et social. Il se charge spécialement de recruter des adhérents, de recueillir les cotisations, d'organiser des réunions.

§ 6. Le Comité paroissial se réunit au moins une fois par mois, le groupe paroissial au moins tous les trois mois. Une fois par an le groupe paroissial se réunit en assemblée générale. Toutes les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

b) Le Comité cantonal.

§ 7. Le Comité cantonal se compose du bureau du comité du chef-lieu du doyenné, du président, du curé et d'un délégué de chaque Comité paroissial. Le curé cantonal en est membre de droit.

§ 8. Le Comité cantonal dirige la section cantonale formée par l'ensemble des sections paroissiales. Il forme l'intermédiaire entre les Comités paroissiaux et le Comité diocésain.

En principe, il se réunit tous les trimestres.

Une fois par an il convoque un congrès cantonal, qui réunit tous les adhérents de la section cantonale.

Il adresse annuellement au Comité diocésain un rapport exact et détaillé sur le fonctionnement de la Ligue dans le canton.

c) Le Comité diocésain.

§ 9. Le Comité diocésain dresse le programme général d'action de la Ligue, dirige l'action des Comités cantonaux et, par eux, celle des Comités paroissiaux.

Il cherchera à promouvoir et à répandre toutes les œuvres catholiques qui intéressent le bien religieux, social et même matériel du diocèse, sans toutefois toucher en quoi que ce soit à l'autonomie des œuvres.

Il sera avant tout un organe d'information et de propagande religieuse et sociale à l'aide de réunions, de tracts, etc.

§ 10. Le Comité diocésain se compose :

De membres élus, de membres nommés par l'Évêque et de membres représentant les organisations diocésaines d'œuvres.

Sont membres élus les délégués nommés par les Comités cantonaux. Chaque Comité cantonal nomme deux délégués, un prêtre et un laïque.

L'Évêque nomme des membres jusqu'à concurrence d'un tiers du nombre total.

Les organisations diocésaines d'œuvres nomment quatre représentants par organisation.

§ 11. Le président du Comité diocésain est nommé par l'Évêque. Le Comité élit lui-même deux vice-présidents, deux secrétaires et deux trésoriers, qui, ensemble et avec le président, forment le Conseil d'administration du Comité.

§ 12. Le Comité diocésain se réunit au moins deux fois par an; le Conseil, aussi souvent que l'exigeront les circonstances, mais au moins tous les deux mois.

§ 13. Tous les ans, le Comité diocésain organisera un Congrès diocésain réunissant les adhérents de la Ligue.

§ 14. Pour assurer et faciliter son action, le Comité diocésain nommera des commissions d'étude et de propagande. Ce seront en particulier :

La Commission des œuvres	purement religieuses,
—	d'enseignement,
—	de charité,
—	morales et sociales,
—	d'hommes et de jeunes gens,
—	de dames et de jeunes filles,
—	de presse et de propagande.

Les représentants des organisations d'œuvres dans le Comité diocésain seront de droit membres des commissions respectives.

§ 15. Le président de ces commissions sera nommé par l'Évêque. Elles se donneront elles-mêmes un vice-président et un secrétaire.

§ 16. La permanence de ces commissions sera assurée par le bureau des Œuvres, sous la direction du directeur général des Œuvres diocésaines nommé par l'Évêque. Le directeur des œuvres est membre de droit de toutes les commissions comme de tous les autres organes de la Ligue.

IV. *Finances.*

§ 17. La cotisation est fixée :

Pour les membres individuels à 1 franc au minimum,

Pour les familles à 3 francs au minimum,

Pour les œuvres à 5 francs pour chaque centaine de membres commencée.

Une cotisation annuelle de 50 francs donne droit au titre de membre bienfaiteur.

§ 18. L'année budgétaire commence le 1^{er} janvier.

V. *Fête patronale.*

§ 19. La fête patronale de la Ligue est fixée au dimanche de la solennité de saint Arbogast, patron de l'Alsace.

VI. *Siège social.*

§ 20. Le siège social de la Ligue est à Strasbourg, 27, rue des Juifs.

Strasbourg, le 25 mai 1922,

Vu et approuvé :

† CHARLES,
Evêque de Strasbourg.

ANNEXE VII.

L'union des catholiques et le journal " Le Temps ".

Phénomène intéressant : dans des groupements que l'on désignait autrefois du nom de radicaux, des hommes clairvoyants, effrayés par la propagande antisociale des communistes, commencent, avons-nous dit, à regarder avec sympathie le mouvement catholique. Ils en attendent un bien social; ils craignent une organisation politique d'un parti catholique, mais, dès qu'ils voient les catholiques s'appliquer à vivre leur doctrine morale et sociale pour le bien de tous, en dehors et au-dessus des partis, ils ne leur ménagent pas leurs éloges. Rien de plus significatif à ce point de vue, malgré quelques erreurs de détail, que cet éditorial paru dans *Le Temps* du 29 août 1923. Nous citons :

GROUPEMENTS NOUVEAUX.

« Sous ce titre général : « *l'Action catholique* », sous ces deux sous-titres particuliers : « *Actes épiscopaux*, *l'Union diocésaine des catholiques d'Autun* », la presse catholique publie le programme d'une union diocésaine qui se crée dans le département de Saône-et-Loire, ou, pour parler plus exactement, avec les fondateurs de ce groupement, dans le diocèse d'Autun,

sous le patronage de M^{sr} Chassagnon, évêque de ce diocèse.

« Déjà des organisations semblables ont vu le jour depuis un peu plus d'un an. La première a été, croyons-nous, constituée le 14 septembre 1921, par mandement de l'archevêque de *Besançon*, M^{sr} Humbrecht. L'an dernier, le département de la Seine-Inférieure, ou diocèse de *Rouen*, en a vu éclore une sous le patronage de M^{sr} de la Villerabel, archevêque de Rouen; puis, le département de la Charente, diocèse d'*Angoulême*, sous le patronage de M^{sr} Arlet, évêque d'Angoulême.

« Il y a, dans cette organisation naissante, plusieurs sortes de formations. *L'Union des catholiques* — l'U. D. C. pour obéir à cette loi d'initiales, souvent énigmatiques, qui, pour abrégér les appellations complètes, propose des rébus aux lecteurs — comporte en effet plusieurs degrés.

« Il y a l'*Union paroissiale*. Elle se groupe, dit le document, autour de M. le Curé. « Elle comprend d'abord un petit noyau de catholiques, plus actifs et « plus libres de leur temps », c'est le *Comité paroissial*. Puis, « tous les autres hommes catholiques âgés d'au « moins 21 ans ». C'est l'*Union paroissiale*. En troisième lieu, il y a dans l'archiprêtré, l'*Union cantonale*, formée des Unions paroissiales. Elle dicte et unifie l'action des groupes paroissiaux. Dans le diocèse, la *Fédération diocésaine* formée des Unions cantonales. Elle aide et unifie l'action des Unions cantonales. Cette organisation, *très légale, très licite, infiniment intéressante* (1) à observer dans sa naissance et à suivre dans son action, se crée avec le souci sévère de hiérarchie qui plaît et qui convient à l'institution, à la constitution catholique.

« Quel est maintenant le but de l'*Union des catho-*

(1) C'est nous qui soulignons. — A. B.

liques, répartie en divers noyaux d'actions? Il est « *de grouper des hommes catholiques* » — c'est donc une organisation strictement masculine — pour qu'ils se connaissent, s'aident les uns les autres, cherchent ensemble et emploient les moyens les plus efficaces de conserver, de pratiquer, de propager et de défendre éventuellement la religion. »

« Mais une telle association se demande avec un scrupule qui vient aisément à l'esprit, le document que nous analysons, n'a-t-elle pas un but *politique*? Tout aussitôt, l'Union s'en défend. Pas de *politique* : « Elle nous divise, la religion seule unit. » Mais alors, l'Union ainsi comprise, c'est l'Église? Le but est le même que celui de l'Église? Car c'est l'Église qui a mission de propager, de défendre la religion. Pas tout à fait. Et le document analyse les moyens, « les nombreux moyens auxquels l'Union et ses organes se proposent de recourir : conférences, cercles, tracts, journaux, soutien apporté aux écoles libres, aux patronages ». En outre, « elle surveille et combat, s'il y a lieu, les atteintes à la foi et à la morale, les enseignements contraires à ceux de l'Église, etc... » Elle se groupe autour de l'évêque pour promouvoir l'*action religieuse, morale et sociale*.

« On voit donc que si l'Union des catholiques et ses groupes à la fois variés dans leur distribution et solides dans leur organisation s'interdisent soigneusement la politique, ils entendent appliquer leur action, non pas seulement à la défense religieuse, mais à la défense « morale et sociale » des principes catholiques. Il y a là un champ très vaste qui, s'il frôle la politique, ne se confond pas forcément avec elle.

« Cette organisation peut servir d'exemple à d'autres que les catholiques. Ceux-ci ont senti le besoin, depuis la guerre, de s'unir, de se serrer les coudes, de développer leur propagande. A côté de la morale catholique,

il y a la morale laïque. A côté de l'œuvre sociale catholique, reposant sur sa doctrine propre, il y a l'œuvre sociale laïque, prenant pour guides ses principes autonomes.

« A une époque où les questions morales et sociales se lient sans toujours se commander, *de telles associations ne peuvent que développer la vie publique et la vie nationale elle-même.* Elles peuvent devenir des centres, des foyers où se réunissent dans l'union les partisans d'idées communes, à la condition que le zèle de quelques partisans trop violents n'en fasse pas une organisation de combat. »

* * *

Que *Le Temps* se rassure. Nos évêques, qui ont pris l'initiative des *Unions catholiques* et entendent, à juste titre, en demeurer les chefs, tout en laissant aux laïques catholiques une très large part d'initiative et de responsabilité, ne laisseront pas « quelques partisans trop violents » faire de l'Union « une organisation de combat ».

Mais, ils ne permettront pas davantage — M^{gr} Guérard, nous en a averti — qu'on en fasse « une organisation de défaite », un organisme destiné à consacrer, par une acceptation tacite, une législation de combat qui compromet les intérêts les plus sacrés de la patrie et de la religion.

Ce n'est pas de nous, catholiques, mais du *Temps* et de ses amis que l'Union catholique attend la faculté de se consacrer exclusivement, et selon ses désirs, à l'« action religieuse, morale et sociale. »

L'Union n'aura pour cela rien à changer aux direc-

tions, au programme d'action que lui donnèrent, à la suite des derniers Souverains Pontifes, les évêques de France.

Mais *Le Temps* et le parti dont il est le porte-parole auront, peut-être, quelques modifications à apporter à leur propre programme.

Les nouvelles manières de penser, reflétées dans l'article qu'on vient de lire, nous donnent la confiance que l'amour du pays et de la grandeur française dont elles s'inspirent feront accepter, s'il y a lieu, les sacrifices nécessaires. A cette condition, *Le Temps* et ses amis verront les Unions catholiques se ranger à côté d'eux pour la défense de la paix française... Mais...

Au lendemain de la mort de M. Émile Combes, *Le Temps* (24 mai 1922) jugeait sévèrement la politique du vieux sectaire. Le Combisme, ce fut « la dictature d'un parti imposée au pays », au suffrage universel lui-même. Ce fut une conception politique qu'on pourrait, disait-il, appeler « le radicalisme de droit divin ».

Ce régime, ajoutait *Le Temps*, « a rendu impossible, avant la guerre, l'union sacrée — qui nous eût été aussi utile dans la préparation à la défense nationale que dans la défense nationale elle-même. Elle a perpétué dans ce pays une sorte de *guerre de religion factice*, où quelques politiciens locaux ont seuls trouvé leur intérêt » (1).

(1) Après le procès des radicaux, voici celui des radicaux-socialistes. Le Provincial du *Temps* résumait ainsi ces jours derniers

On ne saurait mieux dire. Aussi, mis en confiance, attendions-nous du *Temps* cette conclusion logique : « Cette législation de « guerre de religion » créée par « le radicalisme de droit divin » au détriment de l'Union sacrée nécessaire, hâtons-nous de la remplacer par une législation de paix, de concorde nationale; donnons à l'école, par la R. P. S., ce statut vraiment libéral que nous avons imposé par le traité de Versailles à la Pologne et aux diverses nationa-

(18/9/23) leur action néfaste et anti-française au cours de la Troisième République; un catholique signant une pareille philippique se verrait fort probablement accuser d'exagération et de sectarisme par plusieurs des lecteurs du *Temps*. Lisons : « *Les radicaux-socialistes, maîtres du pouvoir, ont semé partout la division au sein de la République. A la neutralité de l'Etat en face des croyances diverses, ils ont substitué la guerre à toutes les croyances, pratiqué l'athéisme légal et contraint tous les fonctionnaires et tous les citoyens qui ambitionnaient quelque faveur gouvernementale à s'abstenir de toute manifestation extérieure de leurs convictions : aller à la messe devint un crime d'Etat. L'histoire des réductions successives de crédits pour l'armée et la marine est une des plus tristes qui soient. On nous objecte, comme une prétendue preuve du souci des Chambres radicales-socialistes pour la défense du pays, la loi de trois ans. Mais on sait de quelles difficultés il fallut triompher pour leur en arracher le vote, vote tardif d'ailleurs quand l'ennemi était depuis si longtemps, et si complètement organisé pour la lutte! Et, en avril 1914, les affiches des socialistes, alliés des radicaux-socialistes, réclamaient encore le désarmement. J'en ai vu — lamentable ironie! — qui tenaient toujours aux murailles le 11 août 1914!* »

Après la guerre, le radicalisme continua sa politique « abjecte » et antinationale :

« N'ayant rien appris de la guerre, ne voulant rien oublier de ses préjugés et de ses rancunes, sans y changer un *iota*, il a repris ses méthodes anciennes : rallumer les querelles religieuses éteintes, proscrire de la République les vieux républicains, flatter la révolution pour l'utiliser à son profit, telle est aujourd'hui comme hier

lités nées de la guerre, — rouvrons la France à ces religieux dont nous reconnaissons par des subsides et des décorations l'œuvre éminemment française accomplie sur toutes les plages du monde, — ne soyons pas plus rigoureux pour ces bons français qui vinrent si généreusement verser leur sang pour le pays en 1914, que nous ne le sommes à l'égard d'hommes politiques condamnés par leurs pairs pour avoir trahi les devoirs de leur charge; — ne traitons pas plus mal que les mutinés de la Mer Noire, aujourd'hui amnistiés, les irréprochables serviteurs de la France que furent les religieux; — N'assimilons plus aux forçats libérés, en leur interdisant l'enseignement (par une loi qui constitue une page de honte), ces mêmes religieux dont l'œuvre éducative, hors la France, suscite l'émulation jalouse des nations rivales et qui surent chez nous façonner l'âme et le génie du dix-septième siècle, et, plus près de nous, l'âme et le génie des Foch, des Castelnau, des Fayolle, des Franchet d'Esperey, des Weygand, de Maistre, des Debeney, des de Maudhuy, des Lyautey...

sa politique intérieure. Quant à sa politique extérieure, elle ressemble trait pour trait à celle qui trouva, en août 1914, sa conclusion logique : internationalisme aveugle, pacifisme abstrait, foi naïve au socialisme allemand, elle part de l'illusion pour aboutir à l'impuissance française, à ne rien vouloir dire de plus.

« Nous ne pouvons plus nous laisser prendre au mirage des mots : la tyrannie sous le nom de liberté, la désorganisation sous le nom de démocratie, la destruction de l'ordre social sous le nom de progrès, la discorde nationale sous le nom de République et l'abaissement de la France sous le nom d'entente internationale, voilà ce que nous voyons distinctement au programme du parti radical-socialiste ».

La liste est longue, on pourrait l'allonger encore. Il est vrai qu'il y manquerait des noms comme ceux de Caillaux, Malvy, Marty... Mais on ne peut revendiquer toutes les gloires.

Donc, nous attendions du *Temps* cette conclusion : « remplaçons cette législation de guerre par une législation de paix. » Point du tout. Le combisme est comme les ossements morts, *ossa arida*, qu'on utilise dans l'industrie.

Le combisme est mort, mais ses lois doivent demeurer et servir. Ces ossements arides sont le patrimoine de la République.

Nous avouons ne pas saisir cette logique. En tous cas, comme le disait plus haut M^{gr} Guérard, les catholiques ne sauraient tenir pour terrain d'entente l'acceptation d'une législation qui compromet gravement les intérêts de l'influence française, ceux de l'Union sacrée, pour ne pas parler d'intérêts spirituels plus hauts encore. Demander à l'Union catholique de tels sacrifices, serait l'inviter à sacrifier à la vie les raisons de vivre.

Le Temps ne le voudra pas.

Il aidera les catholiques français à « développer la vie publique et la vie nationale... à créer des centres, des foyers où se réunissent dans l'union les partisans d'idées communes », en dehors de toute autre préoccupation de combat que celle où *Le Temps* nous convie lui-même, contre les propagandes *antisociales et antifrançaises*.

Ce nécessaire combat peut unir tous les bons

Français enfin réconciliés par l'abolition de mesures légales issues du « radicalisme de droit divin ». — Qu'on ne parle donc plus de légalités persécutrices intangibles. — *Le Temps* sait parfaitement, et il l'a fort bien dit, qu'il n'y a pas de lois intangibles et que leur existence serait la négation même du régime républicain (1).

Dans ce combat nécessaire contre les facteurs d'anarchie et de défaitisme, *Le Temps* et son parti peuvent apporter à la France des éléments de victoire non négligeables et que nous n'avons aucune tentation de sous-estimer.

Mais, par ailleurs, *Le Temps* ne pense-t-il pas que les catholiques, ayant enfin pris conscience de leur force par l'Union, peuvent fournir à la cause commune un appoint important? Et, puisqu'il est question d'alliance contre des adversaires communs, chacun des alliés ne doit-il pas ajouter à son courage et à sa confiance par la juste appréciation des bons contingents dont il escompte le concours?

Sur la valeur du contingent catholique *Le Temps* reproduisit, si j'ai bon souvenir, ces déclarations

(1) Le 2 décembre 1920, *Le Temps* relevait cette affirmation du Président du Conseil, M. Georges Leygues : « La reprise des relations avec le Vatican ne saurait avoir pour conséquence une modification quelconque à la législation établie. — *Les lois laïques sont intangibles* ». A quoi *Le Temps* répliquait justement : « *De lois intangibles, il n'y en a pas* et il est heureux qu'il n'y en ait pas. M. Georges Leygues a un esprit trop avisé et a vu trop de choses pour croire à l'éternité des lois les plus fortement construites. Le temps fait sur elles son œuvre comme sur tout ».

d'un homme qui est plutôt des siens que des nôtres.

Le 20 janvier 1920, à la Chambre des députés, M. Pierre Forgeot s'écriait :

« Il m'est apparu que le catholicisme était en quelque sorte l'*antidote du poison bolcheviste*... Je ne suis pas catholique... je ne suis rien...; et je constate et je vois que depuis près de 2.000 ans, sur presque tous les points du globe, représenté par un personnel dont le désintéressement et l'idéal ne peuvent vous échapper à vous-même, dressé en un magnifique surgisement de cathédrales et d'églises, le catholicisme défend la *famille*, l'*ordre*, le *travail*, la *propriété*, c'est-à-dire tout ce qui s'oppose le plus directement aux principes destructeurs, d'anarchie, de haine, de dictature du bolchevisme. »

Quelques jours plus tard, le 2 février 1921, on citait au Sénat ces paroles d'un historien dont le témoignage doit être à plusieurs titres précieux au *Temps* : H. Taine :

« Le christianisme est encore sur les deux continents, pour 400 millions d'hommes, l'organe spirituel, la grande paire d'ailes indispensable pour soulever l'homme au-dessus de sa vie rampante et de ses horizons bornés jusqu'au dévouement et au sacrifice.

« Toujours et partout, depuis 1.800 ans, sitôt que ces ailes défont on qu'on les casse, les mœurs publiques et privées se dégradent. »

Ces constatations de fait ne sont-elles pas une raison suffisante pour conseiller au *Temps* et à son parti de ne point se priver de gaieté de cœur, dans le

travail de reconstruction nationale et de défense sociale qui s'impose, du concours loyal des catholiques, de ne point *obliger* ces catholiques et leurs Unions (en perpétuant dans ce pays « une sorte de guerre de religion factice » qui se survit en une législation témoin des tyrannies d'hier) à faire de l'Union catholique « une organisation de combat? »

« Le zèle de quelques partisans trop violents » qu'appréhende *Le Temps*... n'est guère à redouter de la part de citoyens qui bornent leurs revendications à l'obtention d'un véritable droit commun et au retrait de lois d'exception qui, sans nul profit pour la chose publique, blessent des millions de consciences.

Mais ce zèle diviseur sera-t-il également absent de l'âme des « partisans d'un radicalisme de droit divin qui imposa au pays la dictature d'un parti » et lui en impose encore les lois?... Nous l'espérons. *Le Temps* peut beaucoup contribuer à faire de cette espérance une certitude.

ANNEXE VIII.

L'Union catholique et les Missions.

Grouper les hommes dans les cadres de l'Union catholique est chose partout possible et souvent relativement facile. En une semblable matière, les arguments *a priori* sont dépourvus de valeur. Seuls les faits et les expériences sont tenus pour témoignages valables. Donc, puisque tout autre argument serait sans celui-là frappé de stérilité, citons des expériences :

Depuis la fin de la guerre, je me suis efforcé de donner comme objet premier aux Missions (1), que j'étais appelé à prêcher, l'organisation d'un groupement d'hommes selon la formule de l'Union catholique. Or, dans des milieux aussi divers que le Gers, la Haute-Loire, la Dordogne, la Charente, le Lot, la Haute-Garonne, les Pyrénées-Orientales, etc., une même évidence s'est imposée.

(1) On ne saurait vouloir poursuivre dans une Mission tous les buts à la fois... Pourquoi ne pas poursuivre d'abord celui-ci dont l'importance n'échappe à personne : l'apostolat des hommes?

Les Missions, comme toutes les industries du zèle, doivent s'adapter, évoluer avec les besoins des âmes. Pourquoi n'en viendrait-on pas à consacrer la dernière semaine des Missions aux hommes seuls, à l'évangélisation, à l'organisation des hommes?

Partout, jusque dans les centres les plus indifférents ou réputés le plus individualistes, le groupement des hommes était chose possible et même facile. Si parfois la persévérance manqua, ce ne fut jamais par la faute des hommes eux-mêmes. Oui, il y eut, ici et là, des erreurs de tactique..., des oppositions néfastes..., mais jamais, l'échec ne vint de cette cause qu'on met si facilement en avant : « Nos hommes sont réfractaires à toute organisation. » C'est là une fâcheuse légende. « Si nous avions fait pour les œuvres d'hommes la dixième partie de ce qui fut fait pour les œuvres de femmes », nous disait un saint curé, « nos paroisses n'en seraient pas où elles en sont. » Expérience faite, on peut affirmer (et je parle ici des milieux réputés indifférents ou hostiles) qu'avec un prêtre qui ait pendant quelques temps préparé le terrain, un *triduum* ou une octave de prédications suffiront souvent à mettre sur pied une union catholique. Évidemment, ces prédications, commencées à l'église, devront se continuer hors de l'église. C'est là, dans la salle des œuvres, dans la salle de théâtre ou de cinéma, qu'on exposera, discutera, qu'on fera voter à mains levées les articles du règlement. C'est là qu'on demandera à quelques commissaires placés aux portes de prendre, séance tenante, les noms des adhérents et leur adresse. La première cueillette... sera parfois médiocre, mais il n'y a pas lieu de s'en effrayer et surtout de se montrer découragé. Il nous est arrivé, à ce premier

coup de filet, de prendre tout juste deux poissons..., ce qui ne nous empêcha pas de chanter victoire le lendemain et c'était, de fait, une victoire. La glace était rompue. Le surlendemain — dans cette petite sous-préfecture, jusque-là livrée à la politique radicale et tyrannisée par les loges — les hommes n'en croyaient pas leurs yeux en se retrouvant plus de cinquante dûment inscrits et réunis au local du futur cercle pour procéder à l'élection du bureau. On n'était pas d'ailleurs sans inquiétude au sujet de cette élection : « Où trouver un président, un vrai ? Nous manquons de chefs plus encore que de soldats. » Que de fois avons-nous entendu formuler ces mêmes appréhensions. Or, généralement, les hommes sont fort clairvoyants pour découvrir ce chef qu'on cherchait vainement. Et, par ailleurs, la confiance que lui témoignent ses pairs, la responsabilité dont leur suffrage l'investit, l'aident à prendre lui-même conscience de qualités qu'il s'ignorait. C'est ainsi que la guerre révéla de vrais chefs là où on s'attendait le moins à en trouver.

Créer un groupement d'hommes est donc relativement aisé pourvu qu'on se contente de commencer avec un petit nombre. Le faire vivre, l'accroître sera plus malaisé, mais la difficulté sera la même que pour toutes les autres œuvres... Elle exigera de la persévérance, de la suite dans les idées...

Et puis, vous ferez vivre l'Union en la faisant agir.

Je viens de parler des *séances d'études*, tenues hors de l'église, par lesquelles on s'efforcera de donner une conclusion pratique aux conférences pour hommes données à l'église.

Ces séances d'études sont absolument nécessaires. Il est indispensable que les hommes aient, dès le début, l'évidence qu'ils sont eux-mêmes les architectes de l'Union catholique. Par ailleurs, leurs suggestions seront souvent très précieuses. Elles permettront d'adapter d'aussi près que possible le règlement de l'Union aux difficultés, aux exigences du milieu.

Nul règlement, aussi concret qu'il puisse être, ne peut se passer de cette adaptation.

Malgré le caractère fastidieux de telles énumérations, je reproduis encore ici trois types de règlements parmi lesquels on pourra (comme nous le faisons nous-même) choisir le texte qui sera présenté à la discussion des futurs membres de l'Union.

* * *

I. — L'UNION CATHOLIQUE DE CAHORS

(UNION INTERPAROISSIALE)

*Règlement proposé et adopté au soir de Pâques 1923,
au cours de la Mission.*

I. — DÉFINITION ET BUT. — L'Union n'est ni une *Confrérie*; ni un parti politique. C'est une amitié groupant sur le terrain catholique, sans distinction

de parti, les *Hommes catholiques pratiquants* de la ville de Cahors, qui désirent arriver, par l'Union : 1^o *A mieux se connaître, à mieux s'aimer, à mieux s'entraider*; 2^o sachant que l'Union fait la force, les hommes catholiques s'unissent, surtout, pour demeurer *fidèles* à leur foi catholique, pour mieux la connaître, mieux la défendre et s'en faire plus efficacement *les apôtres*.

II. ORGANISATION. — Les Unionistes assistent à la *Messe mensuelle* des hommes, dite pour eux à la cathédrale le premier dimanche du mois, à 8 heures. Une allocution leur est adressée.

Ils nomment un *Bureau*, annuellement renouvelable par tiers et composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, de plusieurs chefs de section pris dans *toutes les classes sociales* et toutes les paroisses de la ville.

Les *présidents* de la conférence de Saint-Vincent de Paul, de la Jeunesse catholique, des Cheminots catholiques et des autres œuvres d'hommes font, *de droit*, partie du bureau. *M. l'Archiprêtre* est, de droit, *directeur religieux de l'Union*.

III. COTISATIONS. — Les Unionistes paient annuellement une cotisation de 3 francs, contre laquelle il leur est délivré une carte d'adhérent, valable pour un an. Cette cotisation et les dons volontaires serviront à couvrir *les frais de l'Union* : convocations, conférences, etc..., et à faire célébrer une *Messe* pour chaque associé défunt.

IV. RÉUNIONS. — Le Bureau se réunit une fois par mois pour un échange de vues. Il doit rendre l'union *vivante*, en la faisant *active*.

Outre la réunion mensuelle de la cathédrale, tous les Unionistes se réunissent *trois fois par an*, hors de l'église, pour approuver le rapport moral du président,

le rapport financier du trésorier et procéder à un échange de vues.

Tous les hommes de la ville sont invités à cette messe et à ces réunions, mais, seuls, *les Unionistes ont droit de vote*. Les Unionistes empêchés d'assister à une réunion sont priés de s'excuser. On leur adressera, chaque fois, des convocations individuelles.

V. INITIATIVES. — Il appartient au Bureau de susciter ou d'appuyer toutes les initiatives qui serviraient les intérêts de la religion, du pays, de la région : création d'un bureau de placement, appui à donner aux diverses œuvres existantes, campagne de presse et de conférences pour étendre à tout le diocèse l'organisation de l'Union diocésaine des catholiques du Quercy, etc.

« L'UNION FAIT LA FORCE ».

* * *

II. — L'UNION CATHOLIQUE DE PERPIGNAN

(UNION PAROISSIALE)

Règlement proposé et adopté au soir du 23 décembre 1923,

au cours de la grande Mission,

à la réunion plénière des 7 paroisses de la ville.

§ 1. — DÉFINITION, BUT : L'Union n'est ni une Confrérie, ni un parti politique. C'est une amitié groupant sur le terrain catholique, sans distinction de parti, les *Hommes catholiques pratiquants ou sympathiques à l'idée catholique* de la ville de Perpignan, qui désirent arriver, par l'Union :

1° A mieux se connaître, à mieux s'aimer, à mieux s'entr'aider;

2° Sachant que « *l'Union fait la Force* », les hommes catholiques s'unissent, surtout, pour demeurer fidèles à leur foi catholique, pour mieux la connaître, mieux la défendre et s'en faire plus efficacement les apôtres.

§ 2. — Les nouveaux adhérents devront être présentés par deux *parrains*, déjà membres de l'*Union*. Leur adhésion ou leur radiation sera prononcée par le Bureau à la majorité absolue.

§ 3. — Les Unionistes assistent à la *Messe mensuelle* des hommes, dite pour eux à l'église paroissiale le 3^e dimanche du mois, à 7 heures et demie. Une allocution leur est adressée. Outre cette réunion de l'église, tous les Unionistes se réunissent au moins tous les trois mois hors de l'Église, pour approuver le rapport moral du Président, le rapport financier du Trésorier et procéder à un échange de vues.

Tous les hommes de la paroisse sont invités à cette messe et à ces réunions, mais seuls, les *Unionistes ont droit de vote*. Les Unionistes empêchés d'assister à une réunion doivent s'excuser; on leur adressera, chaque fois, des convocations individuelles.

§ 4. — Les Unionistes nomment un Bureau ou Comité directeur annuellement renouvelable par tiers et composé d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et d'autres membres pris dans *toutes les classes sociales* et tous les quartiers de la paroisse. Les Présidents de l'A. C. J. F. et des autres œuvres d'hommes font *de droit* partie du bureau. M. le Curé est, de droit, directeur religieux de l'Union et le premier vicaire, secrétaire-adjoint.

§ 5. — Les Unionistes paient annuellement une cotisation de 5 francs, contre laquelle il leur est délivré une carte d'adhérent, valable pour un an. Cette cotisation et les dons volontaires serviront à couvrir les frais de l'Union : convocations, confé-

rences, etc..., et à faire célébrer une Messe pour chaque associé défunt.

§ 6. — Il appartient au Bureau de susciter ou d'appuyer toutes les initiatives qui serviraient les intérêts de la religion, du pays, de la région : création d'un bureau de placement, appui à donner aux diverses œuvres existantes, conférences, etc. L'Union sera vivante et prospère dans la mesure où elle agira.

§ 7. — Le Bureau se préoccupera en particulier d'établir *une liaison* avec les *autres groupements* paroissiaux de la ville et du diocèse.

A cet effet, les *présidents* des divers bureaux auront, sous la présidence de Monseigneur ou de son délégué, une réunion *trimestrielle* qui traitera des *manifestations générales*, de l'Union et des moyens de créer dans *tout le diocèse* (dans les cadres de la paroisse et du canton), un mouvement semblable relié à l'Union nationale réclamée par l'Épiscopat.

* * *

DIOCÈSE D'AUTUN.

III. — L'UNION DIOCÉSAINE DES CATHOLIQUES

MAI 1923

I. — *Qu'est-ce que l'Union Diocésaine des Catholiques? (U. D. C.)*

C'est l'association de tous les hommes catholiques du diocèse, conscients de la nécessité de leur religion pour les individus, pour la famille et pour la société, et organisés — par paroisses, autour de leurs curés — et, dans le département, autour de leur évêque, pour promouvoir l'action religieuse, morale et sociale.

II. — *Quel est le but de l'U. D. C. ?*

C'est de grouper les hommes catholiques pour qu'ils se connaissent, s'aident les uns les autres, cherchent ensemble et emploient les moyens les plus efficaces de conserver, de pratiquer, de propager, et de défendre éventuellement leur religion.

III. — *Mais n'est-ce pas là le but même de l'Eglise ?*

Oui, sans doute. Mais l'Eglise ne peut pas atteindre ce but si les fidèles s'en désintéressent et se comportent comme si la religion, n'étant pas le bien et l'intérêt de tous, était seulement « l'affaire des curés ».

La foi ne sera conservée à notre pays que par la ferme volonté et l'action organisée des catholiques unis autour de leurs évêques et de leurs prêtres.

IV. — *Pourquoi une association pour atteindre ce but ?*

Parce que l'homme, isolé en face des intérêts et des passions coalisés, est faible, qu'il ne peut rien et ne fait rien. Il ne devient fort qu'en s'associant à ceux qui pensent et qui veulent comme lui.

V. — *L'U. D. C. n'a-t-elle pas un but politique ?*

Non. — Association essentiellement religieuse, l'U. D. C. n'a pas un but politique. Les enseignements du Pape, la sagesse des évêques, la voix même du bon sens l'écarteront toujours de ce terrain mouvant. La politique divise : la religion seule unit.

Dès lors, tous les catholiques peuvent et devraient faire partie de l'U. D. C., quelles que soient leurs opinions politiques.

VI. — *Par quels moyens l'U. D. C. atteindra-t-elle son but ?*

Par de nombreux moyens dont voici les principaux :

1^o Elle contribue à donner à ses membres des

convictions solides par des conférences, des cercles d'étude, des tracts, des journaux, le bulletin de l'Association, etc.;

2^o Elle aide à créer ou soutenir dans la paroisse les œuvres catholiques : écoles libres; œuvres de persévérance et de jeunesse (patronages, cercles d'étude, cours professionnels, sociétés de gymnastique et de scoutisme, etc.); œuvres de presse et de propagande (comité de rédaction et de diffusion de la bonne presse, etc.); institutions charitables et sociales (mutualités, syndicats, etc.) — Suivant les besoins et les ressources de la paroisse, on va aux œuvres les plus opportunes et les plus urgentes;

3^o Elle surveille et combat s'il y a lieu les atteintes à la foi et à la morale : mauvaises publications, spectacles deshonnêtes, licence des rues, enseignements contraires à ceux de l'Église, etc.;

4^o Elle apporte aux œuvres religieuses et sociales, ainsi qu'aux légitimes revendications, toute la force de l'association.

VII. — *Comment est faite l'organisation de l'U. D. C. ?*

Elle est faite à trois degrés :

1^o Dans la Paroisse, où se groupent, autour de M. le Curé :

a) Un petit noyau de catholiques, plus actifs et plus libres de leur temps, qui constituent le *Comité paroissial*. — Ce Comité est distinct du *Conseil paroissial* qui remplace le Conseil de fabrique, et s'occupe seulement de l'administration temporelle de la paroisse;

b) Tous les autres hommes catholiques, âgés d'au moins 21 ans, désireux d'assurer le maintien du prêtre dans la paroisse, la conservation et l'entretien de leur église, l'éducation chrétienne des enfants et, généralement, tous les bienfaits de la civilisation chrétienne. Ces associés constituent l'*Union paroissiale*;

2° Dans l'Archiprêtré, où les Unions de toutes les paroisses forment, autour de M. l'Archiprêtre et d'un Comité laïc élu, une *Union cantonale* (U. C. C.), destinée à aider et à unifier l'action des groupes paroissiaux;

3° Dans le Diocèse, où les Unions cantonales constituent, autour de M^{gr} l'Évêque, de MM. les Directeurs des œuvres et d'un Comité laïc élu, la Fédération diocésaine, l'U. D. C. — Cette Fédération dirige, aide et unifie l'action des Unions cantonales et assure les services généraux de l'association.

VIII. — *Quels sont les devoirs des membres de l'U. D. C. ?*

Les membres de l'U. D. C. doivent, dans leur vie privée et publique, dans leur famille et dans leur profession, se conduire en bons chrétiens et en bons Français.

Ils doivent plus spécialement :

1° Adhérer au programme de l'Union et travailler à le réaliser;

2° Gagner de nouveaux adhérents à leur association;

3° Assister aussi régulièrement que possible aux réunions de l'Œuvre;

4° Payer annuellement une cotisation minima d'un franc. En retour, ils recevront gratuitement la *Correspondance fédérale*, organe trimestriel de l'U. D. C.

IX. — *Quand ont lieu les réunions de l'U. D. C. ?*

Ces réunions ont lieu, autant que possible :

1° Chaque mois, au moins pendant l'hiver, pour le *Comité paroissial*;

2° Deux ou trois fois par an, pour l'*Union paroissiale*;

3° Une fois par an (Assemblée générale), pour

l'Union cantonale. — Cette assemblée générale prendra de temps à autre la forme d'un *Congrès cantonal*, sous la présidence de M^{gr} l'Évêque ou d'un vicaire général;

4^o Enfin, tous les trois ans, sous la présidence de M^{gr} l'Évêque, la Fédération tout entière se réunira en *Congrès diocésain* auquel seront convoquées toutes les autres associations catholiques du diocèse.

ANNEXE IX

Vers l'Internationale Catholique.

Le Secrétariat international de la Jeunesse catholique a tenu cette année son III^{me} Congrès à Innsbruck, dans le Tyrol autrichien (1). Le Congrès a nommé pour deux ans la Commission directrice du Secrétariat international, Commission composée de sept membres : un Français, un Italien, un Allemand, un Hollandais, un Belge, un Autrichien, un Espagnol.

A l'une des réunions, on vit paraître à la tribune, pour y lire un rapport en français..., un Anglais qui débuta ainsi : « Votre œuvre internationale m'intéresse tellement que j'aurais tout fait pour ne pas manquer une séance de ce Congrès. J'arrive de Budapest avec mes compagnons par avion. » C'était le P. Cyril Martindale, S. J., un des apôtres les plus écoutés de la jeunesse universitaire anglaise, un des organisateurs du récent congrès national des catholiques anglais, tenu à Birmingham (3-7 août 1923) le fondateur de la *Revue inter-universitaire* (2).

(1) Vingt nations y étaient représentées, Le IV^{me} Congrès se tiendra à Rome, en 1925,

(2) *Inter-University Magazine* (Oxford, depuis 1919.)

Le R. P. Martindale parla ensuite de l'Association internationale des étudiants chrétiens, à tendances protestantes, fondée par le docteur Motte, des nombreuses Associations neutres ou vaguement confessionnelles comme l'Y. M. C. A. qui, avec d'énormes ressources, multiplient dans le monde entier leurs œuvres d'enseignement populaire : bibliothèques, cours et conférences, extensions universitaires, campagnes philanthropiques et... pacifistes. Il y aurait grand danger, disait le R. P. Martindale, à sous-estimer la puissance de ce mouvement international et aussi ses dangers. Au lieu de l'ignorer, le plus sage est d'en étudier le mécanisme, de s'en inspirer pour des campagnes communes, des actions concertées, des manifestations collectives, pour une organisation rationnelle et internationale des forces catholiques.

C'est à cette action nécessaire que tendent déjà le Secrétariat international de la J. C. et ce Congrès que Pie XI a voulu encourager par deux lettres *significatives*.

* * *

Ce premier effort vers une action catholique internationale réalisé par la jeunesse catholique posait, en effet, la question si souvent discutée au cours des dernières années, de l'*Internationale catholique*. On se souvient que René Johannet aborda le problème

à la première Semaine des Écrivains catholiques (mai 1922) (1).

On ne manqua pas de lui objecter que l'internationale catholique n'est pas à fonder, qu'elle existe, que c'est l'Église. A quoi il était aisé de répondre que le même argument, s'il était valable, condamnerait les associations paroissiales ou diocésaines.

Sans doute, la paroisse, le diocèse sont des groupements catholiques officiels, auxquels tous les fidèles doivent se rattacher. Mais cela n'empêche pas les catholiques militants d'être invités par l'Église elle-même à s'organiser dans les cadres de la paroisse, du diocèse, en vue d'une action plus efficace. Pourquoi ce qui est vrai du diocèse, de la paroisse, ne le serait-il pas de l'Église universelle?

N'avons-nous pas vu, d'ailleurs, Benoît XV bénir l'Internationale catholique de Graz, encourager les efforts du professeur hollandais Steger?

Le 2 février 1921, se tenait à Paris, sous la présidence de M^{gr} Schrembs, évêque de Toledo (États-Unis) un congrès, dont le professeur Steger avait été le promoteur et où neuf nations furent représentées. Au cours de trois laborieuses réunions, le problème de l'*Internationale catholique* fut mis à l'étude, examiné sous toutes ses faces comme le notait l'*Ossevatore Romano* du 9 février 1921.

(1) Voir pages 140 à 160 du *Rapport*, un volume : *Aux lettres*, 14, rue de l'Abbaye, Paris. Voir aussi les articles de R. Johannet dans *Les Lettres* (novembre 1920, janvier, février, mars 1921) sur le même sujet.

Trois mois plus tard, la question revint sur le tapis à la Semaine des Écrivains catholiques et suscita plus d'une opposition.

Contre l'opportunité d'une Internationale catholique fédérant, pour la défense de notre foi et son rayonnement, les œuvres catholiques de toutes les nations, on objecta et on objecte encore l'existence de plusieurs organisations qui pouvaient suffire à cet objet : *Congrès eucharistiques internationaux*, *Congrès internationaux des Savants catholiques*, *Union catholique internationale* fondée à Louvain pour l'étude du droit des gens d'après les principes chrétiens, l'*Union catholique d'études internationales*, fondée à Paris en 1920, qui a pour but d'étudier les problèmes internationaux à la lumière des principes chrétiens et de suivre les travaux de la Société des nations, en tant que ceux-ci touchent aux intérêts catholiques(1), *Confédération internationale des travailleurs chrétiens*, *Secrétariat international des Associations catholiques d'étudiants* (2). *Secrétariat international des Jeunesses catholiques*, etc.

Mais, précisément, la réalisation de ces Unions internationales à but partiel n'amenait-elle pas tout naturellement les esprits à se poser la question d'une internationale catholique plus large, qui, en face d'une Société des Nations trop souvent

(1) Elle vient de tenir à Milan (22-25 octobre 1923), en l'Université du Sacré-Cœur, sa 4^e Session.

(2) Il a son siège à Fribourg (Suisse) et vient de tenir son congrès de 1923 à Salsbourg (Autriche),

prisonnière des influences protestantes ou juives, fût renaître la chrétienté?

En effet, d'une part, les réalisations qu'on signalait montraient que le projet d'une plus large fédération de toutes les forces catholiques n'était point une utopie.

D'autre part, les lacunes considérables que de récents événements intéressant la chrétienté tout entière avaient mis en lumière faisaient désirer que ce possible devînt enfin réel.

« Par ce mot de *Société des nations*, écrivait M. René Johannet (1), on a éveillé un désir auguste que M. Clemenceau, M. Lloyd Georges, M. Wilson ne contenteront jamais. Machinalement, les regards se tournent vers Rome, vers le Calvaire, comme vers une clé de voûte opérante et ineffable. Les intrigues protestantes et la menace juive achèvent de déterminer cette impression. Qui ne remarquerait les efforts extraordinaires dépensés par les anglicans, les évangéliques, les méthodistes, pour machiner par exemple une Tchéco-Slovaquie énorme dont la principale raison d'être se réduit à absorber la substance de la Hongrie, de l'Autriche, de la Pologne? Par ailleurs, l'insolente déchristianisation de la Palestine, due à la collusion des banquiers israélites et des prélats anglicans, ne laisse aucun doute sur la conspiration redoutable qui vise à énerver le catholicisme aux lieux de son berceau.

« Là encore, par un mouvement naturel en face de cette double attaque, la chair catholique cherche à se rassembler pour se connaître, et à se connaître pour se défendre. Enfin, les prétentions socialistes à

(1) *Les Lettres* (I, II, 20).

la subversion du monde entier résonnent trop comme un défi à l'ordre profond émané du catholicisme pour ne pas réveiller les ferments qui dorment et leur suggérer le besoin de se rejoindre. »

Et, en effet, si le traité de Versailles qui devait pacifier le monde y a semé, pour les siècles à venir, des brandons de discorde, n'est-ce pas surtout à cause de la carence d'une chrétienté organisée pouvant se mesurer, dans le jeu des influences, avec les puissances juives ou protestantes ?

Si cette chrétienté faite du concert de toutes les forces vives de l'Église eût existé, eût-elle toléré que de ces assises solennelles où les moindres roitelets et les plus minces principicules furent admis à faire entendre leur voix, à formuler leurs revendications, le souverain de 300 millions d'âmes fût exclu ?

Eût-elle toléré que la conjuration des puissances protestantes qui sauvegardait avec un soin jaloux l'unité de la patrie de Luther fût de l'Autriche catholique une épave, une « tête privée des organes les plus essentiels à la vie ? »

« Le jour où les hérétiques, les anticléricaux de tous les pays, continuait R. Johannet, sauraient qu'en portant la main sur les libertés, les propriétés, l'honneur des minorités catholiques, que le jeu des institutions met passagèrement à leur merci, ce n'est pas seulement la sensibilité d'un petit groupe qui réagirait contre leur tyrannie, mais, immédiatement, la masse mondiale du catholicisme, enfin organisé, homogène, et, pour ainsi dire, transparent, débarrassé de ces couches opaques qui en font aujourd'hui une mosaïque

à peine cimentée, il y a gros à parier qu'ils s'abstiendraient de toute agression » (1).

De moindres services et plus immédiatement réalisables seraient encore du ressort de l'Internationale catholique : services de renseignements, agences de presse, campagnes d'opinions concertées, etc.

C'est parce que ces magnifiques possibilités et ces nécessités ne lui échappent pas que le Saint-Siège a donné aux précurseurs de l'Internationale catholique les encouragements que nous avons notés.

Quoiqu'il en soit de la *possibilité* et de l'*opportunité* d'une telle réalisation dans un avenir *prochain*, nous faisons nôtres les vœux et l'espérance que le journal de la Jeunesse catholique belge, *L'Effort*, exprimait par la plume de son aumônier.

Au lendemain du Congrès tenu à Innsbruck, M. l'abbé L. Picard, faisant écho aux paroles du R. P. Martindale, écrivait : « Je conserve plus vive et plus profonde l'impression, la certitude que l'union internationale des forces catholiques sera, dans un avenir relativement prochain, une grande et féconde réalité, et c'est la jeunesse, toujours à l'avant-garde de l'armée catholique, qui en aura donné la formule et l'exemple » (2).

Oui, la jeunesse catholique aura donné la for-

(1) R. Johannet : Première Semaine des Écrivains catholiques.

(2) *L'Effort*, 29/9/1923, p. 459.

mule, l'exemple, mais ce sont les *Unions catholiques diocésaines* et *nationales* qui pourront seules, « à la mosaïque à peine cimentée » du catholicisme mondial, substituer (dans le respect de toutes les justes autonomies et de toutes les justes exigences du patriotisme) l'édifice organique d'une nouvelle chrétienté (1).

(1) Lisez dans le *Correspondant* (25-12-23) l'article très suggestif de M^{sr} Beaupin : « *Les catholiques et la Société des Nations; l'Union catholique d'études internationales* ». Cette Union fondée à Paris, en 1920, a pour président le baron de Montenach. Son siège est à Fribourg (Suisse), à proximité de Genève où se trouve la Société des Nations.

Au cours des quatre premiers congrès (tenus à Paris en 1920 et 1921, dans la maison des Œuvres; à Fribourg, en 1922, dans les locaux de l'Évêché; à Milan; en l'Université du Sacré-Cœur, en 1923), l'Union s'occupa des revendications catholiques envisagées sous leur aspect international : protection des minorités ethniques et confessionnelles, protection des Lieux saints, collaboration officielle et régulière entre le Saint-Siège et la Société des Nations, pour la solution des problèmes internationaux où est engagé l'intérêt catholique...

Les vœux de l'Union transmis au Secrétariat de la Société des Nations reçurent bon accueil. Plusieurs solutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations ont donné à la thèse catholique une satisfaction au moins partielle.



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE par M ^{gr} GIBIER, évêque de Versailles : Le code de l'organisation diocésaine	7
INTRODUCTION par M ^{gr} GIRAY, évêque de Cahors : <i>L'Union catholique</i>	25

PREMIÈRE PARTIE

VUE D'ENSEMBLE

Les vœux de l'Eglise et l'Union des catholiques.	37
--	----

DEUXIÈME PARTIE

L'Union des catholiques en Italie et les derniers Souverains Pontifes.

I. — <i>Pie X</i> et l'Encyclique <i>Il fermo proposito</i> sur l'Action catholique	44
II. — <i>Benoît XV</i> et l'organisation de l' <i>Union populaire</i>	49
III. — <i>Pie XI</i> et les nouvelles directives de l' <i>Action catholique</i>	56

TROISIÈME PARTIE

L'Union catholique et la France.

I. — Aux origines de la « Dispersion »	71
--	----

II. — Quelques tentatives d'organisation nationale des catholiques français.....	74
1 ^o Les « Comités catholiques » et les « Congrès catholiques », 1871-1909.....	74
2 ^o Les Unions catholiques diocésaines avant la guerre, 1909-1914	84
3 ^o Les Unions catholiques depuis la guerre....	91
4 ^o Les leçons d'un demi-siècle d'histoire.....	98

QUATRIÈME PARTIE

Etude critique : Conclusions et Problèmes.

I. — <i>Conclusions acquises</i> : 1 ^o Les bases naturelles de l'U. C. : la paroisse, le canton, le diocèse.	108
2 ^o Comment fonder une Union catholique?.....	113
II. — <i>Quelques problèmes</i> :	
1 ^o L'Union catholique et les hommes.....	118
2 ^o L'action civique et le rôle politique des Unions catholiques.....	127
3 ^o L'Union catholique et la hiérarchie ecclésias- tique.	138

CINQUIÈME PARTIE

Annexes et documents.

I. — <i>Deux Synthèses</i> : « L'organisation des forces catholiques », par le P. Yves de la Brière. . .	152
« Pour l'Action catholique », par M ^{sr} Gouraud. . .	159

II. — « Les Unions catholiques et le devoir civique », par M ^{gr} Guérard.....	163
III. — La question de l'Union catholique à la III ^e Semaine des Écrivains catholiques...	175
IV. — L'organisation de la Jeunesse catholique française.....	184
V. — Regard sur l'étranger : en Amérique, le N. C. W. C.....	189
VI. — Quelques autres exemples d'organisations catholiques nationales : En Belgique...	200
En Hollande.....	205
En Allemagne.....	208
En Suisse et en Alsace.....	210
VII. — L'Union des catholiques et le journal <i>Le Temps</i>	219
VIII — L'Union catholique et les Missions	230
IX. — Vers l' <i>Internationale catholique</i>	242



BX

1405966

1397

Bessières

.C3B5

Pour l'unité des
forces catholiques

SEP 1 1943
SEP 1 1943

Bindery

OCT 8 - 1943

SEP 1 1944

3/11/94

MAR 1 1945

3/11/94

OSU 9750568



BX 1397
C3 B5

14057

UNIVERSITY OF CHICAGO



39 677 468